



Le Groupe Banque TD présente ses résultats pour le troisième trimestre de 2022

Rapport aux actionnaires • Trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022

L'information financière dans le présent document est présentée en dollars canadiens et repose sur les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque et les notes correspondantes préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), sauf indication contraire.

Les résultats comme présentés sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR), en vertu des IFRS. Les mesures rajustées sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque des mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » dans la section « Notre rendement » du présent document.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent :

- Le résultat dilué par action comme présenté a été de 1,75 \$, par rapport à 1,92 \$.
- Le résultat dilué par action rajusté a été de 2,09 \$, par rapport à 1,96 \$.
- Le résultat net comme présenté a atteint 3 214 millions de dollars, comparativement à 3 545 millions de dollars.
- Le résultat net rajusté a atteint 3 813 millions de dollars, comparativement à 3 628 millions de dollars.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE, période de neuf mois close le 31 juillet 2022 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent :

- Le résultat dilué par action comme présenté a été de 5,85 \$, par rapport à 5,68 \$.
- Le résultat dilué par action rajusté a été de 6,18 \$, par rapport à 5,83 \$.
- Le résultat net comme présenté a atteint 10 758 millions de dollars, comparativement à 10 517 millions de dollars.
- Le résultat net rajusté a atteint 11 360 millions de dollars, comparativement à 10 783 millions de dollars.

RAJUSTEMENTS DU TROISIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)

Les chiffres du résultat comme présenté pour le troisième trimestre comprennent les éléments à noter suivants :

- Amortissement des immobilisations incorporelles acquises de 58 millions de dollars (52 millions de dollars après impôt ou 3 cents par action), comparativement à 68 millions de dollars (61 millions de dollars après impôt ou 3 cents par action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab de 23 millions de dollars (20 millions de dollars après impôt ou 1 cent par action), par rapport à 24 millions de dollars (22 millions de dollars après impôt ou 1 cent par action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon de 29 millions de dollars (22 millions de dollars après impôt ou 1 cent par action).
- Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon, perte nette de 678 millions de dollars (505 millions de dollars après impôt ou 28 cents par action).

TORONTO, le 25 août 2022 – Le Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2022. Le résultat net comme présenté a atteint 3,2 milliards de dollars, en baisse de 9,3 % par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, et le résultat rajusté s'est élevé à 3,8 milliards de dollars, en hausse de 5,1 %.

« Le rythme soutenu des opérations, l'activité accrue de la clientèle et les avantages de notre structure axée sur les dépôts ont contribué au solide rendement de la TD au troisième trimestre », a déclaré Bharat Masrani, président du Groupe et chef de la direction, Groupe Banque TD. Les investissements dans le talent et l'innovation, ainsi que notre souci d'une gestion prudente des risques et des finances ont renforcé nos activités et accru notre avantage concurrentiel. »

Le secteur Services de détail au Canada a connu un autre trimestre solide affichant des produits records

Le résultat net du secteur Services de détail au Canada pour le troisième trimestre s'est établi à 2 253 millions de dollars, en hausse de 6 % par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits se sont élevés à 7 020 millions de dollars, en hausse de 7 %, soutenus par la progression continue des volumes des services bancaires et de l'assurance, la hausse des taux d'intérêt et la croissance de l'activité de la clientèle, y compris les ventes records de cartes de crédit, le tout en partie contrebalancé par la baisse des produits tirés des activités de gestion de patrimoine découlant des conditions du marché. Les charges ont augmenté de 8 %, reflétant l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, y compris les investissements en technologie et les charges de personnel. Les provisions pour pertes sur créances ont augmenté de 70 millions de dollars par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, compte tenu de la hausse des provisions pour les prêts productifs, en partie contrebalancée par une diminution de la provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés.

Le secteur Services de détail au Canada a continué sur sa lancée en générant des produits records pour le trimestre et en accueillant davantage de clients, ce qui comprend également un nombre record d'ouvertures de comptes effectuées par des nouveaux Canadiens. La Banque a continué de soutenir les investissements axés sur l'avenir, comme l'ajout d'un 24^e Centre auto TD Assurance ultra-moderne, ce qui lui permet d'étendre sa portée géographique et sa capacité à offrir des expériences supérieures à un plus grand nombre de clients. Placements directs TD s'est classé au premier rang des meilleurs courtiers en ligne au Canada en 2022 selon MoneySense et la Banque a été reconnue comme un chef de file du marché en matière d'engagement numérique auprès des clients par Industry Banking Reports.

Les Services bancaires de détail aux États-Unis ont dégagé de solides résultats, grâce à l'intensité des activités liées aux particuliers et aux entreprises

Le résultat net comme présenté du secteur Services de détail aux États-Unis pour le trimestre s'est élevé à 1 442 millions de dollars (1 122 millions de dollars américains), en hausse de 11 % (7 % en dollars américains) par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net comme présenté comprend les charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon de 29 millions de dollars (22 millions de dollars américains) ou 22 millions de dollars (17 millions de dollars américains) après impôt. Sur une base rajustée, le résultat net pour le trimestre s'est établi à 1 464 millions de dollars (1 139 millions de dollars américains), en hausse de 13 % (8 % en dollars américains). La participation de la Banque dans The Charles Schwab Corporation (Schwab) a contribué au résultat à hauteur de 289 millions de dollars (226 millions de dollars américains), une hausse de 47 % (40 % en dollars américains) comparativement à sa contribution au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les Services bancaires de détail aux États-Unis, qui ne tiennent pas compte de la participation de la Banque dans Schwab, ont présenté un résultat net de 1 153 millions de dollars (896 millions de dollars américains), en hausse de 5 % (1 % en dollars américains) par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'augmentation des produits, contrebalancée en partie par la hausse de la provision pour pertes sur créances et l'augmentation des charges autres que d'intérêts. Sur une base rajustée, le résultat net a atteint un niveau record de 1 175 millions de dollars (913 millions de dollars américains), soit une augmentation de 7 % (2 % en dollars américains), reflétant l'augmentation des marges sur les dépôts et des volumes de dépôts, partiellement compensée par une hausse de la provision pour pertes sur créances, une diminution des produits tirés du programme de protection des salaires (Paycheck Protection Program ou PPP) et une hausse des charges de personnel.

Le secteur Services de détail aux États-Unis a accéléré la progression de ses activités au troisième trimestre. Les prêts aux particuliers et les dépôts de particuliers des Services bancaires de détail aux États-Unis ont tous deux affiché une croissance de 8 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. En outre, l'amélioration de la croissance des prêts commerciaux dans les secteurs du marché intermédiaire et des prêts spécialisés a contribué à la croissance des prêts de 2,6 % par rapport au trimestre précédent. Lorsque combinée à cette croissance, la réduction significative des volumes du programme PPP n'a entraîné qu'une légère baisse du volume moyen des prêts de façon globale par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'intensité des activités au cours de ce trimestre résulte de la combinaison de montages solides et de la hausse du nombre de nouveaux clients, ainsi que de prélèvements plus élevés à l'égard des prêts commerciaux et d'une augmentation des activités de la clientèle.

L'assemblée publique tenue la semaine dernière devant conjointement l'Office of the Comptroller of the Currency et le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis a marqué un jalon important du travail de la TD déjà entamé avec les groupes communautaires et les organismes de réglementation afin que le processus d'approbation de la transaction de First Horizon puisse progresser. La TD prévoit toujours que la clôture de la transaction aura lieu au premier trimestre de l'exercice 2023 et se réjouit d'accueillir les clients et les entreprises associées de First Horizon au sein de la Banque.

Dans le but d'améliorer encore davantage l'expérience des collègues et des clients, les Services bancaires de détail aux États-Unis ont lancé TD Workshop au cours du trimestre considéré, soit le premier laboratoire d'innovation des services de détail de la Banque, qui conjugue un environnement entièrement fonctionnel et la possibilité d'innover, de concevoir et de tester de nouveaux produits, et de s'engager auprès des clients et de la collectivité en général. Pour une troisième année de suite, Financement auto TD a été fier de se classer au premier rang en matière de satisfaction des concessionnaires parmi les prêteurs non exclusifs ayant un crédit préférentiel, selon le sondage de 2022 de J.D. Power sur la satisfaction des concessionnaires en matière de financement aux États-Unis¹. Au cours du trimestre, TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD}, a figuré au palmarès de Forbes comme l'un des meilleurs employeurs pour les femmes.

Solide rendement du secteur Services bancaires de gros au troisième trimestre

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre s'est établi à 271 millions de dollars, en baisse de 18 % par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une augmentation des charges autres que d'intérêts et de la provision pour pertes sur créances. Malgré un contexte de volatilité du marché et d'affaiblissement de l'environnement des services de prise ferme, les produits n'ont baissé que de 1 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, le ralentissement dans ce segment ayant été partiellement compensé par les autres activités du secteur, ce qui témoigne de la force du modèle commercial diversifié du secteur Services bancaires de gros.

Le projet d'acquisition de Cowen Inc. par la TD, annoncé le 2 août 2022, accélérera la stratégie de croissance des activités du secteur Services bancaires de gros libellées en dollars américains en élargissant son offre de produits et de services, en renforçant la portée des principaux secteurs d'activité et en ajoutant de l'envergure et des talents de grande qualité. La transaction devrait être clôturée au cours du premier trimestre civil de 2023.

De plus, Valeurs Mobilières TD s'est classée au premier rang du classement de 2022 sur la qualité des services d'opérations de change au Canada selon le sondage de Coalition Greenwich pour la troisième année de suite, ce qui continue de confirmer la position de leader du secteur Services bancaires de gros sur le marché canadien.

Fonds propres

Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de la TD a été de 14,9 %.

Conclusion

« Nous abordons le dernier trimestre de l'exercice 2022 en nous appuyant sur des activités en pleine croissance, une marque très solide et une aptitude incontestable à assurer une prestation constante dans tous les secteurs de la Banque, a ajouté M. Masrani. Dans un contexte macroéconomique complexe, nous sommes bien placés pour continuer à investir dans nos activités et à créer de la valeur à long terme pour nos actionnaires. »

Le texte qui précède contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la section « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs » à la page 4.

¹ Financement auto TD a reçu la note la plus élevée dans le segment national non exclusif et préférentiel (entre 214 000 et 542 000 transactions) dans le cadre des sondages de J.D. Power 2020-2022 sur la satisfaction des concessionnaires en matière de financement aux États-Unis, qui portent sur la satisfaction des concessionnaires à l'égard des fournisseurs de financement automobile. Visitez jdpower.com/awards pour plus de détails.

GRUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVULGATION ACCRUE DES RENSEIGNEMENTS

Le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements a été mis sur pied par le Conseil de stabilité financière en 2012 pour établir des principes fondamentaux de divulgation de renseignements, des recommandations et des pratiques exemplaires visant à améliorer les informations à fournir sur les risques des banques. Voici un index des recommandations (telles qu'elles ont été publiées par le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements) et l'endroit où sont présentées les informations connexes dans le rapport aux actionnaires, le document *Information financière supplémentaire* (IFS) ou le document *Information réglementaire supplémentaire* (IRS) du troisième trimestre de 2022. Les renseignements se trouvant sur le site Web de la TD et dans tout document IFS ou document IRS ne sont pas intégrés par renvoi, et ne devraient pas être considérés comme étant intégrés par renvoi, dans le rapport aux actionnaires, le rapport de gestion ou les états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022. Certains renvois sont faits à l'information présentée dans le rapport annuel 2021 de la Banque.

Type de risque	Sujet	Informations du groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	Page			
			Rapport aux actionnaires du T3 2022	IFS du T3 2022	IRS du T3 2022	Rapport annuel 2021
Général	1	Regrouper dans un même rapport l'information présentée sur tous les risques	Pour trouver les informations, se reporter aux pages ci-après.			
	2	Indiquer la terminologie et les mesures employées par la Banque pour les risques, et présenter les principales valeurs des paramètres utilisés				80-85, 89, 95-98, 109-111
	3	Décrire et analyser les principaux risques et les risques émergents				73-79
	4	Décrire les plans pour atteindre chacun des nouveaux ratios clés réglementaires lorsque les règles applicables seront définitives	32, 47			69, 106
Gouvernance pour la gestion des risques, et modèle de gestion des risques et modèle d'affaires	5	Présenter un sommaire sur l'organisation, les processus et les principales fonctions de la gestion des risques de la Banque				81-84
	6	Donner une description de la culture d'approche des risques de la Banque et des procédures mises en œuvre pour respecter cette culture				80-81
	7	Donner une description des risques clés liés aux modèles d'affaires et aux activités de la Banque				67, 80, 85-111
	8	Donner une description des simulations de crise faites pour tester la gouvernance des risques et le cadre économique des fonds propres de la Banque	37			66, 84, 92-93, 109
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Décrire les exigences de fonds propres pilier 1 et leur incidence sur les banques d'importance systémique mondiale	28-32, 88		1-3, 6	62-65, 69, 216
	10	Présenter les composantes des fonds propres et un rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire			1-3, 5	62
	11	Présenter un état des variations des fonds propres réglementaires			4	
	12	Présenter une analyse de la planification des fonds propres dans le cadre d'une analyse plus générale de la planification stratégique de la direction				63-66, 109
	13	Présenter une analyse des façons dont les actifs pondérés en fonction des risques (APF) sont touchés par les activités de l'entreprise et les risques connexes		8-11		66-67
	14	Présenter une analyse des exigences de fonds propres applicables à chaque méthode utilisée pour calculer les APF			10	86-89, 91-92
	15	Présenter sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs de Bâle et les principaux portefeuilles			23-38, 43-48	
	16	Présenter un état de rapprochement qui montre les variations des APF par type de risque			11-12	
	17	Présenter une analyse des exigences de Bâle III en matière de tests de validation rétroactifs			60	88, 92, 96
Liquidité	18	Décrire la gestion des besoins de liquidité et de la réserve de liquidités de la Banque	39-42, 43-44			98-100, 102-103
Financement	19	Présenter les actifs grevés et non grevés sous forme de tableau par catégorie présentée au bilan	42			101, 210-211
	20	Présenter sous forme de tableau le total consolidé des actifs, des passifs et des engagements hors bilan par durée contractuelle restante à la date du bilan	48-50			106-108
	21	Présenter une analyse des sources de financement de la Banque et de la stratégie de financement de la Banque	43-47			103-106
Risque de marché	22	Présenter les liens entre les mesures du risque de marché pour le portefeuille lié aux activités de négociation et le portefeuille lié aux activités autres que de négociation et le bilan	36			90
	23	Présenter une ventilation des facteurs de risque de marché importants liés aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation	36-39			90, 93-94
	24	Décrire les principales limites du modèle de mesure du risque de marché et les procédures de validation	38			91-94, 96
	25	Décrire les principales techniques de gestion des risques, à part les mesures et paramètres de risque présentés	37			91-94
Risque de crédit	26	Fournir de l'information permettant aux utilisateurs de comprendre le profil de risque de crédit de la Banque, y compris les concentrations importantes du risque de crédit	25-28, 69-78	19-34	1-5, 10-11, 13-60	48-61, 85-89, 166-173, 183, 186-187, 214-215
	27	Décrire les politiques de la Banque pour détecter les prêts douteux	78			56, 142-143, 148-149, 173
	28	Présenter un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture des prêts douteux de la période avec la provision pour pertes sur prêts	26, 72-76	23, 27		53, 169-171
	29	Présenter une analyse du risque de crédit de contrepartie de la Banque dû aux transactions sur dérivés			40-42, 49-53	88, 154, 177-179, 183, 186-187
	30	Présenter une analyse des mesures d'atténuation du risque de crédit, notamment les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit				88, 146, 154
Autres risques	31	Décrire les types d'« autres risques » en fonction des classements de la direction et la façon dont ils sont détectés, traités, évalués et gérés individuellement				95-97, 109-111
	32	Présenter pour les autres risques les occurrences de risque connues publiquement	85-86			78-79, 208-210

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION			
4	Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs	52	Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière
5	Faits saillants financiers	53	Glossaire
7	Notre rendement		
11	Aperçu des résultats financiers		
15	Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD		
23	Résultats trimestriels		
24	Revue du bilan		
25	Qualité du portefeuille de crédit		
28	Situation des fonds propres		
34	Facteurs de risque et gestion des risques		
34	Gestion des risques		
51	Titrisation et arrangements hors bilan		
51	Méthodes et estimations comptables		
			ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
		56	Bilan consolidé intermédiaire
		57	État du résultat consolidé intermédiaire
		58	État du résultat global consolidé intermédiaire
		59	État des variations des capitaux propres consolidé intermédiaire
		60	État des flux de trésorerie consolidé intermédiaire
		61	Notes des états financiers consolidés intermédiaires
		89	RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion est présenté pour aider les lecteurs à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque ») pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022, comparativement aux périodes correspondantes indiquées. Il doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque et les notes correspondantes inclus dans le présent rapport aux actionnaires, ainsi qu'avec les états financiers consolidés de 2021, les notes correspondantes et le rapport de gestion de 2021. Le présent rapport de gestion est daté du 24 août 2022. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement des états financiers consolidés de 2021 de la Banque et des notes correspondantes, ou de ses états financiers consolidés intermédiaires et des notes correspondantes, dressés selon les IFRS publiées par l'IASB. Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Des renseignements additionnels concernant la Banque, y compris la notice annuelle 2021 de la Banque, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse <http://www.td.com>, de même que sur le site SEDAR, à l'adresse <http://www.sedar.com>, et sur le site de la SEC, à l'adresse <http://www.sec.gov> (section EDGAR Filers).

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion (le « rapport de gestion de 2021 ») du rapport annuel 2021 de la Banque aux rubriques « Sommaire et perspectives économiques » et « Mesures prises par la Banque en réponse à la COVID-19 », aux rubriques « Principales priorités pour 2022 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services de détail au Canada, Services de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros, et à la rubrique « Orientation pour 2022 » pour le secteur Siège social, ainsi que d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2022 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, l'environnement réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, les attentes en matière de rendement financier pour la Banque ainsi que les possibles répercussions économiques, financières et autres conséquences de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « objectif », « cible » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques, notamment, stratégiques, de crédit, de marché (y compris le risque actions, le risque sur marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'écart de taux), opérationnels (y compris les risques liés à la technologie, à la cybersécurité et à l'infrastructure), de modèle, d'assurance, de liquidité, d'adéquation des fonds propres, les risques juridiques, de réglementation, de conformité, en matière de conduite, d'atteinte à la réputation, environnementaux et sociaux, et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment les répercussions économiques, financières et autres conséquences de pandémies, y compris la pandémie de COVID-19; la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; le risque géopolitique; la capacité de la Banque à réaliser des stratégies à long terme et ses principales priorités stratégiques à court terme, notamment réaliser des acquisitions et des cessions, élaborer des plans de fidélisation de la clientèle, élaborer des plans stratégiques, les risques liés à la technologie et à la cybersécurité (y compris les cyberattaques ou les intrusions liées aux données) visant la technologie informatique, Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; le risque de modélisation; les activités frauduleuses; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information et les autres risques découlant du recours par la Banque à des prestataires de services indépendants; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements, de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris, sans s'y restreindre, les lois fiscales, les lignes directrices sur les fonds propres et les directives réglementaires en matière de liquidité, et le régime de « recapitalisation interne » des banques; la surveillance réglementaire et le risque de conformité; la concurrence accrue exercée par les sociétés établies et les nouveaux venus, y compris les entreprises de technologie financière et les géants du domaine de la technologie; les changements de comportement des consommateurs et les perturbations liées à la technologie; l'exposition à des litiges et à des questions de réglementation importants; la capacité de la Banque à recruter, former et maintenir en poste des gens de talent; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le risque de transition lié à l'abandon du taux interbancaire offert; les estimations comptables critiques et les changements de normes, de politiques et de méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises de la dette internationale actuelles ou éventuelles; le risque environnemental et social (y compris les changements climatiques); et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2021, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à tout événement ou à toute transaction dont il est question aux rubriques « Acquisition en cours » ou « Événements importants et postérieurs à la date de clôture et acquisitions en cours » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes qui étaient les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion de 2021 aux rubriques « Sommaire et perspectives économiques » et « Mesures prises par la Banque en réponse à la COVID-19 », aux rubriques « Principales priorités pour 2022 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services de détail au Canada, Services de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros, et à la rubrique « Orientation pour 2022 » pour le secteur Siège social, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Avant sa publication, le présent document a été revu par le comité d'audit de la Banque et approuvé par le conseil d'administration de la Banque, sur recommandation du comité d'audit.

TABLEAU 1 : FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Résultats d'exploitation					
Total des produits – comme présentés	10 925 \$	11 263 \$	10 712 \$	33 469 \$	31 752 \$
Total des produits – rajustés ¹	11 603	11 039	10 712	33 923	31 752
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	351	27	(37)	450	(101)
Indemnités d'assurance et charges connexes	829	592	836	2 177	2 057
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	6 096	6 033	5 616	18 096	17 129
Charges autres que d'intérêts – rajustées ¹	6 033	5 999	5 576	17 929	17 011
Résultat net – comme présenté	3 214	3 811	3 545	10 758	10 517
Résultat net – rajusté ¹	3 813	3 714	3 628	11 360	10 783
Situation financière (en milliards de dollars canadiens)					
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	790,8 \$	765,0 \$	719,2 \$	790,8 \$	719,2 \$
Total de l'actif	1 840,8	1 825,3	1 703,1	1 840,8	1 703,1
Total des dépôts	1 201,7	1 183,7	1 118,7	1 201,7	1 118,7
Total des capitaux propres	102,6	99,4	99,9	102,6	99,9
Total des actifs pondérés en fonction des risques ²	495,7	489,0	465,5	495,7	465,5
Ratios financiers					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté ³	13,5 %	16,4 %	15,3 %	15,1 %	15,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ¹	16,1	15,9	15,6	15,9	15,8
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAA0) ¹	18,4	22,1	20,8	20,4	21,2
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ¹	21,6	21,2	20,9	21,2	21,4
Ratio d'efficacité – comme présenté ³	55,8	53,6	52,4	54,1	53,9
Ratio d'efficacité – rajusté ^{1, 3}	52,0	54,3	52,0	52,9	53,6
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts et acceptations	0,17	0,01	(0,02)	0,08	(0,02)
Information sur les actions ordinaires – comme présentée (en dollars canadiens)					
Résultat par action					
De base	1,76 \$	2,08 \$	1,92 \$	5,86 \$	5,69 \$
Dilué	1,75	2,07	1,92	5,85	5,68
Dividendes par action	0,89	0,89	0,79	2,67	2,37
Valeur comptable par action ³	52,54	51,49	51,21	52,54	51,21
Cours de clôture ⁴	83,18	92,79	82,95	83,18	82,95
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	1 804,5	1 804,7	1 818,8	1 810,0	1 816,8
Nombre moyen – dilué	1 807,1	1 808,3	1 821,8	1 813,3	1 819,2
Fin de période	1 813,1	1 803,9	1 820,0	1 813,1	1 820,0
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	150,8 \$	167,4 \$	151,0 \$	150,8 \$	151,0 \$
Rendement de l'action ³	4,0 %	3,6 %	3,7 %	3,8 %	4,0 %
Ratio de versement de dividendes ³	50,6	42,8	41,2	45,5	41,7
Ratio cours/bénéfice ³	10,6	11,5	9,8	10,6	9,8
Rendement total pour les actionnaires (1 an) ³	4,2	13,9	44,4	4,2	44,4
Information sur les actions ordinaires – rajustée (en dollars canadiens) ^{1, 3}					
Résultat par action					
De base	2,09 \$	2,02 \$	1,96 \$	6,19 \$	5,83 \$
Dilué	2,09	2,02	1,96	6,18	5,83
Ratio de versement de dividendes	42,5 %	43,9 %	40,2 %	43,1 %	40,6 %
Ratio cours/bénéfice	10,0	11,4	11,2	10,0	11,2
Ratios des fonds propres²					
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	14,9 %	14,7 %	14,5 %	14,9 %	14,5 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	16,3	15,9	15,9	16,3	15,9
Ratio du total des fonds propres	18,8	18,5	18,5	18,8	18,5
Ratio de levier	4,3	4,3	4,8	4,3	4,8
Ratio TLAC	32,0	30,4	26,3	32,0	26,3
Ratio de levier TLAC	8,5	8,1	7,9	8,5	7,9

¹ La Banque Toronto-Dominion (la « TD » ou la « Banque ») dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus actuels, et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, telles que des résultats « rajustés » et des ratios non conformes aux PCGR, afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'exploitation et de mesurer la performance globale de la Banque. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Pour obtenir plus de renseignements et consulter une liste des éléments à noter et un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés, se reporter à la section « Notre rendement » du présent document. Les mesures financières et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

² Ces mesures ont été incluses dans le présent document conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres, les exigences de levier et la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation des fonds propres » du présent document.

³ Pour des renseignements additionnels sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

⁴ Cours de clôture à la Bourse de Toronto.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS ET POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE ET ACQUISITIONS EN COURS

Acquisition de Cowen Inc.

Le 2 août 2022, la Banque et Cowen Inc. (« Cowen ») ont annoncé qu'elles avaient conclu une entente définitive pour l'acquisition de Cowen par la TD dans le cadre d'une transaction entièrement au comptant évaluée à 1,3 milliard de dollars américains, soit 39,00 \$ US par action ordinaire de Cowen. La transaction devrait se clôturer au premier trimestre civil de 2023, sous réserve des conditions de clôture habituelles, notamment les approbations des actionnaires de Cowen et de certains organismes de réglementation américains, canadiens et étrangers. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés par la Banque à compter de la date de clôture et présentés dans le secteur Services bancaires de gros. Selon le rendement financier et les bilans estimés de la Banque et de Cowen, y compris les incidences liées à la transaction, la Banque prévoit que son ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires devrait être confortablement supérieur à 11 % au moment de la clôture de l'acquisition de Cowen, compte tenu de la clôture de l'acquisition par la Banque de First Horizon Corporation (« First Horizon »).

Vente d'actions ordinaires de Schwab

Le 1^{er} août 2022, afin de disposer du capital nécessaire à l'acquisition de Cowen, la Banque a vendu 28,4 millions d'actions ordinaires sans droit de vote de Schwab au prix de 66,53 \$ US l'action pour un produit d'environ 2,4 milliards de dollars (1,9 milliard de dollars américains). Environ 15 millions d'actions ont été vendues à Schwab en vertu d'une convention de rachat à un prix égal au prix obtenu lors de la vente de 13,4 millions d'actions à un courtier en valeurs mobilières en vertu de la règle 144 du *Securities Act of 1933*. Toutes les actions vendues ont été automatiquement converties en actions ordinaires avec droit de vote de Schwab et les actions acquises par Schwab ne sont plus en circulation. Ces ventes ont réduit la participation de la Banque dans Schwab, laquelle est passée d'environ 13,4 % à 12,0 %. La Banque devrait comptabiliser un montant de 1 milliard de dollars (770 millions de dollars américains) dans les autres produits (déduction faite de la perte de 370 millions de dollars (290 millions de dollars américains) reclassée du cumul des autres éléments du résultat global dans le résultat) au quatrième trimestre de l'exercice 2022.

Acquisition de First Horizon Corporation

Le 28 février 2022, la Banque et First Horizon ont annoncé qu'elles ont conclu une entente définitive pour l'acquisition de First Horizon par la Banque dans le cadre d'une transaction entièrement au comptant évaluée à 13,4 milliards de dollars américains, soit 25,00 \$ US par action ordinaire de First Horizon. Dans le cadre de cette transaction, la Banque a investi 494 millions de dollars américains dans les actions privilégiées sans droit de vote de First Horizon (convertibles dans certaines situations, à concurrence de 4,9 % des actions ordinaires de First Horizon). La transaction devrait se clôturer au premier trimestre de l'exercice 2023, sous réserve des conditions de clôture habituelles, notamment les approbations des actionnaires de First Horizon et des organismes de réglementation américains et canadiens. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés par la Banque à compter de la date de clôture et présentés dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

Si la clôture de la transaction n'a pas lieu avant le 27 novembre 2022, les actionnaires de First Horizon recevront, à la clôture, un montant supplémentaire de 0,65 \$ US par action sur une base annualisée pour la période allant du 27 novembre 2022 au jour précédant immédiatement la clôture. Chaque partie aura le droit de résilier l'entente si la clôture de la transaction n'a pas eu lieu d'ici le 27 février 2023 (la « date limite »), sous réserve du droit de l'une ou l'autre des parties (selon certaines conditions) de reporter la date limite au 27 mai 2023.

Au cours du trimestre, la Banque a mis en œuvre une stratégie visant à atténuer l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition.

La juste valeur des actifs et passifs financiers à taux fixe de First Horizon et de certaines immobilisations incorporelles est sensible aux variations des taux d'intérêt. La juste valeur des actifs nets déterminera le montant du goodwill à comptabiliser à la clôture de l'acquisition. Les augmentations du goodwill et des immobilisations incorporelles auront une incidence négative sur les ratios de fonds propres, étant donné que ces actifs sont déduits des fonds propres en vertu des règles de Bâle III du BSIF. Afin d'atténuer l'incidence de cette volatilité sur les fonds propres à la clôture, la Banque a annulé la désignation de certains swaps de taux d'intérêt qui couvraient des placements à revenu fixe inclus dans des relations de comptabilité de couverture de juste valeur.

Par suite de l'annulation de la désignation, les profits (pertes) liés à la réévaluation à la valeur de marché de ces swaps sont comptabilisés dans le résultat sans montant compensatoire correspondant provenant des placements précédemment couverts, ce qui aura pour effet d'atténuer l'incidence sur les fonds propres des variations du montant de goodwill comptabilisé à la clôture de l'acquisition. L'annulation de la désignation a également donné lieu à l'amortissement de l'ajustement au montant de base des placements dans les produits d'intérêts nets sur la durée de vie restante prévue des placements.

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque a comptabilisé des produits autres que d'intérêts de (721) millions de dollars liés à la réévaluation à la valeur de marché des swaps et des produits d'intérêts nets de 43 millions de dollars liés à l'amortissement de l'ajustement au montant de base.

NOTRE RENDEMENT

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque »). La TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord en fonction de son actif et elle offre ses services à plus de 27 millions de clients. Ces services sont regroupés dans trois grands secteurs d'exploitation qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers dans le monde : Services de détail au Canada, y compris TD Canada Trust, Financement auto TD au Canada, Gestion de patrimoine TD au Canada, Placements directs TD et TD Assurance; Services de détail aux États-Unis, y compris TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD}, Financement auto TD aux États-Unis, Gestion de patrimoine TD aux États-Unis et une participation dans Schwab; et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. En outre, la TD figure parmi les principales sociétés de services financiers en ligne du monde, avec plus de 15 millions de clients du service en ligne et du service mobile. Au 31 juillet 2022, l'actif de la TD totalisait 1,8 billion de dollars. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole « TD ».

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE DE LA BANQUE

La Banque dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les IFRS et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ».

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

En plus des résultats comme présentés, la Banque présente également certaines mesures financières, notamment des mesures financières non conformes aux PCGR qui sont historiques, des ratios non conformes aux PCGR, des mesures financières supplémentaires et des mesures de gestion du capital, pour évaluer ses résultats. Les mesures financières non conformes aux PCGR, telles que les résultats « rajustés », sont utilisées afin d'évaluer les secteurs d'exploitation et de mesurer la performance globale de la Banque. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent; ces éléments sont présentés dans le tableau 3. Les ratios non conformes aux PCGR sont des ratios, dont une ou plusieurs des composantes sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Les exemples de ratios non conformes aux PCGR comprennent le résultat de base par action rajusté et le résultat dilué par action rajusté, le ratio de versement de dividendes rajusté, le ratio d'efficacité rajusté et le taux d'imposition effectif rajusté. La Banque croit que les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs. Les mesures financières supplémentaires servent à décrire la performance et la situation financières de la Banque, et les mesures de gestion du capital servent à décrire la situation des fonds propres de la Banque, et elles sont toutes deux expliquées là où elles apparaissent pour la première fois dans le présent document.

Cartes stratégiques aux États-Unis

Le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque comprend des conventions conclues avec certains détaillants américains en vertu desquelles la TD est l'émetteur aux États-Unis de cartes de crédit de marque privée et comarquées à l'intention de leurs clients américains. En vertu des modalités de ces conventions individuelles, la Banque et les détaillants partagent les profits générés par les portefeuilles concernés après déduction des pertes sur créances. Selon les IFRS, la TD est tenue de présenter les montants bruts des produits et des provisions pour pertes sur créances liés à ces portefeuilles dans l'état du résultat consolidé intermédiaire de la Banque. À l'échelle des secteurs d'exploitation, la part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuables à la TD en vertu des conventions.

Participation dans The Charles Schwab Corporation

Le 6 octobre 2020, la Banque a acquis une participation d'environ 13,5 % dans Schwab après la clôture de l'acquisition par Schwab de TD Ameritrade (« transaction avec Schwab »). Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022 de la Banque. La Banque comptabilise sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence et présente sa quote-part après impôt du résultat de Schwab avec un décalage d'un mois. Le secteur Services de détail aux États-Unis comprend la quote-part de la Banque du résultat net de sa participation dans Schwab. Le résultat net du secteur Siège social comprend les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises ainsi que les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab.

Le tableau à la page suivante donne les résultats d'exploitation comme présentés de la Banque.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Comme présentés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Produits d'intérêts nets	7 044 \$	6 377 \$	6 004 \$	19 723 \$	17 869 \$
Produits autres que d'intérêts	3 881	4 886	4 708	13 746	13 883
Total des produits	10 925	11 263	10 712	33 469	31 752
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	351	27	(37)	450	(101)
Indemnités d'assurance et charges connexes	829	592	836	2 177	2 057
Charges autres que d'intérêts	6 096	6 033	5 616	18 096	17 129
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	3 649	4 611	4 297	12 746	12 667
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	703	1 002	922	2 689	2 711
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	268	202	170	701	561
Résultat net – comme présenté	3 214	3 811	3 545	10 758	10 517
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	43	66	56	152	186
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 171 \$	3 745 \$	3 489 \$	10 606 \$	10 331 \$

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés de la Banque.

TABLEAU 3 : MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté (en millions de dollars canadiens)	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2022	2022	2021	2022	2021
Résultats d'exploitation – rajustés					
Produits d'intérêts nets ⁶	7 001 \$	6 377 \$	6 004 \$	19 680 \$	17 869 \$
Produits autres que d'intérêts ^{1, 6}	4 602	4 662	4 708	14 243	13 883
Total des produits	11 603	11 039	10 712	33 923	31 752
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	351	27	(37)	450	(101)
Indemnités d'assurance et charges connexes	829	592	836	2 177	2 057
Charges autres que d'intérêts ²	6 033	5 999	5 576	17 929	17 011
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	4 390	4 421	4 337	13 367	12 785
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	892	955	931	2 848	2 737
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ³	315	248	222	841	735
Résultat net – rajusté	3 813	3 714	3 628	11 360	10 783
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	43	66	56	152	186
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	3 770	3 648	3 572	11 208	10 597
Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt sur le résultat					
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises ⁴	(58)	(60)	(68)	(185)	(211)
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab ⁵	(23)	(20)	(24)	(93)	(81)
Charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon ²	(29)	–	–	(29)	–
Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon ⁶	(678)	–	–	(678)	–
Recouvrement lié au règlement d'un litige ¹	–	224	–	224	–
Moins l'incidence de l'impôt sur le résultat					
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	(6)	(6)	(7)	(20)	(23)
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab ⁵	(3)	(2)	(2)	(14)	(3)
Charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon	(7)	–	–	(7)	–
Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon	(173)	–	–	(173)	–
Recouvrement lié au règlement d'un litige	–	55	–	55	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	(599)	97	(83)	(602)	(266)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	3 171 \$	3 745 \$	3 489 \$	10 606 \$	10 331 \$

¹ Les produits autres que d'intérêts rajustés excluent l'élément à noter suivant :

i. La Banque a conclu un règlement au Canada dans l'affaire *TD Bank, N.A. v. Lloyd's Underwriters et al.*, selon lequel la Banque a recouvré le montant des pertes encourues en raison du règlement précédemment conclu par la Banque aux États-Unis visant de multiples poursuites liées à une combine à la Ponzi qui aurait été montée, entre autres, par Scott Rothstein – deuxième trimestre de 2022 : 224 millions de dollars. Ce montant est présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

² Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les éléments à noter suivants liés aux acquisitions d'actifs et aux regroupements d'entreprises propres à la Banque :

i. Amortissement des immobilisations incorporelles acquises – troisième trimestre de 2022 : 23 millions de dollars; deuxième trimestre de 2022 : 26 millions de dollars; premier trimestre de 2022 : 33 millions de dollars; troisième trimestre de 2021 : 34 millions de dollars; deuxième trimestre de 2021 : 35 millions de dollars; premier trimestre de 2021 : 39 millions de dollars. Ces montants sont présentés dans le secteur Siège social.
ii. Charges d'intégration et d'acquisition propres à la Banque liées à la transaction avec Schwab – troisième trimestre de 2022 : 11 millions de dollars; deuxième trimestre de 2022 : 8 millions de dollars; premier trimestre de 2022 : 37 millions de dollars; troisième trimestre de 2021 : 6 millions de dollars; deuxième trimestre de 2021 : 3 millions de dollars; premier trimestre de 2021 : 1 million de dollars. Ces montants sont présentés dans le secteur Siège social.
iii. Charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon – troisième trimestre de 2022 : 29 millions de dollars. Ces charges ont principalement trait aux services professionnels et à d'autres charges d'exploitation supplémentaires et sont présentées dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

³ La quote-part du résultat net rajustée de la participation dans Schwab exclut les éléments à noter suivants (après impôt). L'incidence de ces deux éléments est présentée dans le secteur Siège social.

i. Amortissement des immobilisations incorporelles acquises liées à Schwab – troisième trimestre de 2022 : 35 millions de dollars; deuxième trimestre de 2022 : 34 millions de dollars; premier trimestre de 2022 : 34 millions de dollars; troisième trimestre de 2021 : 34 millions de dollars; deuxième trimestre de 2021 : 34 millions de dollars; premier trimestre de 2021 : 35 millions de dollars.
ii. Quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition par Schwab de TD Ameritrade – troisième trimestre de 2022 : 12 millions de dollars; deuxième trimestre de 2022 : 12 millions de dollars; premier trimestre de 2022 : 13 millions de dollars; troisième trimestre de 2021 : 18 millions de dollars; deuxième trimestre de 2021 : 16 millions de dollars; premier trimestre de 2021 : 37 millions de dollars.

⁴ L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises se rapporte aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions d'actifs ou de regroupements d'entreprises, y compris aux montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises attribuables à la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab présentés dans le secteur Siège social. Se reporter aux notes de bas de tableau 2 et 3 pour les montants.

⁵ Les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab comprennent les charges d'intégration et les frais d'acquisition propres à la Banque ainsi que les montants après impôt de la quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition par Schwab de TD Ameritrade, tous deux présentés dans le secteur Siège social. Se reporter aux notes de bas de tableau 2 et 3 pour les montants.

⁶ L'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon comprend i) les profits (pertes) liés à la réévaluation à la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts – troisième trimestre de 2022 : (721) millions de dollars, et ii) l'amortissement de l'ajustement au montant de base lié à l'annulation de la désignation de relations de comptabilité de couverture de juste valeur, comptabilisé dans les produits d'intérêts nets – troisième trimestre de 2022 : 43 millions de dollars. Les profits (pertes) liés à la réévaluation à la valeur de marché des swaps et l'amortissement de l'ajustement au montant de base sont présentés dans le secteur Siège social. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Événements importants et postérieurs à la date de clôture et acquisitions en cours ».

TABLEAU 4 : RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT PAR ACTION COMME PRÉSENTÉ ET DU RÉSULTAT PAR ACTION RAJUSTÉ¹

(en dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Résultat de base par action – comme présenté	1,76 \$	2,08 \$	1,92 \$	5,86 \$	5,69 \$
Rajustements pour les éléments à noter	0,33	(0,05)	0,04	0,33	0,14
Résultat de base par action – rajusté	2,09 \$	2,02 \$	1,96 \$	6,19 \$	5,83 \$
Résultat dilué par action – comme présenté	1,75 \$	2,07 \$	1,92 \$	5,85 \$	5,68 \$
Rajustements pour les éléments à noter	0,33	(0,05)	0,04	0,33	0,14
Résultat dilué par action – rajusté	2,09 \$	2,02 \$	1,96 \$	6,18 \$	5,83 \$

¹ Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TABLEAU 5 : AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, APRÈS IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
TD Bank, National Association (TD Bank, N.A.)	2 \$	4 \$	5 \$	11 \$	22 \$
Schwab ¹	35	34	34	103	103
MBNA Canada	1	–	7	4	20
Aéroplan	2	1	6	7	19
Divers	12	15	9	40	24
Inclus dans les éléments à noter	52	54	61	165	188
Logiciels	97	96	109	290	326
Amortissement des immobilisations incorporelles, après impôt sur le résultat	149 \$	150 \$	170 \$	455 \$	514 \$

¹ Compris dans la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque consolidée correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté de la Banque consolidée correspond au résultat net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est un ratio financier non conforme aux PCGR et peut être utilisé pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour les secteurs d'exploitation correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires d'un secteur d'exploitation donné exprimé en pourcentage de son capital attribué moyen. La méthode de répartition du capital de la Banque à ses secteurs d'exploitation est essentiellement alignée sur les exigences de Bâle III en matière de fonds propres sous forme d'actions ordinaires. Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation a été augmenté à 10,5 % à compter du premier trimestre de 2022, comparativement à 9 % pour l'exercice 2021.

TABLEAU 6 : RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	92 963 \$	93 922 \$	90 626 \$	94 170 \$	89 627 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	3 171	3 745	3 489	10 606	10 331
Éléments à noter, après impôt sur le résultat	599	(97)	83	602	266
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	3 770 \$	3 648 \$	3 572 \$	11 208 \$	10 597 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté	13,5 %	16,4 %	15,3 %	15,1 %	15,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté	16,1	15,9	15,6	15,9	15,8

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, le goodwill théorique et les immobilisations incorporelles théoriques liés aux participations dans Schwab, et d'autres immobilisations incorporelles acquises, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations incorporelles acquises, qui sont traitées comme un élément à noter, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO rajusté est calculé à partir du résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure tous les éléments à noter et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires, le RCPCAAO et le RCPCAAO rajusté peuvent être utilisés pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont une mesure non conforme aux PCGR, et le RCPCAAO et le RCPCAAO rajusté sont des ratios non conformes aux PCGR.

TABLEAU 7 : RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES CORPORELS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	92 963 \$	93 922 \$	90 626 \$	94 170 \$	89 627 \$
Goodwill moyen	16 704	16 577	16 056	16 583	16 395
Goodwill théorique et immobilisations incorporelles théoriques moyens liés aux participations dans Schwab	6 600	6 577	6 485	6 580	6 695
Autres immobilisations incorporelles acquises moyennes ¹	476	498	419	500	404
Passifs d'impôt différé connexes moyens	(172)	(171)	(171)	(171)	(171)
Capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	69 355	70 441	67 837	70 678	66 304
Résultat net attribuable aux actionnaires – comme présenté	3 171	3 745	3 489	10 606	10 331
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôt sur le résultat	52	54	61	165	188
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires rajusté pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôt sur le résultat	3 223	3 799	3 550	10 771	10 519
Autres éléments à noter, après impôt sur le résultat	547	(151)	22	437	78
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	3 770 \$	3 648 \$	3 572 \$	11 208 \$	10 597 \$
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	18,4 %	22,1 %	20,8 %	20,4 %	21,2 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté	21,6	21,2	20,9	21,2	21,4

¹ Excluent les immobilisations incorporelles liées aux logiciels et aux droits de gestion d'actifs.**INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES RÉSULTATS CONVERTIS DU SECTEUR SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS**

Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les principaux éléments de l'état du résultat du secteur Services de détail aux États-Unis. L'incidence correspond à la différence entre les résultats convertis aux taux de change moyens entre le dollar américain et le dollar canadien pour les périodes indiquées.

TABLEAU 8 : INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES RÉSULTATS DU SECTEUR SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022 par rapport au 31 juillet 2021		31 juillet 2022 par rapport au 31 juillet 2021	
	Augmentation (diminution)		Augmentation (diminution)	
Services bancaires de détail aux États-Unis				
Total des produits – comme présenté	139 \$		112 \$	
Total des produits – rajusté	139		110	
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	77		61	
Charges autres que d'intérêts – rajustées	76		60	
Résultat net – comme présenté, après impôt	52		42	
Résultat net – rajusté, après impôt	53		42	
Quote-part du résultat net d'une participation dans Schwab ¹	12		4	
Résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis – comme présenté, après impôt	64		46	
Résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis – rajusté, après impôt	65		46	
Résultat par action (en dollars canadiens)				
De base – comme présenté	0,04 \$		0,03 \$	
De base – rajusté	0,04		0,03	
Dilué – comme présenté	0,04		0,03	
Dilué – rajusté	0,04		0,03	
Taux de change moyen (équivalent de 1,00 \$ CA)				
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Dollar américain	0,777 \$	0,814 \$	0,785 \$	0,795 \$

¹ La quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sont présentées avec un décalage d'un mois.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Sommaire du rendement

Un aperçu du rendement de la Banque pour le troisième trimestre de 2022 est présenté ci-après. Les indicateurs de rendement pour les actionnaires servent de guides et de points de repère quant aux réalisations de la Banque. Aux fins de cette analyse, la Banque utilise des résultats rajustés, lesquels excluent les éléments à noter des résultats comme présentés qui ont été préparés selon les IFRS. Les résultats comme présentés et les résultats rajustés ainsi que les éléments à noter sont expliqués à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » dans la section « Notre rendement » du présent document.

- Le résultat dilué par action rajusté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022 a augmenté de 6 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le RCPCAAO rajusté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022 a été de 21,2 %.
- Pour les douze mois clos le 31 juillet 2022, le total du rendement pour les actionnaires a atteint 4,2 % par rapport au rendement moyen de 2,1 % des établissements financiers canadiens comparables².

Résultat net

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

Le résultat net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 3 214 millions de dollars, en baisse de 331 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement la perte nette découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon. Le résultat net rajusté pour le trimestre s'est établi à 3 813 millions de dollars, en hausse de 185 millions de dollars, ou 5 %, reflétant une hausse des produits, en partie contrebalancée par une augmentation des charges autres que d'intérêts et la hausse de la provision pour pertes sur créances.

Répartie par secteur, la baisse du résultat net comme présenté s'explique par des diminutions de 547 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 59 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancées par des augmentations de 147 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis et de 128 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

Le résultat net comme présenté pour le trimestre a diminué de 597 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant essentiellement la perte nette découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon. Le résultat net rajusté pour le trimestre a augmenté de 99 millions de dollars, ou 3 %, reflétant une hausse des produits, en partie contrebalancée par la hausse de la provision pour pertes sur créances, une hausse des indemnités d'assurance et une augmentation des charges autres que d'intérêts.

Répartie par secteur, la baisse du résultat net comme présenté s'explique par des diminutions de 601 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 88 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancées par des augmentations de 75 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis et de 17 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

Le résultat net comme présenté de 10 758 millions de dollars a augmenté de 241 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation reflète la hausse des produits et un recouvrement d'assurance lié au règlement d'un litige, le tout en partie contrebalancé par une augmentation des charges autres que d'intérêts, la perte nette découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon, la hausse de la provision pour pertes sur créances et une hausse des indemnités d'assurance. Le résultat net rajusté s'est établi à 11 360 millions de dollars, en hausse de 577 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Répartie par secteur, la hausse du résultat net comme présenté s'explique par des augmentations de 470 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis et de 399 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada, en partie contrebalancées par des diminutions de 542 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 86 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros.

Produits d'intérêts nets

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour le trimestre ont été de 7 044 millions de dollars, en hausse de 1 040 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse est attribuable à la croissance des marges et des volumes dans les activités des services bancaires personnels et commerciaux, à l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et à l'augmentation des produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros, le tout en partie contrebalancé par la baisse des produits découlant de l'exonération de prêts accordés dans le cadre du programme PPP. Les produits d'intérêts nets rajustés se sont établis à 7 001 millions de dollars, en hausse de 997 millions de dollars, ou 17 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 463 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 404 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada, de 154 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 19 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour le trimestre ont augmenté de 667 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison surtout de la croissance des marges et des volumes dans les activités des services bancaires personnels et commerciaux, du fait que le deuxième trimestre comptait moins de jours et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, le tout en partie contrebalancé par une baisse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan. Les produits d'intérêts nets rajustés se sont établis à 7 001 millions de dollars, en hausse de 624 millions de dollars, ou 10 %.

Répartie par secteur, l'augmentation des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 374 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 300 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada et de 27 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancées par une diminution de 34 millions de dollars dans le secteur Siège social.

² Les homologues au Canada comprennent la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Royale du Canada et La Banque de Nouvelle-Écosse.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

Les produits d'intérêts nets comme présentés se sont élevés à 19 723 millions de dollars, en hausse de 1 854 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est attribuable à la croissance des volumes et des marges dans les activités des services bancaires personnels et commerciaux, à l'augmentation des produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros et à l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, le tout en partie contrebalancé par la baisse des produits découlant de l'exonération de prêts accordés dans le cadre du programme PPP. Les produits d'intérêts nets rajustés se sont établis à 19 680 millions de dollars, en hausse de 1 811 millions de dollars, ou 10 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 786 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada, de 676 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 313 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 79 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Produits autres que d'intérêts

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 3 881 millions de dollars, en baisse de 827 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement la perte nette découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon. Les produits autres que d'intérêts rajustés se sont établis à 4 602 millions de dollars, une baisse de 106 millions de dollars, ou 2 %, attribuable à une baisse des produits tirés des transactions dans les activités de gestion de patrimoine, à une baisse des honoraires de prise ferme et aux démarques de certains engagements de souscription de prêts en raison de l'élargissement des écarts de taux dans le secteur Services bancaires de gros, le tout en partie contrebalancé par une hausse des produits tirés des comptes à honoraires dans les activités des services bancaires personnels et commerciaux.

Répartie par secteur, la diminution des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des baisses de 660 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 161 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 43 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, en partie contrebalancées par une augmentation de 37 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont diminué de 1 005 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant essentiellement la perte nette découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon et un recouvrement d'assurance lié au règlement d'un litige au trimestre précédent. Les produits autres que d'intérêts rajustés se sont établis à 4 602 millions de dollars, en baisse de 60 millions de dollars, ou 1 %, reflétant une baisse des produits liés aux activités de négociation de gros, en partie contrebalancée par une hausse de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, laquelle a donné lieu à une augmentation correspondante des indemnités d'assurance.

Répartie par secteur, la diminution des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des baisses de 685 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 216 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis et de 201 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancées par une augmentation de 97 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

Les produits autres que d'intérêts comme présentés se sont élevés à 13 746 millions de dollars, en baisse de 137 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse reflète essentiellement la perte nette découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon ainsi qu'une baisse des produits tirés des transactions de clients de gestion de patrimoine de la Banque, des honoraires de prise ferme et des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan, le tout en partie contrebalancé par une augmentation des produits tirés des comptes à honoraires dans les activités des services bancaires et de gestion de patrimoine, des remises de primes d'assurance accordées aux clients au cours de l'exercice précédent et un recouvrement d'assurance lié au règlement d'un litige. Les produits autres que d'intérêts rajustés ont été de 14 243 millions de dollars, en hausse de 360 millions de dollars, ou 3 %.

Répartie par secteur, la baisse des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des diminutions de 711 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 191 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, en partie contrebalancées par des augmentations de 589 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada et de 176 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

Provision pour pertes sur créances

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 351 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 37 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 340 millions de dollars, en hausse de 98 millions de dollars, traduisant en grande partie un certain retour à la normale des conditions de crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation aux États-Unis. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 11 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 279 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La provision au trimestre considéré reflète la détérioration des scénarios macroéconomiques de la Banque, contrebalancée en grande partie par l'élimination d'ajustements par superposition précédemment intégrés pour tenir compte de l'incertitude économique. Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,17 %.

Répartie par secteur, la hausse de la provision pour pertes sur créances s'explique par des augmentations de 203 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 92 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 70 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada et de 23 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a augmenté de 324 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a augmenté de 26 millions de dollars. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a été de 11 millions de dollars, comparativement à une reprise de provision de 287 millions de dollars au trimestre précédent. La provision au trimestre considéré reflète la détérioration des scénarios macroéconomiques de la Banque, contrebalancée en grande partie par l'élimination d'ajustements par superposition précédemment intégrés pour tenir compte de l'incertitude économique. Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,17 %.

Répartie par secteur, la hausse de la provision pour pertes sur créances s'explique par des augmentations de 125 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 110 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada, de 55 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 34 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 450 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 101 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 983 millions de dollars, une baisse de 106 millions de dollars liée essentiellement à l'amélioration des conditions de crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 533 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 1 190 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise de provision relative aux actifs productifs à l'exercice considéré reflète l'amélioration des conditions de crédit. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,08 %.

Répartie par secteur, la hausse de la provision pour pertes sur créances s'explique par des augmentations de 284 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 157 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 58 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada et de 52 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros.

TABLEAU 9 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES¹

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 3 (actifs dépréciés)					
Services de détail au Canada	142 \$	163 \$	154 \$	455 \$	512 \$
Services de détail aux États-Unis	135	96	63	356	370
Services bancaires de gros	–	(1)	–	(5)	22
Siège social ²	63	56	25	177	185
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 3	340	314	242	983	1 089
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 1 et étape 2 (actifs productifs)					
Services de détail au Canada	28	(103)	(54)	(192)	(307)
Services de détail aux États-Unis	(28)	(114)	(159)	(246)	(544)
Services bancaires de gros	25	(8)	2	16	(63)
Siège social ²	(14)	(62)	(68)	(111)	(276)
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 1 et étape 2	11	(287)	(279)	(533)	(1 190)
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	351 \$	27 \$	(37) \$	450 \$	(101) \$

¹ Comprend la provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan.

² Comprend la provision pour pertes sur créances sur la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis.

Indemnisations d'assurance et charges connexes

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

Les indemnisations d'assurance et charges connexes pour le trimestre se sont établies à 829 millions de dollars, en baisse de 7 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'évolution favorable des sinistres survenus au cours d'années antérieures et l'incidence d'un taux d'actualisation plus élevé, ce qui a donné lieu à une diminution correspondante de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts, le tout en partie contrebalancé par la hausse des demandes d'indemnisation au cours de l'exercice considéré.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

Les indemnisations d'assurance et charges connexes pour le trimestre ont augmenté de 237 millions de dollars, ou 40 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant l'incidence des variations du taux d'actualisation, ce qui a donné lieu à une hausse correspondante de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts, ainsi que la hausse des demandes d'indemnisation au cours de l'exercice considéré et une hausse du nombre d'événements météorologiques violents.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

Les indemnisations d'assurance et charges connexes se sont établies à 2 177 millions de dollars, en hausse de 120 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant la hausse des demandes d'indemnisation au cours de l'exercice considéré et la hausse du nombre d'événements météorologiques violents, en partie contrebalancées par l'incidence d'un taux d'actualisation plus élevé, ce qui a donné lieu à une diminution correspondante de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts, et par l'évolution plus favorable des sinistres survenus au cours d'années antérieures.

Charges autres que d'intérêts et ratio d'efficacité

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour le trimestre se sont établies à 6 096 millions de dollars, en hausse de 480 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'augmentation des charges de personnel, l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Les charges autres que d'intérêts rajustées ont été de 6 033 millions de dollars, en hausse de 457 millions de dollars, ou 8 %.

Répartie par secteur, la hausse des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par des augmentations de 209 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada, de 197 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 56 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 18 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Le ratio d'efficacité comme présenté de la Banque s'est établi à 55,8 %, en regard de 52,4 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité rajusté de la Banque s'est établi à 52,0 %, par rapport à 52,0 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour le trimestre se sont établies à 6 096 millions de dollars, en hausse de 63 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et les charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon. Les charges autres que d'intérêts rajustées ont atteint 6 033 millions de dollars, en hausse de 34 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent.

Répartie par secteur, la hausse des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par des augmentations de 83 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, de 40 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 25 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada, en partie contrebalancées par une diminution de 85 millions de dollars dans le secteur Service bancaires de gros.

Le ratio d'efficience comme présenté de la Banque s'est établi à 55,8 %, en regard de 53,6 % pour le trimestre précédent. Le ratio d'efficience rajusté de la Banque s'est établi à 52,0 %, en regard de 54,3 % pour le trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

Les charges autres que d'intérêts comme présentées se sont établies à 18 096 millions de dollars, en hausse de 967 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, l'augmentation des charges de personnel et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, le tout en partie contrebalancé par les coûts d'optimisation des succursales à l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 17 929 millions de dollars, en hausse de 918 millions de dollars, ou 5 %.

Répartie par secteur, la hausse des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par des augmentations de 667 millions de dollars dans le secteur Services de détail au Canada, de 180 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 144 millions de dollars dans le secteur Services de détail aux États-Unis, en partie contrebalancées par une diminution de 24 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Le ratio d'efficience comme présenté de la Banque s'est établi à 54,1 %, en regard de 53,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience rajusté de la Banque s'est établi à 52,9 %, en regard de 53,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Impôt sur le résultat

Comme il est expliqué à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » dans la section « Notre rendement » du présent document, la Banque rajuste ses résultats comme présentés pour évaluer chacun de ses secteurs et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la charge d'impôt sur le résultat est inscrite comme présentée et rajustée.

Le taux d'imposition effectif comme présenté de la Banque a été de 19,3 % pour le trimestre considéré, soit une baisse par rapport à 21,5 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et 21,7 % pour le trimestre précédent, essentiellement attribuable à la baisse du résultat avant impôt et à des rajustements d'impôt nets favorables au trimestre considéré.

Pour permettre le calcul après impôt du résultat rajusté, la charge d'impôt sur le résultat rajustée est calculée en rajustant les impôts pour chaque élément à noter au moyen du taux d'imposition prévu par la loi de l'entité juridique en question. Le taux d'imposition effectif rajusté correspond à la charge d'impôt sur le résultat rajustée avant les autres impôts et taxes en pourcentage du résultat net rajusté avant impôt. Le taux d'imposition effectif rajusté de la Banque a été de 20,3 % pour le trimestre considéré, soit une baisse par rapport à 21,5 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et 21,6 % pour le trimestre précédent, essentiellement attribuable à des rajustements d'impôt nets favorables au trimestre considéré. Les résultats rajustés ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

TABLEAU 10 : IMPÔT SUR LE RÉSULTAT – Rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat comme présentée et de la charge d'impôt sur le résultat rajustée

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Trois mois clos les						Neuf mois clos les			
	31 juillet 2022		30 avril 2022		31 juillet 2021		31 juillet 2022		31 juillet 2021	
Impôt au taux d'imposition canadien prévu par la loi	958 \$	26,3 %	1 211 \$	26,3 %	1 128 \$	26,3 %	3 347 \$	26,3 %	3 325 \$	26,3 %
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :										
Dividendes reçus	(30)	(0,8)	(33)	(0,7)	(30)	(0,7)	(95)	(0,7)	(92)	(0,7)
Écarts de taux liés aux activités internationales ¹	(235)	(6,4)	(188)	(4,1)	(186)	(4,3)	(594)	(4,7)	(548)	(4,3)
Divers	10	0,2	12	0,2	10	0,2	31	0,2	26	0,1
Charge d'impôt sur le résultat et taux d'imposition effectif – comme présentés	703 \$	19,3 %	1 002 \$	21,7 %	922 \$	21,5 %	2 689 \$	21,1 %	2 711 \$	21,4 %
Total des rajustements pour les éléments à noter	189		(47)		9		159		26	
Charge d'impôt sur le résultat et taux d'imposition effectif – rajustés	892 \$	20,3 %	955 \$	21,6 %	931 \$	21,5 %	2 848 \$	21,3 %	2 737 \$	21,4 %

¹ Ces montants tiennent compte des crédits d'impôt ainsi que de la composition des activités internationales.

Mesures fiscales proposées dans le budget fédéral du Canada

Le budget fédéral du Canada présenté le 7 avril 2022 proposait d'introduire, pour les groupes de banques et d'assureurs-vie, un nouvel impôt appelé dividende pour la relance du Canada (« DRC ») ainsi qu'une augmentation permanente du taux d'imposition. Le 9 août 2022, le premier projet de propositions législatives a été publié par le ministre des Finances. Ce projet propose que le DRC s'applique sous la forme d'un taux d'imposition de 15 % sur le revenu imposable moyen pour les années d'imposition de 2020 et 2021 supérieur à 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Le projet de propositions législatives propose également d'introduire une augmentation permanente du taux d'imposition de 1,5 % sur le revenu imposable des groupes de banques et d'assureurs-vie supérieur à 100 millions de dollars. L'augmentation du taux d'imposition s'appliquerait pour les années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et sera calculée au prorata pour la première année.

Ces mesures fiscales, si elles sont adoptées telles qu'elles sont proposées, donneront lieu à une hausse des impôts à payer pour chacune des années visées ainsi qu'à des ajustements de réévaluation des actifs et passifs d'impôt différé. La Banque continue de suivre l'état de ces propositions dans le budget et des projets de propositions législatives et déterminera l'incidence qu'ils auront sur les résultats de la Banque une fois que la législation sera quasi adoptée.

SOMMAIRE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Les perspectives pour l'économie mondiale au cours des deux prochaines années se sont détériorées depuis le dernier trimestre. L'inflation à l'échelle mondiale a été plus élevée que prévu, suscitant une réponse plus énergique de la part des banques centrales. Plusieurs banques centrales mondiales haussent leurs taux d'intérêt à un rythme rapide dans le but de freiner la demande et de calmer les pressions inflationnistes. La guerre que la Russie mène en Ukraine contribue à maintenir élevés les prix de nombreuses marchandises. De plus, la politique « zéro COVID » de la Chine continue de nuire à l'économie mondiale et à l'intérêt à l'égard du risque en raison du maintien de restrictions au sein de régions du pays à forte densité de population, limitant l'activité économique et continuant de perturber les chaînes d'approvisionnement en aval dans de nombreux secteurs. Même si la pandémie de COVID-19 cause moins de perturbations à l'économie nord-américaine à mesure que le temps passe, le ralentissement de la demande mondiale, conjugué à la forte inflation intérieure et à la hausse rapide des taux d'intérêt, a accru la probabilité d'une récession au cours des 12 à 24 prochains mois.

Aux États-Unis, la production économique s'est repliée au cours des deux premiers trimestres de 2022. Bien qu'une telle situation soit souvent désignée comme étant une récession « technique », la plupart des indicateurs économiques pour le premier semestre de l'année ne montrent pas une détérioration générale de l'économie correspondant à une récession. À titre d'exemple, les récessions se caractérisent par une hausse du taux de chômage, toutefois, celui-ci a reculé, passant de 4 % au début de l'année pour retrouver son creux d'avant la pandémie de 3,5 % en juillet. D'autre part, la croissance économique s'essouffle alors que s'entame le deuxième semestre. L'inflation a commencé à montrer des signes précurseurs de ralentissement, mais a tout de même presque atteint un sommet en 40 ans, se chiffrant à 8,5 % sur 12 mois en juillet. L'inflation élevée nuit au pouvoir d'achat, comme le montre le ralentissement de la croissance des dépenses de consommation qui est passée d'un taux annualisé de 2,3 % au deuxième semestre de 2021 à un niveau sous les attentes de 1,4 % au premier semestre de 2022. Les dépenses en produits reviennent aussi à la normale après avoir affiché des sommets plus tôt durant la pandémie.

La Réserve fédérale des États-Unis a accéléré le rythme des hausses de taux afin de freiner la croissance persistante de l'inflation, relevant le taux des fonds fédéraux d'un impressionnant 75 points de base (pdb) en juin et en juillet pour le fixer à 2,50 %, en plus de commencer à réduire la taille de son bilan. Les Services économiques TD prévoient que d'autres hausses des taux d'intérêt porteront le taux des fonds fédéraux à 3,25 % d'ici la fin de l'année civile. Il y a un risque que l'économie ralentisse plus rapidement que la prévision de la Réserve fédérale, ce qui entraînerait une véritable récession. Ce risque se reflète sur les marchés financiers par des segments dont la courbe de rendement est inversée.

L'économie canadienne s'est démarquée sur la scène mondiale au cours du premier semestre de l'année, progressant à très bon rythme. Cette croissance s'explique par différents facteurs, notamment la pleine reprise des activités touchées par la pandémie, qui a contribué à l'augmentation des dépenses, et la hausse des prix des marchandises qui a également stimulé les activités dans les secteurs des ressources. Enfin, contrairement aux États-Unis, les dépenses du gouvernement ont continué d'augmenter. Le marché canadien de l'emploi affiche une vigueur similaire, alors que le taux de chômage a atteint un nouveau creux pour se fixer à 4,9 % dans un contexte de croissance accélérée des salaires. Cette vigueur a toutefois commencé à montrer des signes d'essoufflement vers la fin du deuxième trimestre civil.

Le marché du logement est le premier secteur de l'économie à avoir ralenti, alors que les ventes de maisons ont reculé de 31 % entre le pic atteint en février de cette année et le mois de juillet. Les prix moyens des maisons ont diminué de 17 % par rapport à leur sommet. À mesure que la Banque du Canada continue de hausser ses taux, la hausse correspondante des taux hypothécaires devrait ralentir encore la demande sur le marché du logement au cours de la prochaine année. Le prix du logement continuera probablement de faiblir au cours du deuxième semestre de l'année, mais demeure supérieur à celui d'avant la pandémie. L'inflation au Canada a progressé à un rythme plus près de celui des États-Unis. L'inflation selon l'indice des prix à la consommation au Canada a atteint 7,6 % sur douze mois en juillet 2022. Compte tenu de la forte progression de l'économie canadienne et de l'élargissement récent des pressions inflationnistes, l'inflation ne devrait ralentir que légèrement au cours du reste de 2022.

La Banque du Canada a relevé son taux de financement à un jour de 50 pdb en juin et d'un point de pourcentage en juillet, pour le fixer à 2,50 %. Les Services économiques TD prévoient que le taux de financement à un jour atteindra 3,25 % d'ici la fin de l'année, les risques étant orientés vers une hausse des taux directeurs. Comme les hausses des taux d'intérêt devraient être semblables au Canada et aux États-Unis, la valeur du dollar canadien devrait se maintenir dans la fourchette de 0,75 \$ à 0,80 \$ au cours de deux prochaines années.

RAPPORT DE GESTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE LA TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, la Banque présente ses résultats en fonction de trois secteurs d'exploitation comme suit : Services de détail au Canada, lesquels comprennent les résultats des services bancaires personnels et commerciaux au Canada, et des activités de gestion de patrimoine et d'assurance au Canada; Services de détail aux États-Unis, lesquels comprennent les résultats des services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, des activités de gestion de patrimoine aux États-Unis et de la participation de la Banque dans Schwab; et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Les résultats de chaque secteur reflètent les produits, les charges, les actifs et les passifs du secteur. Le cas échéant, la Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, et, pour ces secteurs, la Banque indique que la mesure est rajustée. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Notre rendement » du présent document, à la section « Aperçu des résultats financiers » du rapport de gestion de 2021 de la Banque et à la note 29 des états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2021.

La provision pour pertes sur créances relatives aux actifs financiers productifs (étape 1 et étape 2) et dépréciés (étape 3), aux engagements de prêt et aux contrats de garantie financière est comptabilisée dans les secteurs respectifs.

Les produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur d'un produit non imposable ou exonéré d'impôt, comme les dividendes, est ajustée à la valeur équivalente avant impôt. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer les produits tirés de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs des produits d'intérêts nets avec ceux d'institutions semblables. La hausse en équivalence fiscale des produits d'intérêts nets et de la charge d'impôt sur le résultat présenté du secteur Services bancaires de gros est reprise dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour le trimestre s'est établi à 41 millions de dollars, par rapport à 34 millions de dollars pour le trimestre précédent et à 37 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent.

La quote-part du résultat net de la participation dans Schwab est comptabilisée dans le secteur Services de détail aux États-Unis. Les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises ainsi que les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab sont comptabilisés dans le secteur Siège social.

TABLEAU 11 : SERVICES DE DÉTAIL AU CANADA

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Produits d'intérêts nets	3 448 \$	3 148 \$	3 044 \$	9 681 \$	8 895 \$
Produits autres que d'intérêts	3 572	3 475	3 535	10 680	10 091
Total des produits	7 020	6 623	6 579	20 361	18 986
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	142	163	154	455	512
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	28	(103)	(54)	(192)	(307)
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	170	60	100	263	205
Indemnisations d'assurance et charges connexes	829	592	836	2 177	2 057
Charges autres que d'intérêts	2 957	2 932	2 748	8 758	8 091
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	811	803	770	2 420	2 289
Résultat net	2 253 \$	2 236 \$	2 125 \$	6 743 \$	6 344 \$

Principaux volumes et ratios

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ¹	42,9 %	44,6 %	47,6 %	44,1 %	48,3 %
Marge d'intérêts nette (y compris sur les actifs titrisés) ²	2,70	2,62	2,61	2,62	2,62
Ratio d'efficience	42,1	44,3	41,8	43,0	42,6
Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens) ³	526 \$	537 \$	538 \$	526 \$	538 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens) ³	408	411	420	408	420
Nombre de succursales de détail au Canada	1 060	1 060	1 073	1 060	1 073
Nombre moyen d'équivalents temps plein	45 036	43 707	41 763	43 900	41 181

¹ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur d'exploitation a été augmenté à 10,5 % à compter du premier trimestre de 2022, comparativement à 9 % à l'exercice précédent.

² La marge d'intérêts nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets par les actifs productifs d'intérêts moyens. Les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul de la marge d'intérêts nette sont une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements sur ces mesures, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

³ Pour des renseignements supplémentaires sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

Le résultat net du secteur Services de détail au Canada pour le trimestre s'est établi à 2 253 millions de dollars, en hausse de 128 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une hausse des produits, contrebalancée en partie par une augmentation des charges autres que d'intérêts et de la provision pour pertes sur créances. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre s'est élevé à 42,9 %, comparativement à 47,6 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits du secteur Services de détail au Canada proviennent des activités de services bancaires personnels et commerciaux et des activités de gestion de patrimoine et d'assurance. Les produits du trimestre se sont établis à 7 020 millions de dollars, une hausse de 441 millions de dollars, ou 7 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits d'intérêts nets se sont établis à 3 448 millions de dollars, en hausse de 404 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant la croissance des volumes et la hausse des marges. Le volume moyen des prêts a augmenté de 45 milliards de dollars, ou 9 %, témoignant de la croissance de 8 % des prêts aux particuliers et de 15 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 29 milliards de dollars, ou 7 %, reflétant la croissance de 8 % des dépôts de particuliers, de 4 % des dépôts d'entreprises et de 8 % des dépôts dans les activités de gestion de patrimoine. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,70 %, une augmentation de 9 pnb, attribuable principalement à la hausse des marges sur les dépôts, reflet du contexte haussier des taux d'intérêt, en partie contrebalancée par la baisse des marges sur les prêts et la baisse des produits liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires.

Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 3 572 millions de dollars, une hausse de 37 millions de dollars, ou 1 %, du fait de l'augmentation des produits tirés des comptes à honoraires dans les activités des services bancaires ainsi que de la hausse des volumes dans les activités d'assurance, le tout en partie contrebalancé par une baisse des produits tirés des transactions et des comptes à honoraires dans les activités de gestion de patrimoine et une baisse de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, laquelle a donné lieu à une diminution correspondante des indemnités d'assurance.

Au 31 juillet 2022, les actifs administrés s'élevaient à 526 milliards de dollars, en baisse de 12 milliards de dollars, ou 2 %, et les actifs gérés, à 408 milliards de dollars, en baisse de 12 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui, dans les deux cas, reflète la dépréciation des marchés, contrebalancée en partie par la croissance de l'actif net.

La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 170 millions de dollars, en hausse de 70 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés pour le trimestre s'est établie à 142 millions de dollars, soit une baisse de 12 millions de dollars, ou 8 %. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 28 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 54 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La provision du trimestre considéré s'est surtout reflétée dans les portefeuilles de prêts à la consommation. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,13 %, en hausse de 5 pnb par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les indemnités d'assurance et charges connexes pour le trimestre se sont établies à 829 millions de dollars, en baisse de 7 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'évolution favorable des sinistres survenus au cours d'années antérieures et l'incidence d'un taux d'actualisation plus élevé, ce qui a donné lieu à une diminution correspondante de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts, le tout en partie contrebalancé par la hausse des demandes d'indemnisation au cours de l'exercice considéré.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établies à 2 957 millions de dollars, en hausse de 209 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, y compris les coûts liés à la technologie et les charges de personnel.

Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est établi à 42,1 %, par rapport à 41,8 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

Le résultat net du secteur Services de détail au Canada pour le trimestre s'est établi à 2 253 millions de dollars, en hausse de 17 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflet de la croissance des produits, en partie contrebalancée par une augmentation des indemnités d'assurance, de la provision pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre a été de 42,9 %, contre 44,6 % pour le trimestre précédent.

Les produits ont augmenté de 397 millions de dollars, ou 6 %, en regard de ceux du trimestre précédent. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 300 millions de dollars, ou 10 %, reflétant une hausse des marges, l'incidence des jours supplémentaires au troisième trimestre et la croissance des volumes. Le volume moyen des prêts a augmenté de 15 milliards de dollars, ou 3 %, témoignant de la croissance de 3 % des prêts aux particuliers et de 4 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 4 milliards de dollars, ou 1 %, reflétant la croissance de 3 % des dépôts de particuliers, en partie contrebalancée par des baisses de 4 % des dépôts dans les activités de gestion de patrimoine et de 1 % des dépôts d'entreprises. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,70 %, une augmentation de 8 pb, attribuable principalement à la hausse des marges sur les dépôts, reflet du contexte haussier des taux d'intérêt, en partie contrebalancée par la baisse des marges sur les prêts.

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 97 millions de dollars, ou 3 %, reflet d'une augmentation de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, de la hausse des volumes dans les activités d'assurance et de l'augmentation des produits tirés des comptes à honoraires dans les activités des services bancaires, le tout en partie contrebalancé par une baisse des produits tirés des transactions et des comptes à honoraires dans les activités de gestion de patrimoine.

Les actifs administrés ont diminué de 11 milliards de dollars, ou 2 %, reflétant la dépréciation des marchés, en partie contrebalancée par la croissance de l'actif net. Les actifs gérés ont diminué de 3 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant la dépréciation des marchés.

La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 170 millions de dollars, en hausse de 110 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a diminué de 21 millions de dollars, ou 13 %. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a été de 28 millions de dollars, comparativement à une reprise de provision de 103 millions de dollars au trimestre précédent. La provision du trimestre considéré s'est surtout reflétée dans les portefeuilles de prêts à la consommation. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, a été de 0,13 %, en hausse de 8 pb.

Les indemnités d'assurance et charges connexes pour le trimestre ont augmenté de 237 millions de dollars, ou 40 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant l'incidence des variations du taux d'actualisation, ce qui a donné lieu à une hausse correspondante de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts, ainsi que la hausse des demandes d'indemnisation au cours de l'exercice considéré et une hausse du nombre d'événements météorologiques violents.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 25 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, y compris les charges de personnel et les coûts liés à la technologie, en partie contrebalancé par une baisse de la rémunération variable.

Le ratio d'efficacité pour le trimestre s'est établi à 42,1 %, par rapport à 44,3 % au trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

Le résultat net du secteur Services de détail au Canada pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022 a atteint 6 743 millions de dollars, en hausse de 399 millions de dollars, ou 6 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du résultat reflète l'augmentation des produits, en partie contrebalancée par la hausse des charges autres que d'intérêts, des indemnités d'assurance et de la provision pour pertes sur créances. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période a été de 44,1 %, contre 48,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits pour la période ont été de 20 361 millions de dollars, en hausse de 1 375 millions de dollars, ou 7 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 786 millions de dollars, ou 9 %, reflétant la croissance des volumes et une hausse des marges. Le volume moyen des prêts a augmenté de 43 milliards de dollars, ou 9 %, témoignant de la croissance de 8 % des prêts aux particuliers et de 15 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 35 milliards de dollars, ou 8 %, reflétant la croissance de 7 % des dépôts de particuliers, de 9 % des dépôts d'entreprises et de 9 % des dépôts dans les activités de gestion de patrimoine. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,62 %, demeurant stable par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, du fait principalement de la hausse des marges sur les dépôts, reflet du contexte haussier des taux d'intérêt, en partie contrebalancée par la baisse des marges sur les prêts et la baisse des produits liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires.

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 589 millions de dollars, ou 6 %, reflétant une hausse des produits tirés des comptes à honoraires dans les activités des services bancaires et de gestion de patrimoine, une hausse des volumes dans les activités d'assurance et des rabais de prime consentis aux clients des activités d'assurance au cours de l'exercice précédent, le tout en partie contrebalancé par une baisse des produits tirés des transactions dans les activités de gestion de patrimoine et une baisse de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, ce qui a donné lieu à une diminution correspondante des indemnités d'assurance.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 263 millions de dollars, soit une hausse de 58 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 455 millions de dollars, une baisse de 57 millions de dollars, ou 11 %, liée essentiellement à l'amélioration des conditions de crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 192 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 307 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise de provision relative aux actifs productifs à l'exercice considéré reflète l'amélioration des conditions de crédit. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, a été de 0,07 %, en hausse de 1 pb.

Les indemnités d'assurance et charges connexes se sont établies à 2 177 millions de dollars, en hausse de 120 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant la hausse des demandes d'indemnisation au cours de l'exercice considéré et la hausse du nombre d'événements météorologiques violents, en partie contrebalancées par l'incidence d'un taux d'actualisation plus élevé, ce qui a donné lieu à une diminution correspondante de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances comptabilisée dans les produits autres que d'intérêts, ainsi que l'évolution plus favorable des sinistres survenus au cours d'années antérieures.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 8 758 millions de dollars, en hausse de 667 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, y compris les coûts liés à la technologie et au marketing et les charges de personnel.

Le ratio d'efficacité pour la période a été de 43,0 %, contre 42,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

TABLEAU 12 : SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Dollars canadiens					
Produits d'intérêts nets	2 453 \$	2 079 \$	1 990 \$	6 647 \$	5 971 \$
Produits autres que d'intérêts – comme présentés	648	864	691	2 183	2 007
Produits autres que d'intérêts – rajustés ¹	648	640	691	1 959	2 007
Total des produits – comme présenté	3 101	2 943	2 681	8 830	7 978
Total des produits – rajusté ¹	3 101	2 719	2 681	8 606	7 978
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	135	96	63	356	370
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	(28)	(114)	(159)	(246)	(544)
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	107	(18)	(96)	110	(174)
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	1 715	1 632	1 518	4 944	4 800
Charges autres que d'intérêts – rajustées ¹	1 686	1 632	1 518	4 915	4 800
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présentée	126	186	161	460	393
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajustée ¹	133	131	161	412	393
Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis – comme présenté	1 153	1 143	1 098	3 316	2 959
Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis – rajusté¹	1 175	974	1 098	3 169	2 959
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{2,3}	289	224	197	765	652
Résultat net – comme présenté	1 442 \$	1 367 \$	1 295 \$	4 081 \$	3 611 \$
Résultat net – rajusté¹	1 464	1 198	1 295	3 934	3 611
Dollars américains					
Produits d'intérêts nets	1 905 \$	1 641 \$	1 619 \$	5 217 \$	4 746 \$
Produits autres que d'intérêts – comme présentés	504	682	561	1 716	1 596
Produits autres que d'intérêts – rajustés ¹	504	505	561	1 539	1 596
Total des produits – comme présenté	2 409	2 323	2 180	6 933	6 342
Total des produits – rajusté ¹	2 409	2 146	2 180	6 756	6 342
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	105	75	53	279	291
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	(22)	(90)	(127)	(194)	(435)
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	83	(15)	(74)	85	(144)
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	1 332	1 289	1 233	3 882	3 813
Charges autres que d'intérêts – rajustées ¹	1 310	1 289	1 233	3 860	3 813
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présentée	98	147	130	362	314
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajustée ¹	103	103	130	323	314
Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis – comme présenté	896	902	891	2 604	2 359
Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis – rajusté¹	913	769	891	2 488	2 359
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{2,3}	226	177	161	603	516
Résultat net – comme présenté	1 122 \$	1 079 \$	1 052 \$	3 207 \$	2 875 \$
Résultat net – rajusté¹	1 139	946	1 052	3 091	2 875

Principaux volumes et ratios

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté ⁴	14,8 %	14,2 %	13,8 %	13,9 %	12,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ¹	15,0	12,5	13,8	13,4	12,5
Marge d'intérêts nette ^{1,5}	2,62	2,21	2,16	2,35	2,18
Ratio d'efficacité – comme présenté	55,3	55,5	56,6	56,0	60,1
Ratio d'efficacité – rajusté ¹	54,4	60,1	56,6	57,1	60,1
Actifs administrés (en milliards de dollars américains)	32 \$	32 \$	29 \$	32 \$	29 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars américains)	36	37	41	36	41
Nombre de succursales de détail aux États-Unis	1 158	1 156	1 142	1 158	1 142
Nombre moyen d'équivalents temps plein	25 968	25 366	25 047	25 419	25 756

¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque des mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » dans la section « Notre rendement » du présent document.

² La quote-part de la Banque du résultat de Schwab est présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022 de la Banque.

³ Les montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises et la quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de Schwab sont comptabilisés dans le secteur Siège social.

⁴ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur d'exploitation a été augmenté à 10,5 % à compter du premier trimestre de 2022, comparativement à 9 % à l'exercice précédent.

⁵ La marge d'intérêts nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets du secteur Services de détail aux États-Unis par les actifs productifs d'intérêts moyens, sans tenir compte de l'incidence liée aux conventions sur les comptes de passage et de l'incidence des dépôts intersociétés et des sûretés sous forme de trésorerie, ce qui, selon la direction, reflète mieux la performance du secteur. En outre, la valeur des produits d'intérêts exonérés d'impôt est rajustée à la valeur équivalente avant impôt. Les produits d'intérêts nets et les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul sont des mesures financières non conformes aux PCGR.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

Le résultat net comme présenté du secteur Services de détail aux États-Unis pour le trimestre s'est élevé à 1 442 millions de dollars (1 122 millions de dollars américains), en hausse de 147 millions de dollars (70 millions de dollars américains), ou 11 % (7 % en dollars américains), par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, le résultat net pour le trimestre s'est élevé à 1 464 millions de dollars (1 139 millions de dollars américains), en hausse de 169 millions de dollars (87 millions de dollars américains), ou 13 % (8 % en dollars américains). Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté pour le trimestre a été respectivement de 14,8 % et 15,0 %, contre 13,8 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis tient compte de la contribution des Services bancaires de détail aux États-Unis et de la participation de la Banque dans Schwab. Le résultat net comme présenté des Services bancaires de détail aux États-Unis et la contribution de la participation de la Banque dans Schwab pour le trimestre ont été respectivement de 1 153 millions de dollars (896 millions de dollars américains) et 289 millions de dollars (226 millions de dollars américains). Sur une base rajustée, le résultat net généré par les Services bancaires de détail aux États-Unis pour le trimestre s'est élevé à 1 175 millions de dollars (913 millions de dollars américains).

La contribution de Schwab s'est élevée à 226 millions de dollars américains, une augmentation de 65 millions de dollars américains, ou 40 %, du fait principalement de la hausse des produits d'intérêts nets, contrebalancée en partie par la baisse des produits liés aux activités de négociation.

Le résultat net comme présenté des Services bancaires de détail aux États-Unis s'est établi à 896 millions de dollars, en hausse de 5 millions de dollars américains, ou 1 %, reflétant surtout l'accroissement des produits, en partie contrebalancé par une hausse de la provision pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts, y compris les charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon. Le résultat net rajusté des Services bancaires de détail aux États-Unis s'est établi à 913 millions de dollars américains, en hausse de 22 millions de dollars américains, ou 2 %, reflétant surtout la hausse des produits, en partie contrebalancée par la hausse de la provision pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts.

Les produits des Services bancaires de détail aux États-Unis proviennent des services bancaires personnels et commerciaux de même que des activités de gestion de patrimoine. Les produits du trimestre se sont établis à 2 409 millions de dollars américains, une hausse de 229 millions de dollars américains, ou 11 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 1 905 millions de dollars américains, une hausse de 286 millions de dollars américains, ou 18 %, attribuable surtout à la hausse des marges sur les dépôts découlant du contexte haussier des taux d'intérêt et à la hausse des volumes des dépôts de particuliers et d'entreprises, en partie contrebalancées par une baisse des produits découlant de l'exonération des prêts accordés dans le cadre du programme PPP et une baisse des marges sur les prêts. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,62 %, en hausse de 46 pdb en raison de la hausse des marges sur les dépôts, reflétant le contexte haussier des taux d'intérêt et la composition favorable du bilan, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des produits découlant de l'exonération des prêts accordés dans le cadre du programme PPP et la baisse des marges sur les prêts. Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 504 millions de dollars américains, en baisse de 57 millions de dollars américains, ou 10 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant surtout la hausse de la valeur de certains placements à l'exercice précédent.

Le volume moyen des prêts a diminué de 1 milliard de dollars américains, demeurant relativement stable par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts aux particuliers ont augmenté de 8 %, reflétant essentiellement la hausse des montages de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts-autos, ainsi que la hausse du volume de cartes de crédit, le tout en partie contrebalancé par une baisse des lignes de crédit domiciliaires. Les prêts aux entreprises ont diminué de 7 %, ou ont augmenté de 2 % compte non tenu des prêts accordés dans le cadre du programme PPP, reflétant surtout des montages solides et la hausse du nombre de nouveaux clients, ainsi que des prélèvements plus élevés à l'égard des prêts commerciaux et une augmentation des activités de la clientèle, le tout contrebalancé par l'exonération de prêts accordés dans le cadre du programme PPP. Le volume moyen des dépôts a progressé de 10 milliards de dollars américains, ou 3 %, reflétant une hausse de 8 % des dépôts de particuliers et une hausse de 2 % des dépôts d'entreprises, en partie contrebalancées par une baisse de 2 % des dépôts des comptes de passage.

Les actifs administrés s'élevaient à 32 milliards de dollars américains au 31 juillet 2022, en hausse de 3 milliards de dollars américains, ou 10 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète la croissance de l'actif net. Les actifs gérés s'établissaient à 36 milliards de dollars américains au 31 juillet 2022, en baisse de 5 milliards de dollars américains, ou 12 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète la dépréciation des marchés et les sorties nettes d'actifs.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 83 millions de dollars américains, comparativement à une reprise de provision de 74 millions de dollars américains au troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 105 millions de dollars américains, en hausse de 52 millions de dollars américains, ou 98 %, reflet d'un certain retour à la normale des conditions de crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 22 millions de dollars américains, par rapport à une reprise de provision de 127 millions de dollars américains à la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise de provision relative aux actifs productifs du trimestre considéré s'est surtout reflétée dans les portefeuilles des prêts commerciaux. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,20 %, en hausse de 38 pdb par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour le trimestre se sont établies à 1 332 millions de dollars américains, en hausse de 99 millions de dollars américains, ou 8 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant surtout une hausse des charges de personnel, une hausse des investissements dans les activités et les charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon, le tout en partie contrebalancé par des gains de productivité. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 77 millions de dollars américains, ou 6 %.

Le ratio d'efficience comme présenté et le ratio d'efficience rajusté pour le trimestre se sont établis respectivement à 55,3 % et 54,4 %, contre 56,6 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

Le résultat net comme présenté du secteur Services de détail aux États-Unis s'est élevé à 1 442 millions de dollars (1 122 millions de dollars américains), en hausse de 75 millions de dollars (43 millions de dollars américains), ou 5 % (4 % en dollars américains). Sur une base rajustée, le résultat net pour le trimestre s'est élevé à 1 464 millions de dollars (1 139 millions de dollars américains), en hausse de 266 millions de dollars (193 millions de dollars américains), ou 22 % (20 % en dollars américains). Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté pour le trimestre a été de respectivement 14,8 % et 15,0 %, contre 14,2 % et 12,5 % pour le trimestre précédent.

La contribution de Schwab s'est élevée à 226 millions de dollars américains, une augmentation de 49 millions de dollars américains, ou 28 %, du fait principalement de la hausse des produits d'intérêts nets et d'une baisse des charges d'exploitation, contrebalancées en partie par la baisse des produits liés aux activités de négociation.

Le résultat net comme présenté des Services bancaires de détail aux États-Unis s'est établi à 896 millions de dollars américains, un recul de 6 millions de dollars américains, ou 1 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant surtout un recouvrement d'assurance lié à un litige au trimestre précédent et une hausse de la provision pour pertes sur créances au trimestre considéré, le tout en partie contrebalancé par une hausse des produits d'intérêts nets. Le résultat net rajusté des Services bancaires de détail aux États-Unis s'est établi à 913 millions de dollars américains, en hausse de 144 millions de dollars américains, ou 19 %, reflétant surtout une hausse des produits, en partie contrebalancée par une augmentation de la provision pour pertes sur créances.

Les produits comme présentés pour le trimestre ont augmenté de 86 millions de dollars américains, ou 4 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les produits rajustés pour le trimestre ont augmenté de 263 millions de dollars américains, ou 12 %. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 1 905 millions de dollars américains, en hausse de 264 millions de dollars américains, ou 16 %, sous l'effet surtout de la hausse des marges sur les dépôts découlant du contexte haussier des taux d'intérêt et de l'incidence du nombre accru de jours au troisième trimestre, en partie contrebalancées par une baisse des marges sur les prêts. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,62 %, en hausse de 41 pdb par rapport à celle du trimestre précédent, en raison de la hausse des marges sur les dépôts, reflétant le contexte haussier des taux d'intérêt et la composition favorable du bilan, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des produits

déoulant de l'exonération des prêts accordés dans le cadre du programme PPP et la baisse des marges sur les prêts. Les produits autres que d'intérêts comme présentés ont diminué de 178 millions de dollars américains, ou 26 %, reflétant surtout un recouvrement d'assurance lié à un litige au trimestre précédent. Les produits autres que d'intérêts rajustés, qui se sont établis à 504 millions de dollars américains, sont demeurés relativement stables par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant la croissance des produits tirés des comptes à honoraires attribuable à l'augmentation des activités de la clientèle, contrebalancée en grande partie par une baisse de la valeur de certains placements.

Le volume moyen des prêts a augmenté de 4 milliards de dollars américains, ou 3 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Les prêts aux particuliers ont augmenté de 3 %, reflétant essentiellement la croissance des montages de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts-autos, ainsi que la hausse du volume de cartes de crédit. Les prêts aux entreprises ont augmenté de 2 %, ou 3 % compte tenu des prêts accordés dans le cadre du programme PPP, reflétant surtout des montages solides et la hausse du nombre de nouveaux clients, des prélèvements plus élevés à l'égard des prêts commerciaux et une augmentation des activités de la clientèle. Le volume moyen des dépôts a diminué de 1 milliard de dollars américains, demeurant relativement stable par rapport à celui du trimestre précédent, reflet de la stabilité des dépôts de particuliers et d'une augmentation de 1 % des dépôts des comptes de passage, contrebalancées par une diminution de 2 % des dépôts d'entreprises.

Les actifs administrés s'élevaient à 32 milliards de dollars américains au 31 juillet 2022, demeurant stables par rapport à ceux du trimestre précédent. Les actifs gérés s'élevaient à 36 milliards de dollars américains au 31 juillet 2022, en baisse de 1 milliard de dollars américains, ou 3 %, ce qui reflète les sorties nettes d'actifs et la dépréciation des marchés.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 98 millions de dollars américains par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a augmenté de 30 millions de dollars américains, ou 40 %, reflétant un certain retour à la normale des conditions de crédit. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 22 millions de dollars américains, par rapport à une reprise de provision de 90 millions de dollars américains au trimestre précédent. La reprise de provision relative aux actifs productifs du trimestre considéré s'est surtout reflétée dans les portefeuilles des prêts commerciaux. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,20 %, en hausse de 24 pdb par rapport à celle du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour le trimestre se sont établies à 1 332 millions de dollars américains, en hausse de 43 millions de dollars américains, ou 3 %, reflétant surtout une hausse des charges de personnel et les charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 21 millions de dollars américains, ou 2 %.

Le ratio d'efficience comme présenté et le ratio d'efficience rajusté pour le trimestre se sont établis respectivement à 55,3 % et 54,4 %, contre 55,5 % et 60,1 % pour le trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

Le résultat net comme présenté du secteur Services de détail aux États-Unis s'est élevé à 4 081 millions de dollars (3 207 millions de dollars américains) pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022, en hausse de 470 millions de dollars (332 millions de dollars américains), ou 13 % (12 % en dollars américains), par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, le résultat net pour la période s'est élevé à 3 934 millions de dollars (3 091 millions de dollars américains), en hausse de 323 millions de dollars (216 millions de dollars américains), ou 9 % (8 % en dollars américains). Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté pour la période a été respectivement de 13,9 % et 13,4 %, contre 12,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat net comme présenté des Services bancaires de détail aux États-Unis et la contribution de la participation de la Banque dans Schwab ont été respectivement de 3 316 millions de dollars (2 604 millions de dollars américains) et 765 millions de dollars (603 millions de dollars américains). Sur une base rajustée, le résultat net généré par les Services bancaires de détail aux États-Unis pour la période s'est élevé à 3 169 millions de dollars (2 488 millions de dollars américains).

La contribution de Schwab s'est élevée à 603 millions de dollars américains, une augmentation de 87 millions de dollars américains, ou 17 %, reflétant principalement la hausse des produits d'intérêts nets.

Le résultat net comme présenté des Services bancaires de détail aux États-Unis s'est établi à 2 604 millions de dollars américains pour la période, en hausse de 245 millions de dollars américains, ou 10 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant la hausse des produits, en partie contrebalancée par une hausse de la provision pour pertes sur créances. Le résultat net rajusté des Services bancaires de détail aux États-Unis s'est établi à 2 488 millions de dollars américains, une augmentation de 129 millions de dollars américains, ou 5 %.

Les produits comme présentés pour la période ont été de 6 933 millions de dollars américains, en hausse de 591 millions de dollars américains, ou 9 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les produits ont augmenté de 414 millions de dollars américains, ou 7 %. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 471 millions de dollars américains, ou 10 %, sous l'effet surtout de la hausse des marges et des volumes des dépôts d'entreprises et de particuliers conjuguée à une hausse des revenus tirés du portefeuille de placements, en partie contrebalancées par une baisse des produits découlant de l'exonération des prêts accordés dans le cadre du programme PPP et une diminution des marges sur les prêts. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,35 %, en hausse de 17 pdb, en raison de la hausse des marges sur les dépôts, reflétant le contexte haussier des taux d'intérêt, qui a été contrebalancée en partie par la composition défavorable du bilan, l'incidence de la baisse des produits découlant de l'exonération des prêts accordés dans le cadre du programme PPP et la baisse des marges sur les prêts. Les produits autres que d'intérêts comme présentés ont augmenté de 120 millions de dollars américains, ou 8 %, reflétant essentiellement un recouvrement d'assurance lié à un litige, en partie contrebalancé par une hausse de la valeur de certains placements à l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts ont diminué de 57 millions de dollars américains, ou 4 %, en raison essentiellement d'une hausse de la valeur de certains placements à l'exercice précédent.

Le volume moyen des prêts a diminué de 6 milliards de dollars américains, ou 4 %, en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Les prêts aux particuliers ont augmenté de 4 %, sous l'effet de la hausse des montages de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts-autos, ainsi que de l'augmentation du volume de cartes de crédit, le tout en partie contrebalancé par une baisse des lignes de crédit domiciliaires. Les prêts aux entreprises ont diminué de 10 %, ou de 2 % compte non tenu des prêts accordés dans le cadre du programme PPP, reflétant surtout les remboursements sur les prêts commerciaux et l'exonération de prêts accordés dans le cadre du programme PPP, le tout contrebalancé en partie par des montages solides et la hausse du nombre de nouveaux clients, ainsi que par des prélèvements plus élevés à l'égard des prêts commerciaux et une augmentation des activités de la clientèle. Le volume moyen des dépôts a progressé de 14 milliards de dollars américains, ou 4 %, reflétant une hausse de 12 % des dépôts de particuliers et une hausse de 7 % des dépôts d'entreprises, en partie contrebalancées par une baisse de 5 % des dépôts des comptes de passage.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 85 millions de dollars américains, par rapport à une reprise de provision de 144 millions de dollars américains à la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 279 millions de dollars américains, soit une baisse de 12 millions de dollars américains, ou 4 %. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 194 millions de dollars américains, par rapport à une reprise de provision de 435 millions de dollars américains à la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise de provision relative aux actifs productifs à l'exercice considéré reflète l'amélioration des conditions de crédit. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend

uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,07 %, en hausse de 17 pnb.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour la période se sont établies à 3 882 millions de dollars américains, en hausse de 69 millions de dollars américains, ou 2 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant la hausse des charges de personnel, l'augmentation des investissements dans les activités et les charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon, le tout en partie contrebalancé par des coûts d'optimisation des succursales de 125 millions de dollars américains à l'exercice précédent, une baisse des charges liées à la COVID-19 et des gains de productivité réalisés à l'exercice considéré. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 47 millions de dollars américains, ou 1 %.

Le ratio d'efficience comme présenté et le ratio d'efficience rajusté pour le trimestre ont été respectivement de 56,0 % et 57,1 %, contre 60,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

THE CHARLES SCHWAB CORPORATION

Pour plus de renseignements sur Schwab, se reporter à la note 7 intitulée « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022 de la Banque.

TABLEAU 13 : SERVICES BANCAIRES DE GROS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Produits d'intérêts nets (équivalence fiscale)	786 \$	759 \$	632 \$	2 254 \$	1 941 \$
Produits autres que d'intérêts	290	491	451	1 418	1 609
Total des produits	1 076	1 250	1 083	3 672	3 550
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	–	(1)	–	(5)	22
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	25	(8)	2	16	(63)
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	25	(9)	2	11	(41)
Charges autres que d'intérêts	691	776	635	2 231	2 051
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (équivalence fiscale)	89	124	116	366	390
Résultat net	271 \$	359 \$	330 \$	1 064 \$	1 150 \$

Principaux volumes et ratios

Produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) ¹	547 \$	680 \$	467 \$	1 953 \$	1 769 \$
Moyenne brute du portefeuille de prêts (en milliards de dollars canadiens) ²	72,2	63,7	59,9	65,1	59,6
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ³	8,9 %	13,1 %	15,7 %	12,6 %	19,0 %
Ratio d'efficience	64,2	62,1	58,6	60,8	57,8
Nombre moyen d'équivalents temps plein	5 163	4 950	4 839	5 016	4 758

¹ Comprendent des produits d'intérêts nets en équivalence fiscale de 567 millions de dollars (avril 2022 : 581 millions de dollars; janvier 2022 : 525 millions de dollars; juillet 2021 : 488 millions de dollars; avril 2021 : 508 millions de dollars; janvier 2021 : 504 millions de dollars), et des produits (pertes) de négociation de (20) millions de dollars (avril 2022 : 99 millions de dollars; janvier 2022 : 201 millions de dollars; juillet 2021 : (21) millions de dollars; avril 2021 : 50 millions de dollars; janvier 2021 : 240 millions de dollars). Les produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) sont une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements sur cette mesure, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

² Comprend les prêts bruts et les acceptations bancaires liés au secteur Services bancaires de gros, compte non tenu des lettres de crédit, des garanties sous forme de trésorerie, des swaps sur défaillance de crédit et de la provision pour pertes sur créances.

³ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur d'exploitation a été augmenté à 10,5 % à compter du premier trimestre de 2022, comparativement à 9 % à l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre s'est établi à 271 millions de dollars, en baisse de 59 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une hausse des charges autres que d'intérêts et de la provision pour pertes sur créances.

Les produits du trimestre se sont établis à 1 076 millions de dollars, une baisse de 7 millions de dollars, ou 1 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, attribuable à une baisse des honoraires de prise ferme et aux démarques de certains engagements de souscription de prêts en raison de l'élargissement des écarts de taux, contrebalancées en partie par une augmentation des produits liés aux activités de négociation et des produits tirés des transactions bancaires mondiales.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 25 millions de dollars, en hausse de 23 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a été de néant. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 25 millions de dollars, en hausse de 23 millions de dollars, reflétant en grande partie la migration du crédit.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 691 millions de dollars, en hausse de 56 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement les investissements continus dans les activités du secteur Services bancaires de gros libellées en dollars américains, y compris l'embauche de professionnels dans le domaine bancaire, de la vente, de la négociation et des technologies, le tout en partie contrebalancé par la baisse de la rémunération variable.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre s'est établi à 271 millions de dollars, une baisse de 88 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant une baisse des produits et une hausse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par une baisse des charges autres que d'intérêts.

Les produits du trimestre ont diminué de 174 millions de dollars, ou 14 %, une diminution attribuable à une baisse des produits liés aux activités de négociation et aux démarques de certains engagements de souscription de prêts en raison de l'élargissement des écarts de taux, contrebalancées en partie par une augmentation des produits tirés des transactions bancaires mondiales.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 25 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 9 millions de dollars au trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a été de néant. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a été de 25 millions de dollars, comparativement à une reprise de provision de 8 millions de dollars au trimestre précédent. Les provisions pour le trimestre considéré reflètent essentiellement la migration du crédit.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre ont diminué de 85 millions de dollars, ou 11 %, reflet essentiellement d'une baisse de la rémunération variable.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022 s'est établi à 1 064 millions de dollars, une baisse de 86 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une hausse des charges autres que d'intérêts et de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par une augmentation des produits.

Les produits se sont établis à 3 672 millions de dollars, une hausse de 122 millions de dollars, ou 3 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une augmentation des produits liés aux activités de négociation et des produits tirés des transactions bancaires mondiales, en partie contrebalancée par une baisse des honoraires de prise ferme et par des démarques de certains engagements de souscription de prêts en raison de l'élargissement des écarts de taux.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 11 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 41 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a consisté en une reprise de provision de 5 millions de dollars, soit une provision inférieure de 27 millions de dollars. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 16 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 63 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 231 millions de dollars, en hausse de 180 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant essentiellement les investissements continus dans les activités du secteur Services bancaires de gros libellées en dollars américains, y compris l'embauche de professionnels dans le domaine bancaire, de la vente, de la négociation et des technologies, et l'acquisition de TD Securities Automated Trading (auparavant Headlands Tech Global Markets, LLC).

TABLEAU 14 : SIÈGE SOCIAL

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2022	2022	2021	2022	2021
Résultat net – comme présenté	(752) \$	(151) \$	(205) \$	(1 130) \$	(588) \$
Rajustements pour les éléments à noter					
Amortissement des immobilisations incorporelles avant impôt sur le résultat	58	60	68	185	211
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab	23	20	24	93	81
Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon	678	–	–	678	–
Moins : incidence de l'impôt sur le résultat	182	8	9	207	26
Résultat net – rajusté¹	(175) \$	(79) \$	(122) \$	(381) \$	(322) \$
Ventilation des éléments inclus dans le résultat net – rajusté					
Charges nettes du Siège social ²	(196) \$	(161) \$	(169) \$	(525) \$	(537) \$
Autres	21	82	47	144	215
Résultat net – rajusté¹	(175) \$	(79) \$	(122) \$	(381) \$	(322) \$

Principaux volumes

Nombre moyen d'équivalents temps plein **20 950** 19 180 17 657 **19 385** 17 704

¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque des mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » dans la section « Notre rendement » du présent document.

² Pour des renseignements additionnels sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre s'est établie à 752 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 205 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent reflète principalement la perte nette découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon, l'accroissement des charges nettes du Siège social et la baisse de l'apport des autres éléments. La baisse des autres éléments s'explique essentiellement par une diminution des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan. Les charges nettes du Siège social ont augmenté de 27 millions de dollars en regard de celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre s'est élevée à 175 millions de dollars, comparativement à une perte nette rajustée de 122 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre s'est établie à 752 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 151 millions de dollars pour le trimestre précédent. La hausse par rapport au trimestre précédent reflète principalement la perte nette découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon, la baisse de l'apport des autres éléments et l'accroissement des charges nettes du Siège social. La baisse des autres éléments s'explique essentiellement par une diminution des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan. Les charges nettes du Siège social ont augmenté de 35 millions de dollars en regard de celles du trimestre précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre s'est élevée à 175 millions de dollars, comparativement à une perte nette rajustée de 79 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2022 par rapport au T3 2021

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022 s'est établie à 1 130 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 588 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de 542 millions de dollars reflète principalement la perte nette découlant de l'atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon et la baisse de l'apport des autres éléments, le tout en partie contrebalancé par la diminution des charges nettes du Siège social. Les éléments inclus au poste Autres ont diminué de 71 millions de dollars, principalement en raison de la baisse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan. Les charges nettes du Siège social ont diminué de 12 millions de dollars en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette rajustée s'est élevée à 381 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022, comparativement à une perte nette rajustée de 322 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente un résumé des renseignements se rapportant aux résultats des huit derniers trimestres de la Banque.

TABLEAU 15 : RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Trois mois clos les							
	2022				2021			
	31 juill.	30 avr.	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avr.	31 janv.	31 oct.
Produits d'intérêts nets	7 044 \$	6 377 \$	6 302 \$	6 262 \$	6 004 \$	5 835 \$	6 030 \$	6 027 \$
Produits autres que d'intérêts	3 881	4 886	4 979	4 679	4 708	4 393	4 782	5 817
Total des produits	10 925	11 263	11 281	10 941	10 712	10 228	10 812	11 844
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	351	27	72	(123)	(37)	(377)	313	917
Indemnités d'assurance et charges connexes	829	592	756	650	836	441	780	630
Charges autres que d'intérêts	6 096	6 033	5 967	5 947	5 616	5 729	5 784	5 709
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	703	1 002	984	910	922	962	827	(202)
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab et TD Ameritrade	268	202	231	224	170	222	169	353
Résultat net – comme présenté	3 214	3 811	3 733	3 781	3 545	3 695	3 277	5 143
Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt¹								
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	58	60	67	74	68	69	74	61
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab	23	20	50	22	24	19	38	–
Charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de First Horizon	29	–	–	–	–	–	–	–
Atténuation de l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon	678	–	–	–	–	–	–	–
Recouvrement lié au règlement d'un litige	–	(224)	–	–	–	–	–	–
Profit net à la vente de la participation dans TD Ameritrade ²	–	–	–	–	–	–	–	(1 421)
Charges liées à l'acquisition de Greystone ³	–	–	–	–	–	–	–	25
Total des rajustements pour les éléments à noter, avant impôt	788	(144)	117	96	92	88	112	(1 335)
Moins : incidence de l'impôt sur le résultat ¹	189	(47)	17	11	9	8	9	838
Résultat net – rajusté	3 813	3 714	3 833	3 866	3 628	3 775	3 380	2 970
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	43	66	43	63	56	65	65	64
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	3 770 \$	3 648 \$	3 790 \$	3 803 \$	3 572 \$	3 710 \$	3 315 \$	2 906 \$
(en dollars canadiens, sauf indication contraire)								
Résultat de base par action								
Comme présenté	1,76 \$	2,08 \$	2,03 \$	2,04 \$	1,92 \$	2,00 \$	1,77 \$	2,80 \$
Rajusté	2,09	2,02	2,08	2,09	1,96	2,04	1,83	1,60
Résultat dilué par action								
Comme présenté	1,75	2,07	2,02	2,04	1,92	1,99	1,77	2,80
Rajusté	2,09	2,02	2,08	2,09	1,96	2,04	1,83	1,60
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté	13,5 %	16,4 %	15,3 %	15,7 %	15,3 %	16,7 %	14,3 %	23,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté	16,1	15,9	15,7	16,1	15,6	17,1	14,7	13,3

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actif total moyen	1 811 \$	1 778 \$	1 769 \$	1 750 \$	1 699 \$	1 726 \$	1 746 \$	1 718 \$
Actifs productifs d'intérêts moyens ⁴	1 609	1 595	1 593	1 574	1 527	1 536	1 563	1 531
Marge d'intérêts nette – comme présentée	1,74 %	1,64 %	1,57 %	1,58 %	1,56 %	1,56 %	1,53 %	1,57 %
Marge d'intérêts nette – rajustée ⁴	1,73	1,64	1,57	1,58	1,56	1,56	1,53	1,57

¹ Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau « Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté » dans la section « Notre rendement » du présent document.

² Les produits autres que d'intérêts rajustés excluent le profit net à la vente de la participation de la Banque dans TD Ameritrade à la suite de la transaction avec Schwab, attribuable essentiellement à un profit sur la réévaluation, au reclassement de profits de change cumulés contrebalancé par le reclassement des éléments de couverture désignés et des taxes connexes, ainsi qu'à la reprise d'un passif d'impôt différé lié à la participation de la Banque dans TD Ameritrade, déduction faite des coûts de transaction directs. Ces montants sont comptabilisés dans le secteur Siège social.

³ Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les charges liées à l'acquisition de Greystone Capital Management (« Greystone »), qui sont comptabilisées dans le secteur Services de détail au Canada.

⁴ Les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul de la marge d'intérêts nette sont une mesure non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements sur ces mesures, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

REVUE DU BILAN

TABLEAU 16 : PRINCIPALES DONNÉES DES BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
Actif		
Trésorerie et dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	136 999 \$	165 893 \$
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	148 133	147 590
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	11 426	9 390
Dérivés	75 883	54 427
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	4 755	4 564
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	71 240	79 066
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	330 086	268 939
Valeurs mobilières prises en pension	161 275	167 284
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	790 845	722 622
Participation dans Schwab	9 504	11 112
Autres	100 665	97 785
Total de l'actif	1 840 811 \$	1 728 672 \$
Passif		
Dépôts détenus à des fins de transaction	18 604 \$	22 891 \$
Dérivés	72 960	57 122
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	139 805	113 988
Dépôts	1 201 736	1 125 125
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	126 946	144 097
Billets et débentures subordonnés	11 266	11 230
Autres	166 902	154 401
Total du passif	1 738 219	1 628 854
Total des capitaux propres	102 592	99 818
Total du passif et des capitaux propres	1 840 811 \$	1 728 672 \$

Le **total de l'actif** s'établissait à 1 841 milliards de dollars au 31 juillet 2022, soit 112 milliards de dollars, ou 6 %, de plus qu'au 31 octobre 2021. L'incidence de la conversion des monnaies étrangères découlant de la dépréciation du dollar canadien a entraîné une augmentation de 28 milliards de dollars, ou environ 2 %, du total de l'actif.

L'augmentation du total de l'actif est attribuable à des hausses de 68 milliards de dollars des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts, de 61 milliards de dollars des titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances, de 22 milliards de dollars des dérivés, de 3 milliards de dollars des autres actifs, de 2 milliards de dollars des actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) et de 1 milliard de dollars des prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction. L'augmentation a été en partie contrebalancée par des baisses de 29 milliards de dollars de la trésorerie et des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, de 8 milliards de dollars des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG), de 6 milliards de dollars des valeurs mobilières prises en pension et de 2 milliards de dollars de la participation dans Schwab.

La **trésorerie et les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques** ont diminué de 29 milliards de dollars, reflétant surtout les activités de gestion de la trésorerie.

Les **prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction** ont augmenté de 1 milliard de dollars, témoignant de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, contrebalancée en partie par la diminution des valeurs mobilières liées à un gouvernement.

Les **actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net** ont augmenté de 2 milliards de dollars en raison de nouveaux placements.

Les **actifs dérivés** ont augmenté de 22 milliards de dollars, reflétant principalement les variations de la réévaluation à la valeur de marché des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt.

Les **actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** ont diminué de 8 milliards de dollars, en raison surtout des échéances et des ventes, en partie contrebalancées par de nouveaux placements.

Les **titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances**, ont augmenté de 61 milliards de dollars, reflétant les nouveaux placements et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, en partie contrebalancés par les échéances.

Les **valeurs mobilières prises en pension** ont diminué de 6 milliards de dollars, reflétant essentiellement une diminution des volumes, contrebalancée en partie par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts**, ont augmenté de 68 milliards de dollars, reflétant la croissance des volumes de prêts aux entreprises et aux gouvernements et des volumes de prêts garantis par des biens immobiliers, ainsi que l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

La **participation dans Schwab** a diminué de 2 milliards de dollars, reflétant principalement l'incidence de la quote-part de la Banque des autres éléments de la perte globale de Schwab.

Les **autres actifs** ont augmenté de 3 milliards de dollars du fait essentiellement de la hausse de l'actif d'impôt exigible, des montants à recevoir et autres et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, le tout en partie contrebalancé par la baisse des montants à recevoir des courtiers et des clients découlant des volumes moins élevés de transactions non réglées.

Le **total du passif** s'établissait à 1 738 milliards de dollars au 31 juillet 2022, soit 109 milliards de dollars, ou 7 %, de plus qu'au 31 octobre 2021. L'incidence de la conversion des monnaies étrangères découlant de la dépréciation du dollar canadien a entraîné une augmentation de 29 milliards de dollars, ou environ 2 %, du total du passif.

L'augmentation du total du passif est attribuable à des hausses de 77 milliards de dollars des dépôts, de 26 milliards de dollars des passifs financiers désignés à la JVRN, de 15 milliards de dollars des dérivés et de 12 milliards de dollars des autres passifs. L'augmentation a été en partie contrebalancée par des baisses de 17 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension et de 4 milliards de dollars des dépôts détenus à des fins de transaction.

Les **dépôts détenus à des fins de transaction** ont diminué de 4 milliards de dollars, en raison principalement des échéances.

Les passifs **dérivés** ont augmenté de 15 milliards de dollars, reflétant principalement les variations de la réévaluation à la valeur de marché des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt.

Les **passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net** ont augmenté de 26 milliards de dollars en raison surtout de nouvelles émissions et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, en partie contrebalancées par les échéances.

Les **dépôts** ont augmenté de 77 milliards de dollars, témoignant de la croissance des volumes de dépôts d'entreprises et de gouvernements et de dépôts de particuliers, ainsi que de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension** ont diminué de 17 milliards de dollars en raison de la baisse des volumes, en partie contrebalancée par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Les **autres** passifs ont augmenté de 12 milliards de dollars, reflétant principalement une augmentation des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert.

Les **capitaux propres** s'établissaient à 103 milliards de dollars au 31 juillet 2022, soit 3 milliards de dollars de plus qu'au 31 octobre 2021. L'augmentation des résultats non distribués et des actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres a été contrebalancée par une diminution du cumul des autres éléments du résultat global. La diminution du cumul des autres éléments du résultat global est principalement attribuable aux pertes sur les couvertures de flux de trésorerie et à la quote-part de la Banque des autres éléments de la perte globale découlant de la participation dans Schwab, le tout en partie contrebalancé par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2022 par rapport au T3 2021

Compte non tenu des prêts dépréciés acquis, les prêts douteux bruts s'établissaient à 2 332 millions de dollars au 31 juillet 2022, en baisse de 319 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux bruts du secteur Services de détail au Canada ont diminué de 190 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'amélioration des conditions de crédit surtout constatée dans les portefeuilles de prêts garantis par des biens immobiliers et de prêts aux entreprises. Les prêts douteux bruts du secteur Services de détail aux États-Unis ont diminué de 68 millions de dollars, ou 4 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'amélioration des conditions de crédit surtout constatée dans les portefeuilles de prêts aux entreprises. Les prêts douteux bruts du secteur Services bancaires de gros ont diminué de 61 millions de dollars, ou 90 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, puisqu'il n'y a eu aucun nouvel ajout aux prêts douteux bruts dans ce secteur au cours des 12 derniers mois. Les prêts douteux nets atteignaient 1 632 millions de dollars au 31 juillet 2022, en baisse de 306 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent.

La provision pour pertes sur créances de 6 921 millions de dollars au 31 juillet 2022 comprenait une provision pour pertes sur prêts douteux à l'étape 3 de 707 millions de dollars, une provision à l'étape 2 de 3 340 millions de dollars et une provision à l'étape 1 de 2 868 millions de dollars ainsi qu'une provision relative aux titres de créance de 6 millions de dollars. Les provisions à l'étape 1 et à l'étape 2 sont pour les prêts productifs et les instruments hors bilan.

La provision pour pertes sur prêts à l'étape 3 a diminué de 21 millions de dollars, ou 3 %, en raison de résolutions dans le secteur Services bancaires de gros. Les provisions pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 ont diminué de 774 millions de dollars, ou 11 %, en raison des reprises dans tous les secteurs, découlant largement de l'amélioration des conditions de crédit. La variation de la provision comprenait une diminution de 125 millions de dollars attribuable à la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis.

La provision relative aux titres de créance s'est chiffrée à 6 millions de dollars et est conforme à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les informations prospectives, y compris les variables macroéconomiques réputées être prédictives des pertes de crédit attendues selon l'expérience de la Banque, sont utilisées pour déterminer les scénarios de pertes de crédit attendues et les pondérations probabilistes connexes afin d'établir les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes. Chaque trimestre, l'ensemble des variables macroéconomiques de base prévues sont mises à jour, donnant lieu à de nouveaux scénarios macroéconomiques optimistes et pessimistes. Les pondérations probabilistes appliquées à chaque scénario de pertes de crédit attendues sont également passées en revue chaque trimestre et mises à jour, au besoin, dans le cadre du processus de gouvernance de la Banque à l'égard des pertes de crédit attendues. Par suite des revues périodiques et des mises à jour trimestrielles, la provision pour pertes sur créances pourrait être revue afin de tenir compte des mises à jour des estimations de pertes calculées en fonction des pertes récentes de la Banque et de ses opinions prospectives. La Banque passe régulièrement en revue la méthode employée et a effectué des évaluations qualitatives supplémentaires au niveau du portefeuille et des prêts pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante. Pour plus de renseignements sur les informations prospectives, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022 de la Banque.

La provision pour pertes sur créances fondées sur des pondérations probabilistes reflète les opinions prospectives de la Banque. Dans la mesure où certaines répercussions anticipées ne peuvent pas être totalement intégrées dans les modèles quantitatifs, la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer le montant des pertes de crédit attendues. Une importante part d'incertitude perdure à l'égard de l'évolution de la situation économique, par conséquent, la provision pour pertes sur créances sera mise à jour dans les trimestres à venir au fur et à mesure que de nouvelles informations seront obtenues. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022 de la Banque.

La Banque établit des provisions pour pertes sur créances attendues à l'égard des titres de créance évalués au coût amorti ou à la JVAERG. La Banque détient pour 395 milliards de dollars de ces titres de créance. Tous ces titres sont considérés comme étant productifs (étape 1 et étape 2) et aucun n'est considéré comme étant déprécié (étape 3). La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance au coût amorti et des titres de créance à la JVAERG est respectivement de 2 millions de dollars et 4 millions de dollars.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2022 par rapport au T2 2022

Compte non tenu des prêts dépréciés acquis, les prêts douteux bruts ont diminué de 65 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison des résolutions dont le nombre a dépassé celui des créances générées dans les secteurs Services de détail au Canada et Services de détail aux États-Unis. Les prêts douteux, déduction faite de la provision, ont diminué de 63 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

La provision pour pertes sur créances de 6 921 millions de dollars au 31 juillet 2022 comprenait une provision pour pertes sur prêts douteux à l'étape 3 de 707 millions de dollars, une provision à l'étape 2 de 3 340 millions de dollars et une provision à l'étape 1 de 2 868 millions de dollars ainsi qu'une provision relative aux titres de créance de 6 millions de dollars. Les provisions à l'étape 1 et à l'étape 2 sont pour les prêts productifs et les instruments hors bilan. La provision pour pertes sur prêts à l'étape 3 s'est chiffrée à 707 millions de dollars et est conforme à celle du trimestre précédent. Les provisions pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 ont augmenté de 5 millions de dollars par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant la détérioration des scénarios macroéconomiques de la Banque, contrebalancée en grande partie par l'élimination d'ajustements par superpositions précédemment intégrés pour tenir compte de l'incertitude économique.

La provision relative aux titres de créance a diminué de 1 million de dollars par rapport à celle du trimestre précédent.

Pour plus de renseignements sur les prêts, les prêts douteux, la provision pour pertes sur créances et sur l'utilisation par la Banque des informations prospectives et des variables macroéconomiques pour déterminer sa provision pour pertes sur créances, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022 de la Banque.

TABLEAU 17 : VARIATIONS DES PRÊTS DOUTEUX BRUTS ET DES ACCEPTATIONS^{1,2}

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements³					
Prêts douteux au début de la période	2 397 \$	2 560 \$	2 803 \$	2 411 \$	3 157 \$
Classés comme douteux au cours de la période	1 006	937	830	3 130	3 043
Transférés dans les prêts productifs au cours de la période	(272)	(252)	(229)	(783)	(732)
Remboursements nets	(300)	(382)	(309)	(1 055)	(963)
Cessions de prêts	–	(1)	(15)	(1)	(18)
Montants radiés	(498)	(462)	(454)	(1 407)	(1 714)
Variations de change et autres variations	(1)	(3)	25	37	(122)
Prêts douteux à la fin de la période	2 332 \$	2 397 \$	2 651 \$	2 332 \$	2 651 \$

¹ Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.

² Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

³ Compte non tenu des prêts dépréciés acquis.

TABLEAU 18 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2022	30 avril 2022	Aux 31 juillet 2021
Provision pour pertes sur prêts au titre des prêts au bilan			
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 1	2 450 \$	2 346 \$	2 311 \$
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 2	2 886	3 025	3 782
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 3	704	705	718
Total de la provision pour pertes sur prêts au titre des prêts au bilan ¹	6 040	6 076	6 811
Provision pour les instruments hors bilan			
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 1	418	399	374
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 2	454	433	515
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 3	3	2	10
Total de la provision pour les instruments hors bilan	875	834	899
Provision pour pertes sur prêts	6 915	6 910	7 710
Provision relative aux titres de créance	6	7	6
Provision pour pertes sur créances	6 921 \$	6 917 \$	7 716 \$
Prêts douteux, déduction faite de la provision ²	1 632 \$	1 695 \$	1 938 \$
Prêts douteux nets, en pourcentage des prêts nets ²	0,20 %	0,22 %	0,26 %
Total de la provision pour pertes sur prêts en pourcentage des prêts bruts et des acceptations	0,85	0,87	1,03
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne nette des prêts et acceptations	0,17	0,01	(0,02)

¹ Inclut la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts qui sont évalués à la JVAERG de néant au 31 juillet 2022 (néant au 30 avril 2022; néant au 31 juillet 2021).

² Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et sont radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours.

Prêts garantis par des biens immobiliers

Les prêts de détail garantis par des biens immobiliers comprennent les prêts hypothécaires et les lignes de crédit consentis à des consommateurs nord-américains afin de répondre à leurs besoins financiers, notamment l'achat d'une résidence et un refinancement. Bien qu'elle conserve un privilège de premier rang à l'égard de la majorité des propriétés détenues à titre de sûretés, la Banque a des privilèges de troisième rang à l'égard d'une petite partie des prêts, dont la majeure partie est adossée à d'autres prêts hypothécaires consentis par la TD assortis de privilèges de premier rang. Au Canada, les politiques de crédit sont élaborées de sorte que l'exposition combinée de toutes les facilités de crédit non assurées à l'égard d'une propriété ne dépasse pas 80 % de la valeur de la sûreté au moment de l'octroi du prêt. Il est permis selon la législation de consentir des prêts selon un ratio prêt-valeur plus élevé, mais une assurance-prêt est alors exigée. Cette assurance est une couverture contractuelle pour la durée des facilités admissibles et protège le portefeuille de prêts garantis par des biens immobiliers de la Banque contre les pertes potentielles causées par la défaillance d'emprunteurs. En outre, la Banque peut obtenir de l'assurance-prêt pour les prêts dont le ratio prêt-valeur est plus faible. Cette couverture d'assurance est fournie par des entités soutenues par un gouvernement ou par des assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés. Aux États-Unis, au moment de l'octroi des prêts hypothécaires résidentiels, une assurance-prêt hypothécaire est généralement obtenue d'entités soutenues par un gouvernement ou par d'autres assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés lorsque le ratio prêt-valeur dépasse 80 % de la valeur de la sûreté au moment de l'octroi du prêt.

La Banque évalue régulièrement les facteurs de stress à l'égard de son portefeuille de prêts immobiliers dans le cadre de son programme global d'évaluation des facteurs de stress. Ces évaluations sont effectuées afin de déterminer dans quelle mesure le portefeuille serait vulnérable à un important repli de la situation économique. L'effet de variations extrêmes du prix des maisons, des taux d'intérêt et du taux de chômage figure parmi les facteurs étudiés au moment d'évaluer l'incidence sur les pertes sur créances et la rentabilité globale de la Banque. Diverses catégories du portefeuille, notamment les types d'habitation et les régions géographiques, sont examinées afin de déterminer l'existence de vulnérabilités particulières.

TABLEAU 19 : PRÊTS GARANTIS PAR DES BIENS IMMOBILIERS AU CANADA¹

(en millions de dollars canadiens)

					<i>Aux</i>	
	Prêts hypothécaires résidentiels	Lignes de crédit domiciliaires	Amortissables		Non amortissables	
			Total des prêts immobiliers garantis amortissables		Lignes de crédit domiciliaires	
31 juillet 2022						
Total	245 619 \$	79 994 \$	325 613 \$	31 836 \$	357 449 \$	
31 octobre 2021						
Total	231 675 \$	71 016 \$	302 691 \$	30 917 \$	333 608 \$	

¹ Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

TABLEAU 20 : PRÊTS GARANTIS PAR DES BIENS IMMOBILIERS^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

											<i>Aux</i>		
	Prêts hypothécaires résidentiels				Lignes de crédit domiciliaires						Total		
	Assurés ³		Non assurés		Assurés ³		Non assurés		Assurés ³		Non assurés		
31 juillet 2022													
Canada													
Provinces de l'Atlantique	2 790 \$	1,1 %	4 093 \$	1,7 %	238 \$	0,2 %	1 632 \$	1,5 %	3 028 \$	0,8 %	5 725 \$	1,6 %	
Colombie-Britannique ⁴	9 042	3,7	41 252	16,8	1 311	1,2	20 097	18,0	10 353	2,9	61 349	17,2	
Ontario ⁴	23 619	9,6	105 482	42,9	4 766	4,2	59 222	52,9	28 385	7,9	164 704	46,2	
Prairies ⁴	19 665	8,0	18 347	7,5	2 198	2,0	11 718	10,5	21 863	6,1	30 065	8,4	
Québec	7 875	3,2	13 454	5,5	762	0,7	9 886	8,8	8 637	2,4	23 340	6,5	
Total – Canada	62 991	25,6 %	182 628	74,4 %	9 275	8,3 %	102 555	91,7 %	72 266	20,1 %	285 183	79,9 %	
États-Unis	978		42 000		–		8 923		978		50 923		
Total	63 969 \$		224 628 \$		9 275 \$		111 478 \$		73 244 \$		336 106 \$		
31 octobre 2021													
Canada													
Provinces de l'Atlantique	3 007 \$	1,3 %	3 575 \$	1,5 %	265 \$	0,3 %	1 451 \$	1,4 %	3 272 \$	1,0 %	5 026 \$	1,5 %	
Colombie-Britannique ⁴	9 522	4,1	37 169	16,0	1 446	1,4	17 738	17,4	10 968	3,3	54 907	16,5	
Ontario ⁴	25 603	11,1	94 913	41,1	5 173	5,1	52 977	52,0	30 776	9,1	147 890	44,3	
Prairies ⁴	20 590	8,9	17 244	7,4	2 425	2,4	11 314	11,1	23 015	6,9	28 558	8,6	
Québec	8 138	3,5	11 914	5,1	841	0,8	8 303	8,1	8 979	2,7	20 217	6,1	
Total – Canada	66 860	28,9 %	164 815	71,1 %	10 150	10,0 %	91 783	90,0 %	77 010	23,0 %	256 598	77,0 %	
États-Unis	868		35 797		–		8 736		868		44 533		
Total	67 728 \$		200 612 \$		10 150 \$		100 519 \$		77 878 \$		301 131 \$		

¹ Région géographique selon l'adresse du bien immobilier hypothéqué.

² Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

³ L'assurance-prêt est une couverture contractuelle pour la durée des facilités admissibles en vertu de laquelle l'exposition de la Banque aux prêts garantis par des biens immobiliers est protégée, en tout ou en partie, contre les pertes potentielles causées par la défaillance d'un emprunteur. Elle est fournie par des entités soutenues par un gouvernement ou par d'autres assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés.

⁴ Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

Le tableau ci-après présente un sommaire du calendrier de l'amortissement des prêts hypothécaires résidentiels de la Banque selon la durée restante des contrats hypothécaires. Tous les montants sont calculés en fonction de l'habitude actuelle des emprunteurs en matière de remboursement anticipé afin de bien projeter leur propension à rembourser par anticipation. L'habitude actuelle de remboursement des emprunteurs tient compte des remboursements anticipés déjà effectués et des prévisions à l'égard de la période d'amortissement restante selon l'encours et les modalités des contrats en vigueur.

TABLEAU 21 : CALENDRIER DE L'AMORTISSEMENT DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS^{1, 2}

									<i>Aux</i>	
	Moins de 5 ans	De 5 ans à moins de 10 ans	De 10 ans à moins de 15 ans	De 15 ans à moins de 20 ans	De 20 ans à moins de 25 ans	De 25 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 35 ans	35 ans et plus	Total	
	31 juillet 2022									
Canada	0,8 %	2,8 %	5,6 %	15,6 %	40,0 %	34,2 %	1,0 %	– %	100,0 %	
États-Unis	8,9	2,2	4,3	5,9	14,0	63,1	1,0	0,6	100,0	
Total	2,0 %	2,7 %	5,4 %	14,2 %	36,0 %	38,6 %	1,0 %	0,1 %	100,0 %	
31 octobre 2021										
Canada	0,9 %	3,1 %	6,6 %	19,0 %	41,9 %	28,2 %	0,3 %	– %	100,0 %	
États-Unis	8,4	3,2	4,6	5,6	17,7	58,3	2,0	0,2	100,0	
Total	1,9 %	3,2 %	6,3 %	17,2 %	38,4 %	32,4 %	0,6 %	– %	100,0 %	

¹ Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

² Pourcentage basé sur l'encours.

TABLEAU 22 : RATIO PRÊT-VALEUR MOYEN NON ASSURÉ – Nouveaux prêts montés et nouveaux prêts acquis^{1, 2, 3}

	Prêts hypothécaires résidentiels		Lignes de crédit domiciliaires ^{4, 5}		Total		Trois mois clos les	
	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
Canada								
Provinces de l'Atlantique	70 %	69 %	69 %	73 %	70 %	72 %		
Colombie-Britannique ⁶	66	63	65	68	64	66		
Ontario ⁶	66	63	64	67	64	66		
Prairies ⁶	74	71	73	74	70	72		
Québec	71	71	71	72	72	72		
Total – Canada	67	65	66	68	66	67		
États-Unis	73	64	71	68	63	68		
Total	68 %	65 %	66 %	68 %	65 %	67 %		

¹ Région géographique selon l'adresse du bien immobilier hypothéqué.

² Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

³ D'après le prix des maisons au moment du montage.

⁴ Le ratio prêt-valeur attribuable aux lignes de crédit domiciliaires comprend les hypothèques subsidiaires de premier rang, le cas échéant.

⁵ L'option de l'avantage du taux fixe des lignes de crédit domiciliaires est incluse dans le calcul du ratio prêt-valeur.

⁶ Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

Risque-pays

Le tableau suivant présente les expositions directes au risque de crédit de la Banque ailleurs qu'au Canada et qu'aux États-Unis (l'Europe exclut le Royaume-Uni).

TABLEAU 23 : Total de l'exposition nette par région et contrepartie

(en millions de dollars canadiens)

Aux

Région	Prêts et engagements ¹				Dérivés, mises en pension et prêts de valeurs mobilières ²				Portefeuille de négociation et de placement ³				Exposition totale ⁴	
	Emprunteurs		Institutions financières	Total	Emprunteurs		Institutions financières	Total	Emprunteurs		Institutions financières	Total		
	Entreprises	souverains			Entreprises	souverains			Entreprises	souverains				
														31 juillet 2022
Région														
Europe	5 511 \$	– \$	3 908 \$	9 419 \$	3 231 \$	2 579 \$	6 729 \$	12 539 \$	741 \$	25 876 \$	1 089 \$	27 706 \$	49 664 \$	
Royaume-Uni	8 903	8 667	1 510	19 080	1 810	837	12 852	15 499	455	502	210	1 167	35 746	
Asie	51	14	2 444	2 509	354	928	2 922	4 204	142	11 439	917	12 498	19 211	
Autres ⁵	564	23	912	1 499	245	482	1 933	2 660	239	505	2 761	3 505	7 664	
Total	15 029 \$	8 704 \$	8 774 \$	32 507 \$	5 640 \$	4 826 \$	24 436 \$	34 902 \$	1 577 \$	38 322 \$	4 977 \$	44 876 \$	112 285 \$	
														31 octobre 2021
Région														
Europe	7 248 \$	– \$	3 216 \$	10 464 \$	2 523 \$	2 246 \$	6 113 \$	10 882 \$	809 \$	23 398 \$	2 033 \$	26 240 \$	47 586 \$	
Royaume-Uni	8 851	12 071	1 192	22 114	1 790	1 304	11 022	14 116	1 639	382	539	2 560	38 790	
Asie	12	30	1 967	2 009	552	703	2 700	3 955	163	9 224	770	10 157	16 121	
Autres ⁵	337	10	529	876	135	564	1 629	2 328	321	2 443	1 947	4 711	7 915	
Total	16 448 \$	12 111 \$	6 904 \$	35 463 \$	5 000 \$	4 817 \$	21 464 \$	31 281 \$	2 932 \$	35 447 \$	5 289 \$	43 668 \$	110 412 \$	

¹ Les expositions, y compris les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, sont présentées déduction faite des imputations pour dépréciation, s'il y a lieu.

² Les expositions sont calculées à la juste valeur et sont présentées déduction faite des sûretés. Les dérivés sont présentés comme des expositions nettes lorsqu'il existe une convention-cadre de compensation de l'International Swaps and Derivatives Association.

³ Les expositions du portefeuille de négociation sont présentées déduction faite des positions vendeur admissibles.

⁴ En plus des expositions présentées ci-dessus, la Banque a également une exposition de 36,4 milliards de dollars (32,5 milliards de dollars au 31 octobre 2021) à des entités supranationales.

⁵ L'exposition régionale présentée au poste Autres est largement attribuable à l'Australie.

SITUATION DES FONDS PROPRES

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Les exigences en matière de fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire sont mieux connues sous le nom de Bâle III. Selon Bâle III, le total des fonds propres comprend trois composantes, soit les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2. Les ratios de fonds propres réglementaires sensibles aux risques sont calculés en divisant les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de catégorie 1 et le total des fonds propres par les actifs pondérés en fonction des risques respectifs, compte tenu de toute exigence réglementaire minimale énoncée relativement au plancher réglementaire. Bâle III a mis de l'avant, en 2015, un ratio de levier non basé sur le risque pour compléter les exigences de fonds propres sensibles aux risques. Le ratio de levier est calculé en divisant les fonds propres de catégorie 1 par l'exposition à l'endettement, dont les principaux éléments comprennent les actifs au bilan, avec des ajustements faits aux expositions sur les cessions temporaires de titres et les dérivés, et des montants de l'équivalent-crédit pour les positions hors bilan. La TD continue de gérer ses fonds propres réglementaires selon le dispositif sur les fonds propres de Bâle III, comme il est mentionné à la section « Situation des fonds propres » du rapport annuel 2021 de la Banque.

Exigences en matière de fonds propres du BSIF en vertu de Bâle III

La ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF décrit en détail la façon dont les règles en matière de fonds propres de Bâle III doivent être appliquées par les banques canadiennes. D'autres exigences, en plus de celles décrites à la rubrique « Exigences en matière de fonds propres du BSIF en vertu de Bâle III » du rapport annuel 2021 de la Banque, sont présentées ci-après.

Le 17 juin 2021, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure (RSI) augmentera le 31 octobre 2021 pour passer à 2,50 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, ce qui a été confirmé le 10 décembre 2021 ainsi que le 22 juin 2022.

Par suite de la publication de la liste 2021 des banques d'importance systémique mondiale (BISM) le 23 novembre 2021 par le Conseil de stabilité financière, la Banque demeure une BISM. En raison de cette désignation, la Banque est toujours assujettie à une exigence supplémentaire relative à sa capacité d'absorption des pertes (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques) de 1 %. Puisque le supplément pour les banques d'importance systémique intérieure (BISI) est actuellement équivalent à l'exigence supplémentaire de 1 % pour les BISM, la désignation de la Banque comme BISM n'a aucune incidence sur les exigences réglementaires minimales de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires que doit respecter la Banque.

Le 23 septembre 2018, le régime de recapitalisation interne des banques canadiennes de même que la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF sont entrés en vigueur. En vertu de cette ligne directrice, la Banque devait respecter, aux fins de la surveillance, un ratio cible de TLAC fondé sur les risques de 24,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, compte tenu de la RSI de 2,50 %, et un ratio cible de levier TLAC de 6,75 % à partir du 1^{er} novembre 2021. Tout changement à la RSI donnera lieu à un changement correspondant au ratio cible de TLAC fondé sur les risques.

Le tableau ci-dessous présente les ratios minimums de fonds propres réglementaires et de TLAC actuels du BSIF pour la Banque.

RATIOS CIBLES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ET DE TLAC

	Minimum	Réserve de conservation des fonds propres	Suppléments pour les BISI/BISM ¹	Cible réglementaire au titre du premier pilier ²	RSI ³	Cible réglementaire au titre du premier pilier et du deuxième pilier
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	1,0 %	8,0 %	2,5 %	10,5 %
Fonds propres de catégorie 1	6,0	2,5	1,0	9,5	2,5	12,0
Total des fonds propres	8,0	2,5	1,0	11,5	2,5	14,0
TLAC	18,0	2,5	1,0	21,5	2,5	24,0

¹ Le plus élevé des suppléments pour les BISI et les BISM s'applique. Le supplément pour les BISI est actuellement équivalent à l'exigence supplémentaire de 1 % relative au ratio de fonds propres sous forme d'actions ordinaires pour les BISM que doit respecter la Banque. Le supplément pour les BISM pourrait augmenter au-delà de 1 %, si la cote pour les BISM attribuée à la Banque devait augmenter au-delà de certains seuils, pour atteindre un maximum de 4,5 %.

² L'exigence à l'égard de la réserve anticyclique de la Banque était de 0 % au 31 juillet 2022.

³ La RSI est passée de 1,0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques à compter du 31 octobre 2021.

Le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF et l'exigence réglementaire minimale est fixée à 3 %. Comme il a été mentionné précédemment, la Banque doit respecter un ratio cible de levier TLAC aux fins de la surveillance de 6,75 %.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, tous les instruments de fonds propres non ordinaires de catégories 1 et 2 nouvellement émis doivent comprendre des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) pour être admissibles à titre de fonds propres réglementaires. Les dispositions relatives aux FPUNV exigent que les instruments de fonds propres non ordinaires soient convertis en un nombre variable d'actions ordinaires de la Banque si un événement déclencheur survient. Un événement déclencheur est un événement où le BSIF détermine que la Banque n'est plus viable, ou sur le point de le devenir, et qu'elle le redeviendra après la conversion de l'ensemble de ses instruments de fonds propres autres que ses actions ordinaires, ou si la Banque accepte, ou convient d'accepter, une injection de capitaux ou une aide équivalente de la part du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial du Canada, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la Banque non viable. Les instruments de fonds propres non ordinaires de catégories 1 et 2 émis avant le 1^{er} janvier 2013 qui ne comprenaient pas de disposition relative aux FPUNV étaient des instruments de fonds propres non admissibles et étaient visés par des mesures de retrait progressif sur une période ayant commencé en 2013 et s'étant terminé le 1^{er} novembre 2021.

Au cours de l'exercice 2020, le BSIF a introduit un certain nombre de mesures afin d'augmenter la capacité des BISI à offrir du crédit à l'économie alors qu'une période de perturbation est attendue en lien avec la pandémie de COVID-19 et la conjoncture du marché. Ces mesures, ainsi que les lignes directrices subséquentes publiées par le BSIF, sont décrites à la rubrique « Exigences en matière de fonds propres du BSIF en vertu de Bâle III » du rapport annuel 2021 de la Banque.

Le montant des expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III, un indicateur des BISM, au 31 octobre 2021 présenté antérieurement au premier trimestre de 2022 a été révisé. Les indicateurs des BISM, y compris la révision, sont présentés dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 24 : INDICATEURS DES BISM^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens)

Catégories (pondération)	Indicateurs	Aux	
		31 octobre 2021	31 octobre 2020
Activité transfrontière (20 %)	Créances transfrontières	830 437 \$	796 964 \$
	Engagements transfrontières	827 905	769 164
Taille (20 %)	Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III ³	1 888 902	1 862 214
Interdépendance (20 %)	Actifs dans le système financier ³	75 393	80 640
	Passifs dans le système financier ³	47 057	36 405
	Titres en circulation ³	375 375	316 871
Substituabilité / infrastructure financière (20 %)	Actifs sous garde	575 767	453 178
	Activité de paiement	33 753 368	31 433 859
	Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	182 538	205 509
	Volume de transactions (inclut deux sous-indicateurs) ⁴		
	– Sous-indicateur relatif au volume de transactions sur titre à revenu fixe	6 610 891	s. o.
– Sous-indicateur relatif au volume de transactions sur actions et autres titres	3 069 636	s. o.	
Complexité (20 %)	Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	16 918 562	15 385 351
	Titres détenus à des fins de négociation et autres titres ^{3, 5}	60 710	87 968
	Actifs de niveau 3 ³	2 522	2 573

¹ Les indicateurs des BISM sont préparés selon la méthodologie prescrite par les lignes directrices publiées par le CBCB et présentés conformément au préavis *Banque d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles du BSIF*. Étant donné sa désignation comme BISM par le CSF le 22 novembre 2019, la Banque doit fournir des renseignements supplémentaires sur ces indicateurs. Se reporter à la section « Divulgence réglementaire des fonds propres » de la Banque se trouvant à l'adresse <https://www.td.com/francais/investisseurs/accueil/divulgence-reglementaire/bism/disclosures.jsp> pour prendre connaissance des renseignements supplémentaires sur les indicateurs des BISM de 2021. Dans l'éventualité où des commentaires de l'un ou de l'autre de ces organismes de réglementation amèneraient la Banque à modifier les indicateurs de BISM présentés dans le tableau ci-dessus, les modifications apportées à ces indicateurs seraient publiées sur son site Web.

² L'indicateur Actifs dans le système financier au 31 octobre 2020 a été révisé.

³ Les filiales d'assurance sont incluses dans l'indicateur des BISM depuis 2021.

⁴ Le volume de transactions est un nouvel indicateur adopté en 2021, par conséquent, aucun chiffre comparatif n'est présenté pour 2020.

⁵ Comprennent les valeurs mobilières détenues à des fins de transaction, les valeurs mobilières désignées à la JVRN et les valeurs mobilières à la JVAERG.

Le tableau ci-après présente des détails sur la situation des fonds propres réglementaires de la TD.

TABLEAU 25 : STRUCTURE DU CAPITAL ET RATIOS – Bâle III

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Aux</i>		
	31 juillet 2022	31 octobre 2021	31 juillet 2021
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires			
Actions ordinaires majorées du surplus d'apport connexe	23 807 \$	23 086 \$	22 879 \$
Résultats non distribués	69 090	63 944	61 167
Cumul des autres éléments du résultat global	2 359	7 097	9 164
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires avant ajustements réglementaires	95 256	94 127	93 210
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires			
Goodwill (déduction faite du passif d'impôt correspondant)	(16 585)	(16 099)	(16 211)
Immobilisations incorporelles (déduction faite du passif d'impôt correspondant)	(1 976)	(2 006)	(2 022)
Actifs d'impôt différé, sauf s'ils résultent de différences temporaires	(102)	(100)	(122)
Réserve de couverture de flux de trésorerie	1 974	(1 691)	(3 052)
Insuffisance de l'encours des provisions pour pertes attendues	-	-	-
Profits et pertes attribuables à des variations de la juste valeur des passifs financiers dues à l'évolution du risque de crédit propre	(348)	(124)	(90)
Actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies (déduction faite du passif d'impôt correspondant)	(1 504)	(470)	(246)
Actions propres	-	(36)	(2)
Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)	(3 079)	(4 486)	(5 163)
Participations significatives sous forme d'actions ordinaires de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)	-	-	-
Autres déductions et ajustements réglementaires de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires indiqués par le BSIF ¹	339	822	960
Total des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	(21 281)	(24 190)	(25 948)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	73 975	69 937	67 262
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1			
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 admissibles émis directement majorés des primes liées au capital	7 336	5 691	6 697
Instruments de fonds propres émis directement qui seront progressivement éliminés des autres éléments de fonds propres de catégorie 1 ²	s. o.	450	440
Autres éléments de catégorie 1 émis par des filiales et détenus par des tiers	-	-	-
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 avant ajustements réglementaires	7 336	6 141	7 137
Ajustements réglementaires appliqués aux autres éléments de fonds propres de catégorie 1			
Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)	(227)	(12)	(10)
Participations significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles	(350)	(350)	(350)
Total des ajustements réglementaires appliqués aux autres éléments de fonds propres de catégorie 1	(577)	(362)	(360)
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1	6 759	5 779	6 777
Fonds propres de catégorie 1	80 734	75 716	74 039
Fonds propres de catégorie 2 et provisions			
Instruments de fonds propres de catégorie 2 admissibles émis directement majorés des primes liées au capital	11 067	11 030	11 103
Instruments de fonds propres émis directement qui seront progressivement éliminés des fonds propres de catégorie 2 ²	s. o.	120	120
Provisions collectives	1 965	1 665	1 569
Fonds propres de catégorie 2 avant ajustements réglementaires	13 032	12 815	12 792
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2			
Instruments de fonds propres de catégorie 2 détenus en propre	-	(8)	-
Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %) ³	(272)	(308)	(369)
Participations non significatives dans les autres instruments admissibles à la TLAC émis par des BISM et des BISI canadiennes, à hauteur de 10 % au plus des actions ordinaires émises de l'entité : montant anciennement destiné au seuil de 5 %, mais qui ne satisfait plus aux conditions	(152)	(68)	(101)
Participations significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles	(160)	(160)	(160)
Total des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(584)	(544)	(630)
Fonds propres de catégorie 2	12 448	12 271	12 162
Total des fonds propres	93 182 \$	87 987 \$	86 201 \$
Actifs pondérés en fonction des risques	495 706 \$	460 270 \$	465 453 \$
Ratios et multiples de fonds propres⁴			
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	14,9 %	15,2 %	14,5 %
Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	16,3	16,5	15,9
Total des fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	18,8	19,1	18,5
Ratio de levier ⁵	4,3	4,8	4,8

¹ Représentent les dispositions transitoires relatives aux pertes de crédit attendues publiées par le BSIF. Pour des renseignements additionnels, se reporter à la rubrique « Exigences en matière de fonds propres du BSIF en vertu de Bâle III » de la section « Situation des fonds propres » du rapport annuel 2021 de la Banque.

² Ne s'appliquent plus depuis le 1^{er} janvier 2022.

³ Comprennent les autres instruments admissibles à la TLAC émis par des BISM et des BISI canadiennes qui sortent du périmètre de la consolidation réglementaire, à hauteur de 10 % au plus des actions ordinaires émises de l'entité.

⁴ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio de fonds propres de catégorie 1, le ratio du total des fonds propres et le ratio de levier, compte non tenu des dispositions transitoires relatives aux pertes de crédit attendues, sont respectivement de 14,9 %, 16,2 %, 18,8 % et 4,3 %.

⁵ Le ratio de levier correspond au total des fonds propres de catégorie 1 divisé par l'exposition à l'endettement, telle qu'elle est définie dans la rubrique « Fonds propres réglementaires » du présent document.

Au 31 juillet 2022, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1, le ratio du total des fonds propres et le ratio de TLAC fondé sur les risques de la Banque étaient respectivement de 14,9 %, 16,3 %, 18,8 % et 32,0 %. Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de la Banque a diminué par rapport à celui au 31 octobre 2021, en raison de la croissance des actifs pondérés en fonction des risques des secteurs Services bancaires de gros et Services de détail au Canada, des rachats d'actions ordinaires, des pertes latentes sur les valeurs mobilières à la JVAERG, des pertes liées à la réévaluation à la valeur de marché des swaps dont la désignation à titre de relations de comptabilité de couverture a été annulée pour atténuer l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon et de la réduction du facteur scalaire relatif aux dispositions transitoires du BSIF pour le provisionnement des pertes de crédit attendues, qui est passé de 50 % à l'exercice 2021 à 25 % pour l'exercice 2022. La diminution a été contrebalancée en partie par la croissance interne des fonds propres, l'émission d'actions ordinaires aux termes du plan de réinvestissement des dividendes de la Banque et une diminution de la déduction liée au seuil pour les participations non significatives dans des entités financières.

Au 31 juillet 2022, le ratio de levier et le ratio de levier TLAC de la Banque étaient respectivement de 4,3 % et 8,5 %. La diminution du ratio de levier de la Banque par rapport au ratio de 4,8 % au 31 octobre 2021 s'explique essentiellement par la fin le 31 décembre 2021 de l'exclusion des titres émis par des emprunteurs souverains de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier et la croissance interne des leviers, contrebalancées en partie par la croissance interne des fonds propres.

Évolution future des fonds propres réglementaires

L'évolution future des fonds propres réglementaires, en complément aux éléments décrits à la rubrique « Évolution future des fonds propres réglementaires » du rapport annuel 2021 de la Banque, est présentée ci-dessous.

Le 31 janvier 2022, le BSIF a annoncé que ses règles de fonds propres, de levier, de liquidité et de communication de renseignements avaient été révisées à la lumière des réformes de Bâle III afin de les adapter à leur mise en œuvre au Canada. Les révisions de la ligne directrice Exigences de levier comprennent une exigence selon laquelle les BSI doivent maintenir un coussin de ratio de levier de 0,50 % en plus de l'exigence réglementaire minimale de 3,0 %. Aux fins de la surveillance, ce coussin s'appliquera également au ratio de levier de TLAC cible de 6,75 %. Les règles révisées entreront en vigueur au deuxième trimestre de 2023, à l'exception de celles portant sur le risque de marché et le risque du rajustement de la valeur du crédit qui entreront en vigueur en 2024.

Le 28 juin 2022, le BSIF a publié un préavis intitulé *Clarification du régime s'appliquant aux produits de prêts garantis par un bien immobilier innovants en vertu de la ligne directrice B-20*, dont l'application fera en sorte que les prêts hypothécaires qui ne respectent pas les attentes de la ligne directrice B-20 du BSIF seront traités comme des prêts hypothécaires d'investissement aux termes des réformes de Bâle III et assujettis à des facteurs de pondération des risques plus élevés.

TABLEAU 26 : ACTIONS ET AUTRES TITRES¹

(en millions d'actions / de parts et en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2022		31 octobre 2021	
	Nombre d'actions / de parts	Montant	Nombre d'actions / de parts	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 814,3	23 744 \$	1 823,9	23 066 \$
Actions propres – actions ordinaires	(1,2)	(104)	(1,9)	(152)
Total des actions ordinaires	1 813,1	23 640 \$	1 822,0	22 914 \$
Options sur actions				
Droits acquis	4,8		4,4	
Droits non acquis	8,4		7,8	
Actions privilégiées – catégorie A				
Série 1	20,0	500 \$	20,0	500 \$
Série 3	20,0	500	20,0	500
Série 5	20,0	500	20,0	500
Série 7	14,0	350	14,0	350
Série 9	8,0	200	8,0	200
Série 16	14,0	350	14,0	350
Série 18	14,0	350	14,0	350
Série 20	16,0	400	16,0	400
Série 22	14,0	350	14,0	350
Série 24	18,0	450	18,0	450
Série 27 ²	0,8	850	–	–
Série 28 ³	0,8	800	–	–
	159,6	5 600 \$	158,0	3 950 \$
Autres instruments de capitaux propres				
Billets avec remboursement de capital à recours limité – série 1 ⁴	1,8	1 750	1,8	1 750
	161,4	7 350 \$	159,8	5 700 \$
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	(0,2)	(16)	(0,1)	(10)
Total des actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	161,2	7 334 \$	159,7	5 690 \$

Titres de créance émis par Fiducie de capital TD IV :

(en milliers de parts)

Billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 ⁵	–	–	450,0	450
--	---	---	-------	-----

¹ Pour plus de renseignements, y compris les caractéristiques de conversion et d'échange, et les distributions, se reporter à la note 21 des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque.

² Des actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), série 27 (les « actions de série 27 ») ont été émises par la Banque le 4 avril 2022, à un prix de 1 000 \$ l'action, et donnent droit à des dividendes en espèces non cumulatifs semestriels, lorsqu'ils sont déclarés, payables à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale se terminant le 31 octobre 2027. Par la suite, tous les cinq ans, le taux de dividende sera rajusté à un équivalent du rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans alors en vigueur, majoré de 3,317 %. Les actions de série 27 sont rachetables par la Banque, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, au prix de 1 000 \$ l'action pendant la période allant du 1^{er} octobre 2027 au 31 octobre 2027, inclusivement, et pendant la période du 1^{er} octobre au 31 octobre, inclusivement, chaque cinq ans par la suite.

³ Des actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 28 (les « actions de série 28 ») ont été émises par la Banque le 25 juillet 2022, à un prix de 1 000 \$ l'action, et donnent droit à des dividendes en espèces non cumulatifs semestriels, lorsqu'ils sont déclarés, payables à un taux annuel de 7,232 % pour la période initiale se terminant le 31 octobre 2027. Par la suite, tous les cinq ans, le taux de dividende sera rajusté à un équivalent du rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans alors en vigueur, majoré de 4,20 %. Les actions de série 28 sont rachetables par la Banque, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, au prix de 1 000 \$ l'action pendant la période allant du 1^{er} octobre 2027 au 31 octobre 2027, inclusivement, et pendant la période du 1^{er} octobre au 31 octobre, inclusivement, chaque cinq ans par la suite.

⁴ Pour les billets avec remboursement de capital à recours limité (BRCL), le nombre d'actions ou de parts correspond au nombre de billets émis.

⁵ Le 1^{er} novembre 2021, Fiducie de capital TD IV a racheté la totalité des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 en circulation.

DIVIDENDES

Le 24 août 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende de quatre-vingt-neuf cents (89 cents) par action ordinaire entièrement libérée du capital social de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2022. Ce dividende sera payable à compter du 31 octobre 2022 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 7 octobre 2022.

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Banque offre un plan de réinvestissement des dividendes à ses actionnaires ordinaires. La participation à ce plan est facultative et, en vertu des conditions du plan, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires servent à acheter des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises sur le capital autorisé, au cours moyen des cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement des dividendes, moins un escompte variant entre 0 % et 5 %, au gré de la Banque, ou achetées sur le marché libre, au cours du marché. La Banque avait déterminé qu'à compter du dividende approuvé le 25 mai 2022 pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 et jusqu'à nouvel ordre, elle émettra des actions ordinaires sur son capital autorisé et appliquera un escompte de 2 % sur le cours moyen de ces actions ordinaires.

Pour les trois mois clos le 31 juillet 2022, la Banque a émis 7,5 millions d'actions ordinaires sur le capital autorisé à un escompte de 2 %. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque a émis 2,5 millions d'actions ordinaires sur le capital autorisé sans escompte et 7,5 millions d'actions ordinaires à un escompte de 2 %. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021, la Banque a émis respectivement 1,2 million et 3,9 millions d'actions ordinaires sur le capital autorisé sans escompte.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 7 janvier 2022, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto et le BSIF avaient approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque annoncée précédemment visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires.

Parallèlement à l'annonce le 28 février 2022 de l'acquisition de First Horizon par la Banque, le régime d'achat d'actions automatique de la Banque établi pour son offre publique de rachat dans le cours normal des activités a pris fin automatiquement, conformément à ses modalités.

Au cours des six mois clos le 30 avril 2022, la Banque a racheté 21 millions d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, à un prix moyen de 104,50 \$ l'action pour un montant total de 2,2 milliards de dollars, ce qui représente une prime de 1,9 milliard de dollars par rapport au montant du capital social. Aucune action ordinaire n'a été rachetée au cours des trois mois clos le 31 juillet 2022.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FPUNV

Toutes les actions privilégiées de catégorie A comprennent des dispositions relatives aux FPUNV. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, compte non tenu des actions privilégiées de série 26 émises à l'égard des BRCRL, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 1,1 milliard d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était impayé sur ces actions privilégiées au moment de la conversion.

Les BRCRL, en raison du recours qu'ils comportent à l'égard de leurs actions privilégiées de série 26, comprennent des dispositions relatives aux FPUNV. Pour les BRCRL, si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait de 350 millions d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était impayé sur les actions privilégiées de série 26.

Pour les billets et débetures subordonnés admissibles comme FPUNV, si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 3,2 milliards d'actions, en supposant qu'il n'y ait aucun intérêt couru ni impayé sur ces billets et débetures subordonnés.

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

FACTEURS DE RISQUE QUI POURRAIENT AVOIR UNE INCIDENCE SUR LES RÉSULTATS FUTURS

Outre les risques décrits dans la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2021 de la Banque, beaucoup d'autres facteurs de risque, dont bon nombre échappent au contrôle de la Banque et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir, pourraient faire en sorte que les résultats de la Banque diffèrent de façon importante de ses plans, objectifs et estimations, ce qui pourrait nuire à la réputation de la Banque ou compromettre la viabilité de son modèle d'affaires. Tous les énoncés prospectifs, y compris les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport de gestion, sont naturellement assujettis à des risques inhérents et à des incertitudes, de nature générale et spécifique, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Certains de ces facteurs sont présentés dans la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2021 et dans la présente section « Facteurs de risque et gestion des risques » du présent document et d'autres sont cités dans la section « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs » du présent document. Se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2021 pour en savoir plus sur les facteurs de risques qui pourraient avoir une incidence négative sur les résultats financiers et la situation financière de la Banque.

Le facteur de risque suivant s'ajoute au facteur de risque « Incidence des pandémies, y compris de la COVID-19 » décrit dans la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2021.

Incidence des pandémies, y compris de la COVID-19

La pandémie de COVID-19, y compris l'émergence de nouveaux variants qui sont potentiellement plus contagieux ou plus résistants aux vaccins que les variants actuels ou passés de la COVID-19, s'est traduite, et pourrait continuer à se traduire, par une hausse de l'absentéisme au travail et des perturbations pour la Banque et ses fournisseurs et autres tiers sur lesquels elle s'appuie, ce qui pourrait accroître les risques opérationnels et de conformité de la Banque. Une hausse de l'absentéisme et des perturbations pourrait également accroître l'exposition de la Banque aux autres risques décrits dans la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2021, y compris ceux énoncés dans le facteur de risque « Incidence des pandémies, y compris de la COVID-19 ».

Le facteur de risque suivant modifie le facteur de risque « Capacité de recruter des talents, de les former et de les maintenir en poste » décrit dans la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2021.

Capacité de recruter des talents, de les former et de les maintenir en poste

Le rendement futur de la Banque repose sur la disponibilité de gens compétents et sur la capacité de la Banque à recruter, à former et à maintenir en poste les gens de talent clés. La direction de la Banque est consciente que la concurrence pour attirer les gens de talent continue de s'accroître dans l'ensemble des régions, des industries et des nouveaux joueurs dans certains secteurs, comme celui des services financiers. La concurrence s'est intensifiée et devrait continuer à s'intensifier en raison de l'incidence de la COVID-19, y compris des possibilités de télétravail et de l'élimination des frontières géographiques. Cette situation pourrait mener à une hausse de l'attrition à l'échelle des organisations, tout particulièrement dans les fonctions où des compétences professionnelles générales et spécialisées sont nécessaires. Chaque année, la Banque se soumet à un exercice d'évaluation des talents qui permet d'évaluer les besoins essentiels en matière de main-d'œuvre de tous les secteurs d'activité de l'entreprise. Dans le cadre de cet exercice, une évaluation des compétences en leadership, techniques et générales détenues actuellement par les cadres ainsi que des occasions de perfectionnement des gens de talent est réalisée en fonction des besoins à court terme et futurs de l'entreprise. Les conclusions tirées de cet exercice servent à dresser les plans visant à retenir, à perfectionner et à attirer les gens de talent dont les services sont requis, tant pour l'entreprise que pour ses secteurs d'activité. Ces plans sont mis en œuvre en tout temps pendant l'année. Bien que le but des politiques et des pratiques de gestion des ressources de la Banque soit de recruter et de former des gens de talent, et de les maintenir en poste au sein de la Banque ou d'une société acquise par la Banque, la Banque pourrait ne pas y parvenir. La Banque continue de s'appuyer sur son exercice d'évaluation annuelle des talents ainsi que sur ses pratiques courantes de gestion efficace afin d'évaluer de façon proactive le risque lié au recrutement et à la rétention et de l'atténuer, et elle met l'accent sur la communication continue avec les talents afin de répondre adéquatement aux situations au cas par cas.

GESTION DES RISQUES

SOMMAIRE

Faire croître la rentabilité des résultats financiers en comptant sur l'équilibre entre les produits, les charges et la croissance des fonds propres implique de prendre des risques mesurés et de les gérer en tenant compte de l'appétit de la Banque pour le risque. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque qu'elle prend, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans ses entreprises afin d'atteindre ses objectifs stratégiques futurs.

Les entreprises de la Banque et ses activités sont exposées à un grand nombre de risques, recensés et définis dans le cadre de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise. La tolérance de la Banque à ces risques est définie dans la prise de position sur l'« Appétit pour le risque de l'entreprise », élaborée dans un cadre global qui tient compte du contexte d'exploitation actuel de la Banque et de l'incidence que les risques émergents auront sur la stratégie et le profil de risque de

la TD. L'appétit pour le risque de la Banque établit qu'elle prend les risques requis pour bâtir son entreprise, mais seulement si ces risques : 1) s'inscrivent dans la stratégie d'affaires et peuvent être compris et gérés; 2) n'exposent l'entreprise à aucune perte individuelle importante; ne mettent pas la TD en péril pour une acquisition, une entreprise ou un produit; et 3) ne risquent pas de porter atteinte à la marque TD. Il incombe à chaque entreprise d'établir sa propre capacité de risque et de l'aligner sur celle de la Banque, selon un examen approfondi des risques spécifiques auxquels elle est exposée.

La Banque juge qu'il est d'importance critique d'évaluer à intervalles réguliers le contexte dans lequel elle mène ses activités et de cerner les principaux risques et les risques émergents. Ces risques se définissent comme ceux qui pourraient avoir une incidence importante sur la Banque et sur lesquels les principaux responsables de la gestion du risque s'attendent du fait de l'ampleur possible ou du caractère immédiat de leur incidence.

Ces risques sont cernés par les principaux responsables de la gestion du risque qui en discutent et prennent des mesures à leur égard, en plus d'en faire rapport chaque trimestre au comité du risque. Des plans visant à atténuer les principaux risques et les risques émergents sont préparés, suivis et ajustés au besoin.

La structure de gouvernance et l'approche de la Banque pour la gestion des risques sont demeurées en grande partie identiques à celles décrites dans le rapport annuel 2021 de la Banque. Pour des renseignements additionnels sur les facteurs de risque, consulter la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du présent document et du rapport de gestion de 2021. Pour des renseignements complets sur la structure de gouvernance et sur l'approche pour la gestion des risques, se reporter à la section « Gestion des risques » du rapport annuel 2021 de la Banque.

Les sections ombragées du présent rapport de gestion présentent une analyse portant sur le risque de marché et le risque de liquidité et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires pour la période close le 31 juillet 2022.

RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition brute au risque de crédit, aussi appelée exposition en cas de défaillance (ECD), est le montant total auquel la Banque est exposée à la date de la défaillance d'un prêt et qui est évalué sans tenir compte des provisions relatives à une contrepartie particulière ou des radiations. Une exposition brute au risque de crédit ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit et englobe l'ensemble des expositions, qu'elles soient au bilan ou hors bilan. Les expositions au bilan comprennent principalement l'encours des prêts, les acceptations, les titres détenus à des fins autres que de transaction, les dérivés et certaines autres transactions assimilables aux prises en pension. Les expositions hors bilan consistent essentiellement en des montants sur les engagements non utilisés, des cautionnements et certaines autres transactions assimilables aux prises en pension.

Les expositions brutes au risque de crédit pour les deux approches que la Banque utilise pour mesurer le risque de crédit se présentent comme suit :

TABLEAU 27 : EXPOSITIONS BRUTES AU RISQUE DE CRÉDIT – Approches standard et fondées sur les notations internes avancées (NI avancée)¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022			31 octobre 2021		
	Standard	NI avancée	Total	Standard	NI avancée	Total
Expositions de détail						
Expositions garanties par l'immobilier résidentiel	4 751 \$	468 178 \$	472 929 \$	4 323 \$	433 144 \$	437 467 \$
Expositions aux produits de détail renouvelables admissibles	–	163 485	163 485	–	151 006	151 006
Autres expositions de détail	3 184	90 030	93 214	3 368	88 894	92 262
Total – Expositions de détail	7 935	721 693	729 628	7 691	673 044	680 735
Expositions autres que de détail						
Entreprises	2 554	650 762	653 316	6 066	625 640	631 706
Emprunteurs souverains	1	487 282	487 283	1	470 671	470 672
Banques	599	151 683	152 282	519	136 004	136 523
Total – Expositions autres que de détail	3 154	1 289 727	1 292 881	6 586	1 232 315	1 238 901
Expositions brutes au risque de crédit	11 089 \$	2 011 420 \$	2 022 509 \$	14 277 \$	1 905 359 \$	1 919 636 \$

¹ Les expositions brutes au risque de crédit représentent l'ECD et ne tiennent pas compte de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Ce tableau ne tient compte ni des titrisations, ni des titres de capitaux propres, ni de certains autres actifs pondérés en fonction des risques de crédit.

RISQUE DE MARCHÉ

Les fonds propres exposés au risque de marché sont calculés selon les modèles internes et comprennent trois composantes : 1) la valeur à risque (VaR); 2) la VaR en contexte de crise; et 3) les exigences supplémentaires liées au risque (IRC). En outre, la Banque calcule les fonds propres exposés au risque de marché au moyen de l'approche standard pour un nombre limité de portefeuilles.

Liens entre le risque de marché et le bilan

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des actifs et des passifs au bilan entre ceux qui sont exposés aux risques de marché de négociation et ceux qui sont exposés aux risques de marché autre que de négociation. Le risque de marché touchant les actifs et les passifs inclus dans le calcul de la VaR et d'autres mesures employées aux fins des fonds propres exposés au risque de marché réglementaire est classé comme risque de marché de négociation.

TABLEAU 28 : LIENS ENTRE LE RISQUE DE MARCHÉ ET LE BILAN

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				31 octobre 2021				Aux
	Bilan	Risque de marché de négociation	Risque de marché autre que de négociation	Autres	Bilan	Risque de marché de négociation	Risque de marché autre que de négociation	Autres	
Actifs exposés au risque de marché									
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	131 325 \$	335 \$	130 990 \$	– \$	159 962 \$	423 \$	159 539 \$	– \$	Risque de taux d'intérêt
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	148 133	141 919	6 214	–	147 590	138 701	8 889	–	Risque de taux d'intérêt
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	11 426	–	11 426	–	9 390	–	9 390	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Dérivés	75 883	73 108	2 775	–	54 427	52 352	2 075	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	4 755	–	4 755	–	4 564	–	4 564	–	Risque de taux d'intérêt
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	71 240	–	71 240	–	79 066	–	79 066	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	330 086	–	330 086	–	268 939	–	268 939	–	Risque de change, risque de taux d'intérêt
Valeurs mobilières prises en pension	161 275	8 448	152 827	–	167 284	7 992	159 292	–	Risque de taux d'intérêt
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	790 845	–	790 845	–	722 622	–	722 622	–	Risque de taux d'intérêt
Engagements de clients au titre d'acceptations	20 136	–	20 136	–	18 448	–	18 448	–	Risque de taux d'intérêt
Participation dans Schwab	9 504	–	9 504	–	11 112	–	11 112	–	Risque actions
Autres actifs ¹	3 991	–	3 991	–	2 677	–	2 677	–	Risque de taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché	82 212	–	–	82 212	82 591	–	–	82 591	
Total de l'actif	1 840 811	223 810	1 534 789	82 212	1 728 672	199 468	1 446 613	82 591	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts détenus à des fins de transaction	18 604	17 617	987	–	22 891	22 731	160	–	Risque actions, risque de taux d'intérêt
Dérivés	72 960	66 782	6 178	–	57 122	51 817	5 305	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Passifs de titrisation à la juste valeur	12 671	12 671	–	–	13 505	13 505	–	–	Risque de taux d'intérêt
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	139 805	4	139 801	–	113 988	7	113 981	–	Risque de taux d'intérêt
Dépôts	1 201 736	–	1 201 736	–	1 125 125	–	1 125 125	–	Risque de taux d'intérêt, risque de change
Acceptations	20 136	–	20 136	–	18 448	–	18 448	–	Risque de taux d'intérêt
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	50 068	48 029	2 039	–	42 384	41 242	1 142	–	Risque de taux d'intérêt
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	126 946	6 949	119 997	–	144 097	5 126	138 971	–	Risque de taux d'intérêt
Passifs de titrisation au coût amorti	15 228	–	15 228	–	15 262	–	15 262	–	Risque de taux d'intérêt
Billets et débentures subordonnés	11 266	–	11 266	–	11 230	–	11 230	–	Risque de taux d'intérêt
Autres passifs ¹	19 765	–	19 765	–	16 144	–	16 144	–	Risque actions, risque de taux d'intérêt
Passifs et capitaux propres non exposés au risque de marché	151 626	–	–	151 626	148 476	–	–	148 476	
Total du passif et des capitaux propres	1 840 811 \$	152 052 \$	1 537 133 \$	151 626 \$	1 728 672 \$	134 428 \$	1 445 768 \$	148 476 \$	

¹ Se rapportent aux prestations de retraite, aux assurances et aux passifs liés aux entités structurées.

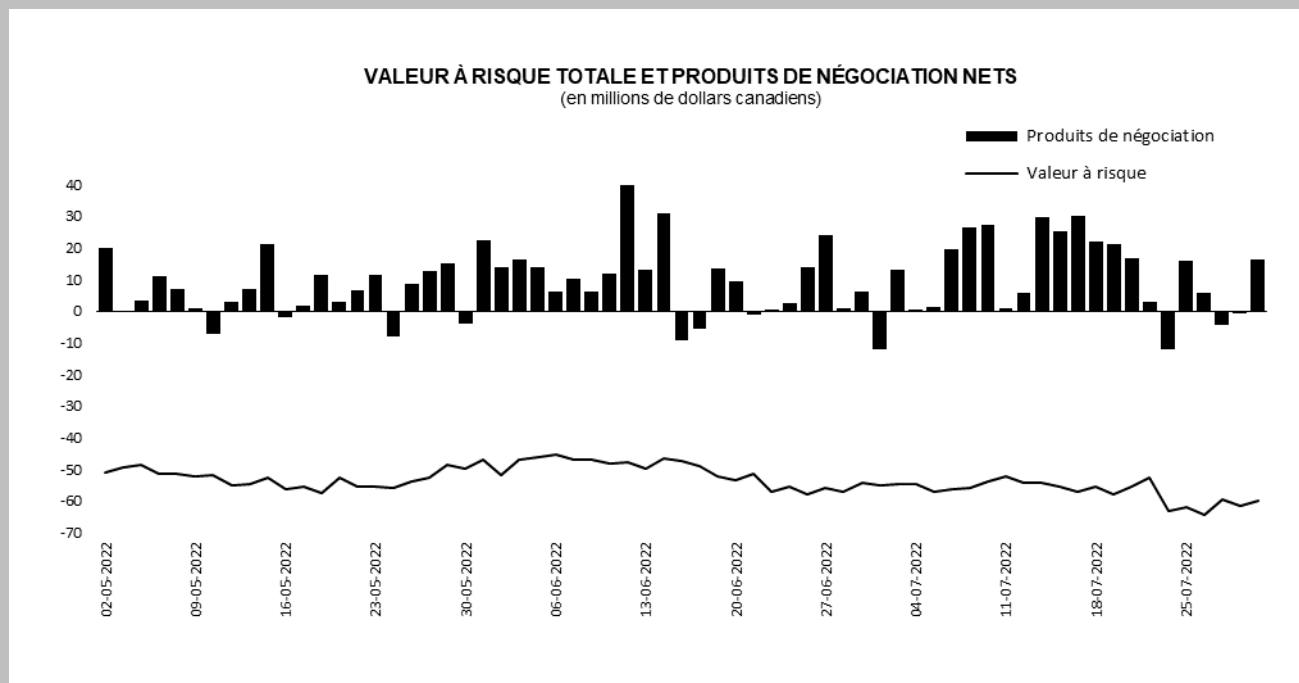
Calcul de la VaR

La Banque calcule la VaR quotidiennement en combinant le risque de marché général et le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance qui est associé aux positions de négociation de la Banque.

Le risque de marché général est établi en créant une distribution des variations possibles de la valeur de marché du portefeuille courant au moyen d'une simulation historique. La Banque évalue le portefeuille courant au moyen des variations des cours et des taux des 259 derniers jours de Bourse pour les produits sur titres de capitaux propres, de taux d'intérêt, de change, de crédit et sur marchandises. Le risque de marché général est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus d'un jour de Bourse sur 100. Le risque de marché général est calculé sur une période de détention de un jour prolongée jusqu'à dix jours aux fins du calcul des fonds propres réglementaires.

Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance mesure le risque idiosyncrasique d'écart de taux de crédit (lié à une seule institution) pour les expositions au crédit du portefeuille de négociation au moyen d'une simulation de Monte-Carlo. Le modèle de risque idiosyncrasique propre à des titres de créance repose sur le comportement historique des écarts de crédit idiosyncrasique sur cinq ans. Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance, tout comme le risque de marché général, est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus d'un jour de Bourse sur 100. Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance est calculé sur une période de détention de dix jours.

Le graphique ci-après présente, à une date particulière, l'utilisation de la VaR quotidienne et les produits de négociation nets, présentés en équivalence fiscale, dans le secteur Services bancaires de gros. Les produits de négociation nets comprennent les produits de négociation et les produits d'intérêts nets liés aux positions des portefeuilles de négociation de la Banque utilisés pour la gestion des fonds propres exposés au risque de marché. Le trimestre clos le 31 juillet 2022 a compté 11 jours de pertes de négociation et les produits de négociation nets ont été positifs pendant 83 % des jours de Bourse, ce qui reflète une activité de négociation normale. Au cours du trimestre, les pertes pour un jour de Bourse donnés n'ont jamais dépassé la VaR.



La VaR constitue une mesure utile, mais elle devrait être utilisée en tenant compte de certaines limites, notamment :

- la VaR recourt à des données historiques pour prédire des événements futurs, ce qui limite sa capacité d'effectuer des prévisions;
- elle ne donne pas d'information sur les pertes au-delà du niveau de confiance choisi;
- elle suppose que toutes les positions peuvent être liquidées au cours de la période de détention ayant servi pour calculer le montant de la VaR.

La Banque améliore sans cesse ses méthodes pour calculer la VaR et elle prévoit de nouvelles mesures du risque qui sont conformes aux habitudes du marché, aux meilleures pratiques de l'industrie et aux exigences réglementaires.

Afin de réduire quelques-unes des faiblesses de la VaR, la Banque se sert de paramètres additionnels conçus expressément pour la gestion des risques et pour les fonds propres. Ces paramètres comprennent la VaR en contexte de crise, les IRC, le cadre de simulation de crise, ainsi que des limites fondées sur la sensibilité de divers facteurs de risque de marché.

Calcul de la VaR en contexte de crise

Outre la VaR, la Banque calcule aussi la VaR en contexte de crise, laquelle comprend le risque de marché général en contexte de crise et le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance en contexte de crise. La VaR en contexte de crise mesure l'incidence négative que d'éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période donnée de tensions sur les marchés. La VaR en contexte de crise est calculée au moyen de techniques et d'hypothèses semblables à celles utilisées pour la VaR liée au risque de marché général en contexte de crise et au risque idiosyncrasique propre à des titres de créance en contexte de crise. Toutefois, au lieu d'utiliser les 259 derniers jours de Bourse (une année), la Banque choisit une année où des tensions se sont exercées sur les marchés. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, la VaR en contexte de crise a été calculée au moyen d'une période de un an qui inclut la crise financière de 2008. La période de un an historique appropriée pour utiliser la VaR en contexte de crise est établie chaque trimestre. La VaR en contexte de crise fait partie des exigences de fonds propres réglementaires.

Calcul des exigences supplémentaires liées au risque (IRC)

Les IRC sont appliquées à tous les instruments du portefeuille de négociation assujettis au risque de migration et de défaillance. Le risque de migration représente le risque que des modifications soient apportées aux notations de crédit des expositions de la Banque. La TD applique une simulation de Monte-Carlo sur un horizon de un an et un niveau de confiance de 99,9 % pour calculer les IRC, ce qui est conforme aux exigences réglementaires. Les IRC sont fondées sur l'hypothèse d'un « niveau de risque constant », qui oblige les banques à attribuer un horizon de liquidité aux positions qui sont assujetties à ces exigences. Les IRC font partie des exigences de fonds propres réglementaires.

Le tableau qui suit présente les mesures du portefeuille de la TD à la date de clôture du trimestre, la moyenne de la période et les extrêmes (haut et bas).

TABLEAU 29 : MESURES DU RISQUE DE MARCHÉ DU PORTEFEUILLE

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	Clôture	Moyenne	Haut	Bas	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Risque de taux d'intérêt	29,9 \$	21,5 \$	35,2 \$	12,3 \$	22,5 \$	12,5 \$	20,5 \$	17,4 \$
Risque d'écart de taux	27,4	29,6	38,4	22,0	20,0	8,2	20,6	17,3
Risque actions	11,6	15,6	24,3	11,1	13,8	9,0	13,5	9,8
Risque de change	2,7	3,0	5,4	1,3	1,4	1,4	1,9	2,1
Risque sur marchandises	6,9	6,0	8,8	4,1	4,5	3,5	5,1	4,9
Risque idiosyncrasique propre à des titres de créance	50,4	45,0	56,7	35,5	31,1	24,4	32,9	28,8
Effet de diversification ¹	(69,0)	(67,4)	négl. ²	négl.	(54,9)	(30,2)	(54,4)	(48,0)
Valeur à risque totale (une journée)	59,9	53,3	64,2	45,0	38,4	28,8	40,1	32,3
Valeur à risque en contexte de crise (une journée)	79,6	82,7	90,1	72,7	81,1	38,4	77,7	35,6
Exigences de fonds propres supplémentaires liées au risque (une année)	222,9 \$	240,3 \$	310,9 \$	190,9 \$	289,3 \$	339,3 \$	285,3 \$	353,0 \$

¹ La VaR globale est moins élevée que la somme de la VaR des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par la diversification des portefeuilles.

² Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risque.

La VaR moyenne a augmenté par rapport à celle du trimestre précédent et à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de l'élargissement des écarts de taux, de la volatilité des marchés ainsi que des variations des positions dans des obligations. La VaR moyenne en contexte de crise a augmenté par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de l'élargissement des écarts de taux ainsi que des variations des positions dans des obligations.

Les IRC moyennes ont diminué par rapport à celles du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'exercice précédent du fait des variations des positions dans des obligations dans certains secteurs.

Validation du modèle de la VaR

La Banque utilise un test de validité rétroactif pour comparer les profits et les pertes réels et théoriques à la VaR afin de s'assurer qu'ils correspondent aux résultats statistiques du modèle de la VaR. Les profits et pertes théoriques sont générés par les mouvements de prix quotidiens en supposant que la composition du portefeuille ne change pas. La validation du modèle fondé sur les IRC doit suivre une approche différente étant donné qu'un horizon de un an et un niveau de confiance de 99,9 % rendent impossible l'utilisation de contrôles prudentiels *ex post* standard. En lieu et place, les paramètres clés du modèle fondé sur les IRC, comme les matrices de transition et de corrélation, sont soumis à une validation indépendante à l'aide de certains points de référence par rapport aux résultats d'études externes ou par une analyse à partir de données internes ou externes.

Risque de taux d'intérêt (autre que de négociation) structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel de la Banque découle des activités traditionnelles des services bancaires personnels et commerciaux et est en général le résultat de l'asymétrie entre les dates d'échéance et les dates de révision des taux des actifs et des passifs de la Banque. La mesure du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire n'inclut pas les expositions des Services bancaires de gros ni celles des activités d'assurance de la TD.

Les principales mesures utilisées pour évaluer ce risque sont la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et la sensibilité des produits d'intérêts nets.

La sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires permet de mesurer l'incidence d'un choc donné des taux d'intérêt sur la variation de la valeur actualisée nette des actifs, des passifs et de certains éléments hors bilan du portefeuille bancaire de la Banque. Elle reflète la mesure de l'incidence possible de la valeur actualisée sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires en l'absence d'un profil d'échéances présumé pour la gestion des capitaux propres de la Banque et ne tient pas compte des marges sur les produits.

La sensibilité des produits d'intérêts nets permet de mesurer la variation des produits d'intérêts nets sur une période de douze mois pour une variation donnée des taux d'intérêt à l'égard des actifs, des passifs et de certains autres éléments hors bilan du portefeuille bancaire en supposant un bilan stable au cours de la période.

La politique sur le risque de marché de la Banque établit les limites globales pour les mesures du risque de taux d'intérêt structurel. Ces limites sont revues à intervalles réguliers et approuvées par le comité du risque. Outre ces limites imposées par le conseil d'administration, le groupe Gestion du risque fixe des limites de risque au niveau des portefeuilles pour la gestion du risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation de la Banque. Les expositions par rapport à ces limites font l'objet de contrôles réguliers qui sont consignés, et tout dépassement de ces limites, le cas échéant, est signalé au comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres et au comité du risque.

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt sur les mesures de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de la sensibilité des produits d'intérêts nets. Les taux plancher sont appliqués par devise à la diminution des taux de sorte que les taux utilisés n'excèdent pas les limites inférieures attendues, le plancher des devises les plus importantes étant fixé à -25 pdb.

TABLEAU 30 : SENSIBILITÉ AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL – MESURES

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022			30 avril 2022			31 octobre 2021			Aux
	Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires			Sensibilité des produits d'intérêts nets ^{1,2}			Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires			Sensibilité des produits d'intérêts nets ¹
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total	Total	Total	Total	Total
Incidence avant impôt d'une :										
Augmentation de 100 pdb des taux	(116) \$	(1 213) \$	(1 329) \$	702 \$	589 \$	1 291 \$	(1 293) \$	1 545 \$	(1 368) \$	1 857 \$
Diminution de 100 pdb des taux	(8)	1 148	1 140	(765)	(666)	(1 431)	1 149	(1 574)	338	(1 101)

¹ Représente l'exposition des produits d'intérêts nets au cours des douze mois suivant un choc immédiat et soutenu des taux d'intérêt.

² Les résultats tiennent compte des swaps de taux d'intérêt dont la désignation à titre de relations de comptabilité de couverture a été annulée pour atténuer l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition de First Horizon. L'inclusion de ces swaps n'a aucune incidence sur les résultats d'un trimestre à l'autre puisque ces couvertures existaient déjà et couvraient économiquement le risque de marché lié aux activités autres que de négociation de la Banque, par conséquent, leur inclusion dans ces mesures est maintenue.

Au 31 juillet 2022, une augmentation immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait eu une incidence négative de 1 329 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque, soit une augmentation de 36 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent, et une incidence positive de 1 291 millions de dollars sur les produits d'intérêts nets de la Banque, soit une diminution de 254 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. Une diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait eu une incidence positive de 1 140 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque, soit une diminution de 9 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent, et une incidence négative de 1 431 millions de dollars sur les produits d'intérêts nets de la Banque, soit une diminution de 143 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. L'augmentation d'un trimestre à l'autre du choc à la hausse de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires est principalement attribuable à une faible hausse de la sensibilité aux taux au Canada. La diminution d'un trimestre à l'autre du choc à la baisse de la sensibilité des produits d'intérêts nets est surtout attribuable à la hausse des coefficients bêta des dépôts et aux changements de la composition des dépôts, contrebalancés en partie par une augmentation du choc réel étant donné la hausse des taux et du plancher fixé à -25 pdb.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer de suffisamment de trésorerie ou de sûretés pour faire face aux obligations financières et de ne pas être en mesure de mobiliser des fonds ou de monétiser des actifs à des prix raisonnables en temps opportun. Les obligations financières peuvent découler de la sortie de dépôts, de l'échéance d'une dette, des engagements à accorder un crédit ou à fournir un concours de trésorerie ou de l'obligation de fournir des sûretés additionnelles en garantie.

APPÉTIT POUR LE RISQUE DE LIQUIDITÉ DE LA TD

La Banque maintient une approche prudente et disciplinée de gestion de son exposition éventuelle au risque de liquidité. La Banque cible un horizon de survie de 90 jours dans des conditions de stress combiné propres aux banques et à l'échelle du marché, et des réserves minimales selon les exigences réglementaires prescrites par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. D'après cette norme, les banques canadiennes doivent maintenir un ratio de liquidité à court terme (LCR) d'au moins 100 % sauf en période de tensions financières et doivent maintenir un ratio de liquidité à long terme (NSFR) d'au moins 100 %. Le programme de financement de la Banque privilégie les dépôts comme principale source de financement tout en offrant la possibilité d'accéder rapidement aux diverses modalités et devises et divers types de financement des marchés du financement de gros, soit une approche conçue de façon à assurer une exposition faible à toute contraction soudaine de la capacité de financement de gros et à réduire les écarts structurels de liquidité. En outre, la Banque maintient un plan de financement d'urgence afin d'être fin prête à la reprise par suite d'une éventuelle crise de liquidité. Les stratégies et les mesures de la Banque comprennent un programme de gestion du risque de liquidité intégré, conçu de façon à assurer une exposition faible au risque de liquidité et la conformité aux exigences réglementaires.

RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres surveille le programme de gestion du risque de liquidité de la Banque. Ce programme veille à ce que des structures et des pratiques de gestion efficace soient en place pour mesurer et gérer adéquatement le risque de liquidité. Le Forum général sur les liquidités, un sous-comité du comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres, comprend des cadres supérieurs des groupes Gestion de la trésorerie et du bilan, Gestion du risque ainsi que du secteur Services bancaires de gros, et relève et surveille les risques de liquidité de la Banque. La gestion du risque de liquidité incombe au membre de l'EHD responsable de Gestion de la trésorerie et du bilan, alors que la surveillance et la remise en question sont assurées par le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres et, de manière indépendante, par Gestion du risque. Le comité du risque revoit régulièrement la situation de trésorerie de la Banque et approuve semestriellement le cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque et annuellement les politiques connexes.

La Banque a établi TD Group US Holding LLC (TDGUS) en tant que société de portefeuille intermédiaire de la TD aux États-Unis ainsi qu'une unité d'exploitation combinée aux États-Unis (CUSO) qui comprend la société de portefeuille intermédiaire et le réseau des succursales et d'agences de la TD aux États-Unis. TDGUS et la CUSO sont toutes deux soumises aux exigences de liquidité imposées par les nouvelles normes prudentielles américaines, en plus d'être soumises au cadre de gestion de la liquidité de la TD.

L'appétit pour le risque de liquidité et l'approche de la Banque pour la gestion du risque de liquidité sont demeurés en grande partie identiques à ceux décrits dans le rapport annuel 2021 de la Banque. Pour des renseignements complets sur le risque de liquidité, se reporter à la rubrique « Risque de liquidité » du rapport annuel 2021 de la Banque.

Actifs liquides

Les actifs liquides non grevés que la Banque détient pour répondre à ses obligations en matière de liquidité doivent être des titres de haute qualité que la Banque croit être rapidement convertissables en liquidités en contexte de crise, moyennant une perte minimale de la valeur marchande. La valeur de liquidité des actifs liquides non grevés tient compte de la capacité d'absorption du marché, des délais de règlement et d'autres restrictions connues qui limitent la vente des actifs ou leur cession en garantie possible. Dans l'ensemble, la Banque ne s'attend qu'à un rajustement à la baisse modeste des valeurs de marché compte tenu de la qualité élevée du crédit et de la liquidité démontrée de son portefeuille d'actifs liquides sous-jacent.

Les actifs détenus par la Banque pour répondre à ses obligations en matière de liquidité sont présentés dans les tableaux ci-après. Les tableaux excluent les actifs détenus par les activités d'assurance de la Banque puisqu'ils servent de soutien aux passifs propres aux assurances et aux exigences de fonds propres.

TABLEAU 31 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES PAR TYPE ET PAR MONNAIE^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Actifs liquides détenus par la Banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés	Total des actifs liquides	% du total	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
31 juillet 2022						
Trésorerie et réserves des banques centrales	45 458 \$	– \$	45 458 \$	5 %	583 \$	44 875 \$
Obligations du gouvernement du Canada	23 907	78 952	102 859	12	64 016	38 843
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	24 860	75	24 935	3	1 064	23 871
Obligations de gouvernements provinciaux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³	38 205	26 300	64 505	7	36 509	27 996
Obligations de sociétés émettrices	8 867	4 832	13 699	2	3 297	10 402
Actions	13 418	3 802	17 220	2	10 936	6 284
Total (libellé en dollars canadiens)	154 715	113 961	268 676	31	116 405	152 271
Trésorerie et réserves des banques centrales	81 299	–	81 299	9	1 328	79 971
Obligations du gouvernement des États-Unis	89 546	51 432	140 978	16	44 356	96 622
Obligations d'agences fédérales des États-Unis, y compris leurs obligations adossées à des créances hypothécaires	87 636	6 029	93 665	11	18 629	75 036
Obligations d'autres entités souveraines, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³	64 313	61 939	126 252	15	56 991	69 261
Obligations de sociétés émettrices	95 205	4 027	99 232	11	11 291	87 941
Actions	29 475	30 582	60 057	7	38 294	21 763
Total (non libellé en dollars canadiens)	447 474	154 009	601 483	69	170 889	430 594
Total	602 189 \$	267 970 \$	870 159 \$	100 %	287 294 \$	582 865 \$
31 octobre 2021						
Trésorerie et réserves des banques centrales	70 271 \$	– \$	70 271 \$	8 %	798 \$	69 473 \$
Obligations du gouvernement du Canada	26 176	92 825	119 001	14	83 456	35 545
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	23 615	2	23 617	3	1 104	22 513
Obligations de gouvernements provinciaux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³	30 213	24 808	55 021	6	37 142	17 879
Obligations de sociétés émettrices	9 062	3 775	12 837	1	2 542	10 295
Actions	14 558	3 589	18 147	2	9 110	9 037
Total (libellé en dollars canadiens)	173 895	124 999	298 894	34	134 152	164 742
Trésorerie et réserves des banques centrales	84 956	–	84 956	10	120	84 836
Obligations du gouvernement des États-Unis	83 386	44 924	128 310	15	34 903	93 407
Obligations d'agences fédérales des États-Unis, y compris leurs obligations adossées à des créances hypothécaires	74 898	5 082	79 980	9	18 949	61 031
Obligations d'autres entités souveraines, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³	63 400	60 623	124 023	14	57 530	66 493
Obligations de sociétés émettrices	79 108	3 143	82 251	9	10 268	71 983
Actions	41 961	33 280	75 241	9	38 077	37 164
Total (non libellé en dollars canadiens)	427 709	147 052	574 761	66	159 847	414 914
Total	601 604 \$	272 051 \$	873 655 \$	100 %	293 999 \$	579 656 \$

¹ Les actifs liquides comprennent des sûretés reçues pouvant faire l'objet d'un nouveau prêt hypothécaire ou être autrement redistribuées.

² Les positions présentées comprennent les valeurs brutes des actifs ayant trait aux cessions temporaires de titres.

³ Comprendent les titres de créance émis ou garantis par ces entités.

Les actifs liquides non grevés détenus par La Banque Toronto-Dominion et diverses filiales canadiennes et étrangères (à l'exclusion des filiales d'assurance) et par les succursales à l'étranger sont résumés dans le tableau suivant.

TABLEAU 32 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES NON GREVÉS PAR LA BANQUE, LES FILIALES ET LES SUCCURSALES

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
La Banque Toronto-Dominion (société mère)	185 914 \$	204 543 \$
Filiales bancaires	354 808	360 569
Succursales à l'étranger	42 143	14 544
Total	582 865 \$	579 656 \$

La moyenne mensuelle des actifs liquides (compte non tenu de ceux détenus par les filiales d'assurances) de la Banque pour les trimestres clos les 31 juillet 2022 et 30 avril 2022 est présentée dans le tableau ci-après.

TABLEAU 33 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES MOYENS PAR TYPE ET PAR MONNAIE^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Moyenne pour les trois mois clos les</i>					
	Actifs liquides détenus par la Banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés	Total des actifs liquides	% du total	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
						31 juillet 2022
Trésorerie et réserves des banques centrales	46 204 \$	– \$	46 204 \$	5 %	621 \$	45 583 \$
Obligations du gouvernement du Canada	21 824	84 470	106 294	12	69 593	36 701
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	24 638	50	24 688	3	1 059	23 629
Obligations de gouvernements provinciaux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³	37 494	25 411	62 905	7	31 834	31 071
Obligations de sociétés émettrices	9 411	4 487	13 898	2	3 074	10 824
Actions	13 193	2 852	16 045	2	9 553	6 492
Total (libellé en dollars canadiens)	152 764	117 270	270 034	31	115 734	154 300
Trésorerie et réserves des banques centrales	75 664	–	75 664	9	1 500	74 164
Obligations du gouvernement des États-Unis	91 747	47 941	139 688	16	41 975	97 713
Obligations d'agences fédérales des États-Unis, y compris leurs obligations adossées à des créances hypothécaires	85 618	5 857	91 475	11	18 475	73 000
Obligations d'autres entités souveraines, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³	63 545	60 961	124 506	15	55 673	68 833
Obligations de sociétés émettrices	93 890	3 847	97 737	11	11 147	86 590
Actions	30 798	32 396	63 194	7	39 815	23 379
Total (non libellé en dollars canadiens)	441 262	151 002	592 264	69	168 585	423 679
Total	594 026 \$	268 272 \$	862 298 \$	100 %	284 319 \$	577 979 \$
						30 avril 2022
Trésorerie et réserves des banques centrales	58 086 \$	– \$	58 086 \$	6 %	563 \$	57 523 \$
Obligations du gouvernement du Canada	14 174	95 358	109 532	12	78 597	30 935
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	24 196	3	24 199	3	1 103	23 096
Obligations de gouvernements provinciaux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³	35 386	25 232	60 618	7	36 138	24 480
Obligations de sociétés émettrices	9 690	3 804	13 494	2	2 981	10 513
Actions	14 242	3 601	17 843	2	8 819	9 024
Total (libellé en dollars canadiens)	155 774	127 998	283 772	32	128 201	155 571
Trésorerie et réserves des banques centrales	77 474	–	77 474	9	1 328	76 146
Obligations du gouvernement des États-Unis	95 044	48 620	143 664	16	46 215	97 449
Obligations d'agences fédérales des États-Unis, y compris leurs obligations adossées à des créances hypothécaires	79 268	5 473	84 741	10	17 727	67 014
Obligations d'autres entités souveraines, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ³	62 849	64 713	127 562	15	60 748	66 814
Obligations de sociétés émettrices	86 833	3 255	90 088	10	10 196	79 892
Actions	34 765	35 118	69 883	8	39 830	30 053
Total (non libellé en dollars canadiens)	436 233	157 179	593 412	68	176 044	417 368
Total	592 007 \$	285 177 \$	877 184 \$	100 %	304 245 \$	572 939 \$

¹ Les actifs liquides comprennent des sûretés reçues pouvant faire l'objet d'un nouveau prêt hypothécaire ou être autrement redistribués.

² Les positions présentées comprennent les valeurs brutes des actifs ayant trait aux cessions temporaires de titres.

³ Comprendent les titres de créance émis ou garantis par ces entités.

La moyenne des actifs liquides non grevés détenus par La Banque Toronto-Dominion et diverses filiales canadiennes et étrangères (à l'exclusion des filiales d'assurances) et par les succursales à l'étranger est présentée dans le tableau suivant :

TABLEAU 34 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES MOYENS NON GREVÉS PAR LA BANQUE, LES FILIALES ET LES SUCCURSALES

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Moyenne pour les trois mois clos les</i>	
	31 juillet 2022	30 avril 2022
La Banque Toronto-Dominion (société mère)	187 064 \$	186 073 \$
Filiales bancaires	356 712	363 494
Succursales à l'étranger	34 203	23 372
Total	577 979 \$	572 939 \$

GRÈVEMENT D'ACTIFS

Dans le cadre des activités courantes de la Banque, des actifs sont donnés en garantie afin d'obtenir du financement, soutenir les activités de négociation et de courtage et participer à des systèmes de compensation et de règlement. Un sommaire des actifs grevés et non grevés (compte non tenu des actifs détenus par des filiales d'assurances) figure dans le tableau ci-dessous pour indiquer les actifs utilisés ou disponibles à des fins de financement éventuel.

TABLEAU 35 : ACTIFS GREVÉS ET ACTIFS NON GREVÉS

(en millions de dollars canadiens)

	Total de l'actif				Grevés ¹		Aux Non grevés
	Actifs détenus par la Banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés ²	Total de l'actif	Donnés en garantie ³	Autres ⁴	Disponibles comme garantie ⁵	Autres ⁶ 31 juillet 2022
Trésorerie et montants à recevoir de banques	5 674 \$	-	5 674 \$	-	-	-	5 674 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	131 325	-	131 325	8 542	146	121 062	1 575
Valeurs mobilières, prêts détenus à des fins de transaction et autres ⁷	565 640	380 031	945 671	367 904	11 787	533 549	32 431
Dérivés	75 883	-	75 883	-	-	-	75 883
Valeurs mobilières prises en pension ⁸	161 275	(161 275)	-	-	-	-	-
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts ⁹	790 845	(15 325)	775 520	38 851	51 738	54 934	629 997
Engagements de clients au titre d'acceptations	20 136	-	20 136	-	-	-	20 136
Autres actifs ¹⁰	90 033	-	90 033	590	-	-	89 443
Total de l'actif	1 840 811 \$	203 431 \$	2 044 242 \$	415 887 \$	63 671 \$	709 545 \$	855 139 \$
							31 octobre 2021
Total de l'actif	1 728 672 \$	170 253 \$	1 898 925 \$	400 502 \$	56 069 \$	681 236 \$	761 118 \$

¹ Le grèvement d'actifs a été analysé pour chaque actif pris isolément. Lorsqu'un actif en particulier est grevé et que la TD présente cet actif au bilan et hors bilan, aux fins de la présentation de cette information, l'actif présenté au bilan et hors bilan est classé comme grevé conformément à la pratique courante.

² Actifs obtenus à titre de sûretés dans le cadre de transactions hors bilan, comme des prises en pension, des emprunts de valeurs mobilières, des prêts sur marge et d'autres activités de la clientèle.

³ Représentent les prêts détenus à l'externe pour soutenir les opérations quotidiennes de la Banque, y compris les cessions temporaires de titres, la compensation et les paiements, et les transactions sur dérivés. Incluent également les actifs qui ont été affectés en garantie afin de soutenir les activités de la Federal Home Loan Bank (FHLB).

⁴ Actifs qui soutiennent des activités de financement à long terme de la TD, actifs affectés en garantie contre des passifs au titre de la titrisation, actifs détenus par des véhicules de titrisation consolidés ou dans des portefeuilles en vue de l'émission d'obligations sécurisées.

⁵ Actifs qui sont disponibles facilement dans leur forme juridique actuelle pour générer du financement ou soutenir les besoins en matière de sûreté. Cette catégorie inclut les actifs de la FHLB comptabilisés qui demeurent inutilisés et les titres de créance au coût amorti qui peuvent être cédés en garantie, quoique peu fréquemment cédés en pratique.

⁶ Actifs qui ne peuvent pas servir à soutenir les besoins de financement ou les besoins en matière de sûreté dans leur forme actuelle. Cette catégorie inclut les actifs qui sont admissibles éventuellement comme sûreté de programme de financement ou qui peuvent être cédés en garantie aux banques centrales (p. ex., les prêts hypothécaires assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement qui peuvent être titrisés en titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*).

⁷ Comprendent les prêts détenus à des fins de transaction, les valeurs mobilières, les actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN et les autres actifs financiers désignés à la JVRN, les actifs financiers à la JVAERG et les titres de créance au coût amorti.

⁸ Les actifs présentés dans la catégorie « Actifs détenus par la Banque » représentent la valeur des prêts consentis et non la valeur de la garantie reçue. La valeur des prêts tirée des prises en pension est déduite de la catégorie « Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés » afin d'éviter de la compter en double avec les actifs au bilan.

⁹ La valeur des prêts relatifs aux activités de prêts sur marge et de la clientèle est soustraite de la catégorie « Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés » afin d'éviter de la compter en double avec les actifs au bilan.

¹⁰ Les autres actifs comprennent la participation dans Schwab, le goodwill, les autres immobilisations incorporelles, les terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables, les actifs d'impôt différé, les montants à recevoir des courtiers et des clients et les autres actifs du bilan qui ne sont pas présentés dans les catégories ci-dessus.

SIMULATIONS DE CRISE DE LIQUIDITÉ ET PLANS DE LIQUIDITÉ D'URGENCE

Outre le scénario de « stress combiné critique », la Banque effectue des simulations de crise de liquidité au moyen d'une multitude de scénarios différents. Ces scénarios de crise constituent une combinaison d'événements propres à la TD et d'événements de crise généralisés à l'ensemble des marchés, qui sont conçus pour tester l'incidence de facteurs de risque importants pour le profil de risque de la Banque. Les évaluations de la liquidité font également partie du programme d'évaluation des facteurs de crise à l'échelle de la Banque.

La Banque a en place des plans de liquidité d'urgence pour l'ensemble de la Banque et pour les filiales qui exercent leurs activités dans les territoires étrangers (plans de liquidité d'urgence régionaux). Les plans de liquidité d'urgence de la Banque fournissent un cadre formel afin de gérer les situations de liquidité imprévues qui, par conséquent, fait partie intégrante du programme de gestion du risque de liquidité global de la Banque. Ce cadre décrit les différentes étapes d'un plan d'urgence fondées sur la gravité et la durée de la situation de liquidité et énumère les mesures de sortie de crise appropriées pour chacune des étapes. Pour chaque mesure de sortie de crise, il fournit les principales mesures opérationnelles pour mettre en œuvre la mesure. Les plans de liquidité d'urgence régionaux énumèrent les mesures de sortie de crise visant à traiter les événements de crise particuliers à chaque région. Les mesures et la structure de gouvernance présentées dans les plans de liquidité d'urgence de la Banque sont alignées sur le plan de sortie de crise de la Banque.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Les notations de crédit ont une incidence sur les coûts d'emprunt et la capacité à mobiliser des capitaux de la Banque. Un abaissement des notations de crédit pourrait entraîner une hausse des coûts de financement, accroître les obligations de fournir des sûretés, réduire l'accès aux marchés financiers et pourrait également nuire à la capacité de la Banque de conclure des transactions sur dérivés.

Les notations de crédit et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent les perceptions que celles-ci ont de la Banque et peuvent changer de temps à autre en fonction de nombreux facteurs, notamment la solidité financière, la situation concurrentielle et la situation de trésorerie de la Banque, de même que de facteurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque, comme les méthodes utilisées par les agences de notation et les conditions touchant l'ensemble de l'industrie des services financiers.

TABLEAU 36 : NOTATIONS DE CRÉDIT¹

	<i>Au</i>			
	31 juillet 2022			
	Moody's	S&P	Fitch	DBRS
Dépôts/contrepartie ²	Aa1	AA-	AA	AA (haut)
Ancienne dette de premier rang ³	Aa2	AA-	AA	AA (haut)
Dette de premier rang ⁴	A1	A	AA-	AA
Obligations sécurisées	Aaa	-	-	AAA
Titres de créance subordonnés	A2	A	A	AA (bas)
Titres de créance subordonnés – FPUNV	A2 (hyb)	A-	A	A
Actions privilégiées – FPUNV	Baa1 (hyb)	BBB	BBB+	Pfd-2 (haut)
Billets avec remboursement de capital à recours limité – FPUNV	Baa1 (hyb)	BBB	BBB+	A (bas)
Dette à court terme (dépôts)	P-1	A-1+	F1+	R-1 (haut)
Perspectives	Stable	Stable	Stable	Stable

¹ Les notations ci-dessus s'appliquent à l'entité juridique La Banque Toronto-Dominion. Les notations des filiales sont disponibles sur le site Web de la Banque à l'adresse <http://www.td.com/francais/investisseurs/accueil/renseignements-sur-les-creances/notes-de-credit/credit.jsp>. Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations de crédit peuvent en tout temps faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par l'agence de notation.

² Représentent les notations des dépôts à long terme et la notation du risque de contrepartie attribuées par Moody's, la notation de crédit d'émetteur attribuée par S&P, la notation des dépôts à long terme attribuée par Fitch et la notation d'émetteur à long terme attribuée par DBRS.

³ Comprend a) la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018; et b) la dette de premier rang émise à partir du 23 septembre 2018 qui est exclue du régime de recapitalisation interne des banques, y compris la dette dont la durée initiale est de moins de 400 jours et la plupart des billets structurés.

⁴ Assujettie à une conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques.

La Banque examine régulièrement le niveau des sûretés additionnelles que ses contreparties exigeraient en cas d'abaissement de la notation de crédit de la TD. La Banque détient des actifs liquides pour s'assurer qu'elle peut effectuer des paiements additionnels de sûreté qui seraient exigés par des contreparties en cas d'abaissement de trois crans des notations de l'ancienne dette de premier rang de la Banque. Le tableau suivant présente les sûretés additionnelles qui auraient pu être exigées aux termes de contrats par les contreparties de dérivés de gré à gré à la date de présentation de l'information financière en cas d'abaissement de un, deux et trois crans des notations de crédit de la Banque.

TABLEAU 37 : EXIGENCES DE SÛRETÉS ADDITIONNELLES POUR ABAISSEMENT DES NOTATIONS¹

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Moyenne pour les trois mois clos les</i>	
	31 juillet	30 avril
	2022	2022
Abaissement de un cran	160 \$	182 \$
Abaissement de deux crans	271	287
Abaissement de trois crans	1 145	1 132

¹ Les exigences de sûretés ci-dessus sont fondées sur l'annexe de soutien au crédit pour chaque contrepartie figurant au contrat de gré à gré et sur les notations de crédit de la Banque attribuées par les agences de notation pertinentes.

RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME

Le LCR, mesure selon Bâle III, correspond au quotient de l'encours des actifs liquides de haute qualité (HQLA) non grevés sur les besoins de sorties nettes de trésorerie pour les 30 prochains jours dans l'hypothèse d'une crise de liquidité.

Sauf en période de tensions financières, la Banque doit maintenir un LCR de plus de 100 % selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Le LCR de la Banque est calculé selon les paramètres des scénarios de la ligne directrice sur les normes de liquidité, y compris selon les critères d'admissibilité et la décote des HQLA, les taux de retrait des dépôts, et les autres taux de sorties et d'entrées de trésorerie prescrits par la ligne directrice. Les HQLA détenus par la Banque qui sont admissibles aux fins du calcul du LCR selon les normes de liquidité sont constitués essentiellement de réserves auprès de banques centrales, de titres émis ou garantis par des emprunteurs souverains et de titres de haute qualité émis par des entités non financières.

Le tableau ci-dessous présente la position quotidienne moyenne propre au LCR de la Banque aux dates indiquées.

TABLEAU 38 : RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME MOYEN SELON BÂLE III¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Moyenne pour les trois mois clos le</i>	
	31 juillet 2022	
	Valeur non pondérée totale (moyenne)²	Valeur pondérée totale (moyenne)³
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	s. o. ⁴ \$	333 180 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	706 092 \$	83 502 \$
Dépôts stables ⁵	260 692	7 821
Dépôts moins stables	445 400	75 681
Financement de gros non garanti, dont :	346 267	162 107
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives ⁶	160 983	38 499
Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	143 007	81 331
Dettes non garanties	42 277	42 277
Financement de gros garanti	s. o.	19 922
Exigences supplémentaires, dont :	289 749	85 850
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	51 341	33 991
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	7 995	7 995
Facilités de crédit et de liquidité	230 413	43 864
Autres obligations de financement contractuelles	19 194	11 526
Autres obligations de financement conditionnelles ⁷	664 035	11 029
Total des sorties de trésorerie	s. o. \$	373 936 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis	212 749 \$	23 241 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	17 799	8 133
Autres entrées de trésorerie	67 042	67 042
Total des entrées de trésorerie	297 590 \$	98 416 \$

	<i>Moyenne pour les trois mois clos les</i>	
	31 juillet 2022	30 avril 2022
	Valeur ajustée totale	Valeur ajustée totale
Total des actifs liquides de haute qualité⁸	333 180 \$	323 278 \$
Total des sorties nettes de trésorerie⁹	275 520	270 644
Ratio de liquidité à court terme	121 %	119 %

¹ Le LCR pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 représente la moyenne des 63 données quotidiennes du trimestre.

² Les valeurs non pondérées des entrées et des sorties de trésorerie représentent les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours.

³ Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des décotes des HQLA ou des taux des entrées et des sorties de trésorerie prescrits par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

⁴ Sans objet conformément au modèle de divulgation commun du LCR.

⁵ Selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, les dépôts stables des clients de détail et des petites et moyennes entreprises (PME) représentent des dépôts assurés qui sont soit placés sur des comptes courants, soit détenus par des déposants qui entretiennent avec la Banque d'autres relations durables qui rendent un retrait très improbable.

⁶ Les dépôts opérationnels des clients autres que des PME sont des dépôts conservés par la Banque afin d'accéder plus aisément aux fonctions de paiement et de règlement. Ces activités comprennent les services de compensation, de garde et de gestion de trésorerie.

⁷ Comprendent les facilités de crédit et de liquidité sans engagement, les fonds de placement monétaires à capital garanti, l'encours des titres de créance ayant une échéance supérieure à 30 jours et d'autres sorties contractuelles de trésorerie. En ce qui a trait à l'encours des titres de créance ayant une échéance supérieure à 30 jours, la TD n'a aucune obligation contractuelle de racheter l'encours de ces titres de créance de la TD et, par conséquent, un taux de sorties de trésorerie de 0 % a été appliqué conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

⁸ Le total des HQLA est présenté compte tenu de la décote des actifs et des plafonds applicables, comme la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF le prescrit (les HQLA compte tenu de la décote sont plafonnés à 40 % pour le niveau 2 et à 15 % pour le niveau 2B).

⁹ Le total des sorties nettes de trésorerie est présenté compte tenu des taux des entrées et des sorties de trésorerie et des plafonds applicables, comme la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF le prescrit (les entrées de trésorerie sont plafonnées à 75 % des sorties de trésorerie).

Le LCR moyen de la Banque de 121 % pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 continue à satisfaire aux exigences réglementaires.

La Banque détient une variété d'actifs liquides en proportion des besoins de liquidités de l'organisation. Un bon nombre de ces actifs sont admissibles à titre de HQLA selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. La moyenne des HQLA de la Banque pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 a été de 333 milliards de dollars (323 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2022), les actifs du niveau 1 représentant 84 % (85 % pour le trimestre clos le 30 avril 2022). Les HQLA comme présentés de la Banque ne tiennent pas compte des HQLA excédentaires des Services de détail aux États-Unis, conformément aux exigences de la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF afin de refléter les motifs de transfert de liquidités entre les Services de détail aux États-Unis et leurs sociétés affiliées en conformité avec les règlements de la Réserve fédérale des États-Unis. En excluant les HQLA excédentaires, le LCR des Services de détail aux États-Unis se trouve effectivement plafonné à 100 % avant la consolidation totale de la Banque.

Comme il est décrit à la rubrique « Mode de gestion du risque de liquidité de la TD » du rapport annuel 2021 de la Banque, la Banque gère les HQLA et les autres réserves de liquidités selon ce qui est le plus exigeant entre le montant requis pour l'excédent de 90 jours de la TD et la cible de réserves de fonds propres supérieurs aux minimums réglementaires au moyen du LCR, du NSFR et des flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF). Par conséquent, le total des HQLA est soumis à un rééquilibrage continu en fonction des besoins en liquidités projetés.

RATIO DE LIQUIDITÉ À LONG TERME

Le NSFR, mesure selon Bâle III, est calculé comme le ratio du montant total du financement stable disponible (FSD) sur le montant total de financement stable requis (FSR) conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. La Banque doit maintenir un ratio NSFR égal ou supérieur à 100 % selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Le montant de FSD de la Banque comprend les passifs et les instruments de fonds propres (y compris

entre autres les dépôts et le financement de gros). Le montant de FSR de la Banque comprend les actifs et les activités hors bilan de la Banque et est fonction des caractéristiques de liquidité et du profil d'échéance de ces actifs.

TABLEAU 39 : RATIO DE LIQUIDITÉ À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au				
	31 juillet 2022				
	Valeur non pondérée par durée résiduelle				
	Aucune échéance ¹	Moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	Plus de 1 an	Valeur pondérée ²
Élément du financement stable disponible					
Fonds propres	99 729 \$	s. o. \$	s. o. \$	10 808 \$	110 537 \$
Fonds propres réglementaires	99 729	s. o.	s. o.	10 808	110 537
Autres instruments de fonds propres	s. o.	s. o.	s. o.	-	-
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	682 385	37 149	12 423	16 947	616 533
Dépôts stables ³	266 789	8 973	5 094	8 267	275 080
Dépôts moins stables	415 596	28 176	7 329	8 680	341 453
Financement de gros dont :	245 602	273 193	86 760	107 663	303 878
Dépôts opérationnels ⁴	133 071	3 633	-	-	68 353
Autre financement de gros	112 531	269 560	86 760	107 663	235 525
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants ⁵	-	1 957	1 609	20 016	-
Autres passifs dont :	60 753	-	-	70 574	1 955
Passifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR	s. o.	-	-	(1 128)	s. o.
Toutes les autres catégories de passifs et de capitaux propres non comprises dans les catégories ci-dessus	60 753	69 086	1 323	1 293	1 955
Total du financement stable disponible					1 032 903 \$
Élément du financement stable requis					
Total des HQLA aux fins du NSFR	s. o. \$	s. o. \$	s. o. \$	s. o. \$	54 107 \$
Dépôts détenus dans d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	-	758	-	-	379
Prêts et titres productifs	89 657	188 510	101 307	627 196	669 335
Prêts productifs accordés à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1	-	62 962	17 436	-	17 307
Prêts productifs accordés à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs accordés à des institutions financières non garantis	423	36 795	5 079	10 467	17 538
Prêts productifs accordés à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et de petites entreprises, et prêts aux entités souveraines, des banques centrales et des entités du secteur public dont :	33 085	44 612	36 665	247 205	282 862
Prêts présentant un risque de crédit pondéré inférieur ou égal à 35 % selon l'approche standard de Bâle II	s. o.	28 335	19 934	146	24 348
Prêts hypothécaires résidentiels productifs dont :	31 839	31 042	34 299	291 667	252 962
Prêts présentant un risque de crédit pondéré inférieur ou égal à 35 % selon l'approche standard de Bâle II ⁶	31 839	31 042	34 299	291 667	252 962
Titres qui ne sont pas en défaut et ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	24 310	13 099	7 828	77 857	98 666
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants ⁵	-	1 569	2 545	19 468	-
Autres actifs dont :	64 520	-	-	102 412	88 469
Produits de base physiques, y compris l'or	16 013	s. o.	s. o.	s. o.	14 100
Actifs constituant la marge initiale des contrats dérivés contribuant au fonds de garantie de contrepartie centrale	-	-	-	8 846	7 519
Actifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR	s. o.	-	-	3 770	4 898
Passifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR avant déduction de la marge de variation constituée	s. o.	-	-	21 057	1 053
Tous les autres actifs non inclus dans les catégories ci-dessus	48 507	61 746	2 470	4 523	60 899
Éléments hors bilan	s. o.	-	-	686 144	24 176
Total du financement stable requis					836 466 \$
Ratio de liquidité à long terme					123 %
					Au
					31 octobre 2021
Total du financement stable disponible					958 226 \$
Total du financement stable requis					763 800
Ratio de liquidité à long terme					125 %

¹ Les éléments présentés sous la catégorie « Aucune échéance » ne sont assortis d'aucune échéance précise. Cette catégorie regroupe notamment les fonds propres sans échéance, les dépôts sans échéance, les positions courtes, les positions à échéance ouverte, les actions qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA et les produits de base physiques.

² Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations aux fins du NSFR prescrites par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

³ Selon la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, les dépôts stables des clients de détail et des PME représentent des dépôts assurés qui sont soit placés sur des comptes courants, soit détenus par des déposants qui entretiennent avec la Banque d'autres relations durables qui rendent les retraits très improbables.

⁴ Les dépôts opérationnels des clients autres que des PME sont des dépôts conservés par la Banque afin d'accéder plus aisément aux fonctions de paiement et de règlement. Ces activités comprennent les services de compensation, de garde et de gestion de trésorerie.

⁵ Certains éléments de l'actif et du passif réputés interdépendants par le BSIF, et à ce titre, leurs coefficients de FSR et de FSD sont ajustés à zéro. Les passifs interdépendants ne peuvent être échus pendant que l'actif demeure au bilan, ne peuvent servir à financer d'autres actifs tandis que le principal de l'actif ne peut servir qu'à rembourser le passif. Par conséquent, les seuls actifs et passifs interdépendants de la Banque qui sont admissibles à ce traitement sont les passifs découlant du Programme des Obligations hypothécaires du Canada et leurs actifs grevés correspondants.

⁶ Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les lignes de crédit domiciliaires.

Le NSFR de la Banque pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 a été de 123 % (125 % pour le trimestre clos le 31 octobre 2021) et satisfait aux exigences réglementaires. Les variations du NSFR d'un trimestre à l'autre sont fonction d'un certain nombre de facteurs, y compris la croissance des dépôts et des prêts, les variations des niveaux de fonds propres, les émissions et les échéances dans le cadre des activités de financement de gros ainsi que les variations du profil des échéances du financement de gros.

FINANCEMENT

La Banque a accès à une variété de sources de financement garanties et non garanties. Les activités de financement de la Banque sont menées conformément à la politique de gestion de la liquidité, laquelle exige que tous les actifs soient financés selon la durée appropriée et selon un profil de diversification prudent.

L'approche principale de gestion des activités de financement de la Banque consiste à maximiser l'utilisation des dépôts mobilisés par l'entremise des services bancaires personnels et commerciaux. Le tableau ci-dessous illustre l'importante réserve de dépôts personnels et commerciaux de la Banque et les comptes de passage de ses activités de gestion de patrimoine et de Schwab (collectivement les dépôts personnels et commerciaux) qui comptent pour plus de 70 % du financement total de la Banque.

TABLEAU 40 : SOMMAIRE DU FINANCEMENT PROVENANT DES DÉPÔTS

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022	Aux 31 octobre 2021
Dépôts personnels et commerciaux – Services de détail au Canada	522 299 \$	519 466 \$
Dépôts personnels et commerciaux – Services de détail aux États-Unis ¹	490 147	472 742
Total	1 012 446 \$	992 208 \$

¹ Les dépôts personnels et commerciaux des Services de détail aux États-Unis sont présentés selon un équivalent en dollars canadiens, par conséquent les variations d'une période à l'autre reflètent la croissance sous-jacente et la variation du taux de change.

FINANCEMENT DE GROS

La Banque a différents programmes de financement de gros externe à terme (plus de un an) inscrits pour accéder à une grande variété de sources de financement, y compris la titrisation d'actifs, les obligations sécurisées et les titres de créance de gros non garantis. La Banque recourt à du financement à terme sous forme de billets de premier rang, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*, de billets adossés à des créances sur cartes de crédit (Fiducie de cartes de crédit Evergreen) et de lignes de crédit domiciliaires (Genesis Trust II). Le financement de gros de la Banque est réparti par région, par monnaie et par type de financement. La Banque recourt à du financement à court terme (un an ou moins) au moyen de certificats de dépôt, de papier commercial et d'acceptations bancaires.

Le tableau suivant présente les programmes de financement à terme et de titres de fiducie de capital inscrits de la Banque par région ainsi que le montant de financement de chacun au 31 juillet 2022.

Canada	États-Unis	Europe
Programme de titres de fiducie de capital (15 milliards de dollars) Programme de billets à moyen terme de premier rang liés du Canada (4 milliards de dollars) Programme de titres adossés à des créances – lignes de crédit domiciliaires (Genesis Trust II) (7 milliards de dollars)	Programme de titres de fiducie de capital et de créance inscrit à la SEC des États-Unis (F-3) (75 milliards de dollars américains)	Programme d'obligations sécurisées législatives inscrit à la United Kingdom Listing Authority (UKLA) (80 milliards de dollars) Programme de billets à moyen terme – marché européen inscrit à la UKLA (20 milliards de dollars américains)

Le tableau ci-après présente la ventilation de la dette à terme de la Banque par monnaie et type de financement. Le financement à terme au 31 juillet 2022 s'élevait à 134,9 milliards de dollars (100,7 milliards de dollars au 31 octobre 2021).

Il est à noter que le tableau 41 : Financement à long terme et le tableau 42 : Financement de gros ne présentent aucun financement obtenu par voie d'opération de rachat ou de financement sur valeurs mobilières.

TABLEAU 41 : FINANCEMENT À LONG TERME

	31 juillet 2022	Aux 31 octobre 2021
Financement à long terme par devise		
Dollar canadien	33 %	37 %
Dollar américain	42	38
Euro	18	18
Livre sterling	3	4
Autres	4	3
Total	100 %	100 %
Financement à long terme par type		
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	65 %	59 %
Obligations sécurisées	23	24
Titrisation de prêts hypothécaires ¹	1	15
Titres adossés à des créances mobilières à terme	11	2
Total	100 %	100 %

¹ La titrisation de prêts hypothécaires comprend les titres adossés à des créances hypothécaires émis à des investisseurs externes et exclut les activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels.

La Banque maintient des limites de concentration à l'égard des montants des dépôts de gros à court terme de façon à ne pas trop dépendre de déposants particuliers comme source de financement. Qui plus est, elle limite la concentration des échéances à court terme du financement de gros afin de réduire le risque de refinancement durant un événement de stress.

Le tableau ci-dessous présente la durée restante des diverses sources du financement en cours respectivement aux 31 juillet 2022 et 31 octobre 2021.

TABLEAU 42 : FINANCEMENT DE GROS¹

(en millions de dollars canadiens)

								31 juillet 2022	31 octobre 2021
								<i>Aux</i>	
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Jusqu'à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts effectués par des banques ²	21 663 \$	2 472 \$	3 306 \$	1 851 \$	29 292 \$	– \$	– \$	29 292 \$	18 503 \$
Billets de dépôt au porteur	796	331	544	334	2 005	–	–	2 005	600
Certificats de dépôt	7 138	15 981	18 841	38 976	80 936	48	–	80 984	53 079
Papier commercial	15 732	11 259	12 930	14 806	54 727	–	–	54 727	57 474
Obligations sécurisées	–	–	2 416	5 587	8 003	5 197	18 282	31 482	25 086
Titrisation de prêts hypothécaires ³	–	705	1 804	1 665	4 174	6 661	17 064	27 899	28 767
Anciens billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁴	–	–	–	10 187	10 187	1 925	667	12 779	16 959
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁵	–	–	5 443	4 417	9 860	15 135	48 848	73 843	41 709
Billets et débiteures subordonnés ⁶	–	–	–	–	–	–	11 266	11 266	11 230
Titres adossés à des créances mobilières à terme	–	548	–	640	1 188	–	794	1 982	1 809
Divers ⁷	21 627	973	1 144	4 112	27 856	1 076	836	29 768	26 770
Total	66 956 \$	32 269 \$	46 428 \$	82 575 \$	228 228 \$	30 042 \$	97 757 \$	356 027 \$	281 986 \$
Dont :									
Garantis	– \$	1 253 \$	4 221 \$	7 893 \$	13 367 \$	11 858 \$	36 146 \$	61 371 \$	55 670 \$
Non garantis	66 956	31 016	42 207	74 682	214 861	18 184	61 611	294 656	226 316
Total	66 956 \$	32 269 \$	46 428 \$	82 575 \$	228 228 \$	30 042 \$	97 757 \$	356 027 \$	281 986 \$

¹ Exclut les acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau Durée contractuelle restante figurant à la section « Gestion des risques » du présent document.

² Comprennent les dépôts à échéance déterminée de banques.

³ Comprend les titres adossés à des créances hypothécaires émises à des investisseurs externes et dans le cadre des activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires de gros.

⁴ Comprennent a) la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018; et b) la dette de premier rang émise à partir du 23 septembre 2018 qui est exclue du régime de recapitalisation interne des banques, y compris la dette dont la durée initiale est de moins de 400 jours.

⁵ Comprennent la dette de premier rang qui est assujettie à une conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques. Excluent des billets structurés d'un montant de 1,7 milliard de dollars qui sont assujettis à une conversion au titre du régime de recapitalisation des banques (1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2021).

⁶ Les billets et débiteures subordonnés ne sont pas considérés en tant que financement de gros étant donné qu'ils peuvent être engagés essentiellement à des fins de gestion des fonds propres.

⁷ Comprend les dépôts à échéance déterminée d'institutions autres que des banques (non garantis) de 19,9 milliards de dollars (14,6 milliards de dollars au 31 octobre 2021) et les autres dépôts n'ont aucune échéance.

À l'exclusion des activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires de gros, la Banque a émis à l'intention d'investisseurs externes pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022 des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevant respectivement à 0,5 milliard de dollars et 1,4 milliard de dollars (respectivement 0,4 milliard de dollars et 1,4 milliard de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021), de même que d'autres titres adossés à des actifs émis pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022 de néant (néant pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021). De plus, la Banque a émis des billets à moyen terme non garantis s'élevant respectivement à 11,3 milliards de dollars et 33,4 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022 (respectivement 3,7 milliards de dollars et 13,7 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021) et des obligations sécurisées s'élevant respectivement à 8,0 milliards de dollars et 15,4 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022 (néant pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021).

FAITS RÉGLEMENTAIRES NOUVEAUX CONCERNANT LA LIQUIDITÉ ET LE FINANCEMENT

En janvier 2022, le BSIF a publié la version définitive des mises à jour visant la ligne directrice Normes de liquidité, après avoir procédé à une consultation publique qui a commencé en mars 2021. Les principaux changements à cette ligne directrice visent le rehaussement de l'outil de suivi des NCCF afin d'améliorer la sensibilité au risque de la mesure. Les changements importants comprennent l'ajout d'éventualités pour les engagements de prêts non utilisés, des modifications à certaines entrées de trésorerie issues de prêts et l'ajustement des facteurs de retrait à l'égard des dépôts. La date d'entrée en vigueur des changements sera en avril 2023.

En janvier 2022, le BSIF a publié une version à jour de la ligne directrice stipulant la communication de renseignements au titre du troisième pilier, portant entre autres sur la déclaration des liquidités. La ligne directrice présente les attentes mises à jour du BSIF régissant la mise en œuvre au Canada du troisième pilier du dispositif de Bâle. La ligne directrice n'aura pas d'incidence importante sur les déclarations des liquidités actuelles de la Banque, mais elle contribuera à accroître l'uniformité et la comparabilité des déclarations entre les instances de réglementation. La date d'entrée en vigueur des changements sera au cours du deuxième trimestre de 2023.

ANALYSE DES ÉCHÉANCES DES ACTIFS, DES PASSIFS ET DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le tableau suivant présente les catégories au bilan et hors bilan par durée contractuelle restante. Les engagements hors bilan incluent les obligations contractuelles d'effectuer des paiements futurs pour respecter des engagements découlant de certains contrats de location, certaines obligations d'achats et d'autres obligations. La valeur des instruments de crédit indiqués dans le tableau suivant représente le montant maximal du crédit additionnel que la TD pourrait être obligée de consentir si les instruments étaient entièrement épuisés ou utilisés. Comme une partie importante des garanties et des engagements devraient arriver à échéance sans avoir été utilisés, le total des montants contractuels n'est pas représentatif des besoins futurs attendus en liquidités. Ces obligations contractuelles influent sur les besoins de liquidités et de fonds propres à court et à long terme de la Banque.

L'analyse des échéances présentée ne décrit pas le degré de transformation des échéances de la Banque ni son exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de liquidité. La Banque s'assure que les actifs sont financés de façon adéquate pour les protéger de la volatilité des coûts d'emprunt ou contre les réductions éventuelles des liquidités disponibles sur les marchés de financement. La Banque se sert de dépôts stables sans échéance (comptes chèques et comptes d'épargne) et de dépôts à terme comme principale source de financement à long terme pour les actifs détenus à des fins autres que de transaction de la Banque, y compris les prêts à terme aux particuliers et aux entreprises et la partie stable du solde des lignes de crédit renouvelables. De plus, la Banque accorde du financement à long terme à l'égard de ces actifs détenus à des fins autres que de transaction et a recours à du financement à court terme surtout pour financer des actifs détenus à des fins de transaction. La liquidité des actifs détenus à des fins de transaction quand ils sont soumis aux tensions des marchés est prise en compte pour déterminer l'échéance appropriée du financement.

TABLEAU 43 : DURÉE CONTRACTUELLE RESTANTE

(en millions de dollars canadiens)

	Au									
	31 juillet 2022									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 mois à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et montants à recevoir de banques	5 674	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	5 674
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	128 306	382	132	-	-	-	-	-	2 505	131 325
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction ¹	4 413	6 074	3 836	4 012	4 156	11 984	23 143	25 218	65 297	148 133
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	250	-	-	140	829	3 090	3 664	2 289	1 164	11 426
Dérivés	10 751	13 020	7 892	3 931	2 657	7 841	17 367	12 424	-	75 883
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	235	195	397	249	408	623	1 339	1 309	-	4 755
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 384	2 042	2 985	973	2 902	6 220	20 756	28 795	4 183	71 240
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	2 761	6 918	5 027	7 033	13 983	28 708	92 897	172 761	(2)	330 086
Valeurs mobilières prises en pension ²	97 702	28 620	15 722	11 218	7 211	56	746	-	-	161 275
Prêts										
Prêts hypothécaires résidentiels	970	2 992	5 453	6 235	9 579	30 181	186 505	46 682	-	288 597
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	535	1 344	1 915	2 596	4 226	15 713	86 868	28 382	59 175	200 754
Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	33 728	33 728
Entreprises et gouvernements	25 667	7 701	9 775	9 821	9 246	30 668	78 505	62 644	39 779	273 806
Total des prêts	27 172	12 037	17 143	18 652	23 051	76 562	351 878	137 708	132 682	796 885
Provision pour pertes sur prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	(6 040)	(6 040)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	27 172	12 037	17 143	18 652	23 051	76 562	351 878	137 708	126 642	790 845
Engagements de clients au titre d'acceptations	13 542	6 522	68	1	3	-	-	-	-	20 136
Participation dans Schwab	-	-	-	-	-	-	-	-	9 504	9 504
Goodwill ³	-	-	-	-	-	-	-	-	16 730	16 730
Autres immobilisations incorporelles ³	-	-	-	-	-	-	-	-	2 194	2 194
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables ³	-	-	3	14	14	233	766	2 958	5 110	9 098
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	2 105	2 105
Montants à recevoir des courtiers et des clients	26 727	-	-	-	-	-	-	-	-	26 727
Autres actifs	3 764	1 094	619	5 237	383	64	76	70	12 368	23 675
Total de l'actif	323 681	\$ 76 904	\$ 53 824	\$ 51 460	\$ 55 597	\$ 135 381	\$ 512 632	\$ 383 532	\$ 247 800	\$ 1 840 811
Passif										
Dépôts détenus à des fins de transaction	681	\$ 1 355	\$ 4 826	\$ 1 501	\$ 1 769	\$ 3 453	\$ 3 941	\$ 1 078	\$ -	18 604
Dérivés	10 398	13 336	7 437	4 663	2 586	8 073	13 293	13 174	-	72 960
Passifs de titrisation à la juste valeur	-	299	1 219	216	444	2 851	4 980	2 662	-	12 671
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	19 286	29 133	32 443	27 300	31 551	50	1	3	38	139 805
Dépôts^{4, 5}										
Particuliers	4 592	7 058	8 220	9 460	11 163	11 011	10 713	244	602 819	665 280
Banques	19 021	332	97	1	-	-	2	4	10 944	30 401
Entreprises et gouvernements	31 002	8 685	11 290	8 403	19 418	23 222	57 873	11 091	335 071	506 055
Total des dépôts	54 615	16 075	19 607	17 864	30 581	34 233	68 588	11 339	948 834	1 201 736
Acceptations	13 542	6 522	68	1	3	-	-	-	-	20 136
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert ¹	393	2 688	3 288	662	2 666	6 543	15 562	14 896	3 370	50 068
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension ²	107 593	16 944	2 210	155	-	44	-	-	-	126 946
Passifs de titrisation au coût amorti	-	405	584	394	611	3 810	6 337	3 087	-	15 228
Montants à payer aux courtiers et aux clients	29 997	-	-	-	-	-	-	-	-	29 997
Passifs liés aux assurances	148	297	443	442	479	958	1 487	733	2 565	7 552
Autres passifs	12 360	1 763	1 531	1 552	424	1 151	2 145	3 944	6 380	31 250
Billets et débiteurs subordonnés	-	-	-	-	-	-	200	11 066	-	11 266
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	102 592	102 592
Total du passif et des capitaux propres	249 013	\$ 88 817	\$ 73 656	\$ 54 750	\$ 71 114	\$ 61 166	\$ 116 534	\$ 61 982	\$ 1 063 779	\$ 1 840 811
Engagements hors bilan										
Engagements au titre du crédit et des liquidités ^{6, 7}	15 129	\$ 22 484	\$ 21 693	\$ 18 053	\$ 19 294	\$ 39 803	\$ 127 871	\$ 4 032	\$ 1 374	\$ 269 733
Autres engagements ⁸	94	173	277	179	211	540	1 302	435	8	3 219
Engagements à l'égard d'entités structurées non consolidées	-	-	1 810	642	186	584	10	-	-	3 232
Total des engagements hors bilan	15 223	\$ 22 657	\$ 23 780	\$ 18 874	\$ 19 691	\$ 40 927	\$ 129 183	\$ 4 467	\$ 1 382	\$ 276 184

¹ Les montants ont été présentés en fonction des durées contractuelles restantes du titre sous-jacent.

² Certains contrats considérés comme étant à court terme sont présentés dans la catégorie « moins de 1 mois ».

³ Certains actifs non financiers ont été présentés comme n'ayant « aucune échéance précise ».

⁴ Comme les dépôts payables à vue et les dépôts payables sur préavis n'ont pas d'échéance précise et peuvent être rachetés au gré du déposant, les obligations sont considérées comme n'ayant « aucune échéance précise ».

⁵ Comprennent 31 milliards de dollars d'obligations sécurisées, dont une tranche de 2 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 3 à 6 mois », une tranche de 5 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 6 à 9 mois », une tranche de 1 milliard de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 9 mois à 1 an », une tranche de 5 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 1 an à 2 ans » et une tranche de 18 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 2 à 5 ans ».

⁶ Comprennent 418 millions de dollars d'engagements de crédit à l'égard de placements dans des actions de sociétés à capital fermé.

⁷ Les engagements de crédit excluent les lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.

⁸ Comprennent divers engagements d'acquisition ainsi que des engagements au titre de contrats de location qui n'ont pas encore débuté et des paiements découlant de contrats de location.

TABLEAU 43 : DURÉE CONTRACTUELLE RESTANTE (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	Au										
	31 octobre 2021										
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 mois à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance précise	Total	
Actif											
Trésorerie et montants à recevoir de banques	5 931	\$	–	\$	–	\$	–	\$	–	\$	5 931
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	158 039		373		185		–		1 365		159 962
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction ¹	2 020		4 382		5 059		2 275		2 874		12 293
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	58		3		543		1 250		53		745
Dérivés	6 146		9 393		5 289		2 885		1 818		7 172
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	441		311		187		167		363		851
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 030		6 532		11 881		3 381		2 914		4 089
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	1 235		6 567		8 180		4 889		4 030		27 819
Valeurs mobilières prises en pension ²	92 356		30 580		22 332		14 191		7 441		140
Prêts											
Prêts hypothécaires résidentiels	930		2 389		5 050		10 061		10 077		34 004
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	641		987		2 029		4 049		3 254		14 333
Cartes de crédit	–		–		–		–		–		–
Entreprises et gouvernements	27 691		5 390		6 707		10 533		8 503		23 332
Total des prêts	29 262		8 766		13 786		24 643		21 834		71 669
Provision pour pertes sur prêts	–		–		–		–		–		–
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	29 262		8 766		13 786		24 643		21 834		71 669
Engagements de clients au titre d'acceptations	16 039		2 327		76		2		4		–
Participation dans Schwab	–		–		–		–		–		–
Goodwill ³	–		–		–		–		–		–
Autres immobilisations incorporelles ³	–		–		–		–		–		–
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables ³	–		3		10		4		4		19
Actifs d'impôt différé	–		–		–		–		–		–
Montants à recevoir des courtiers et des clients	32 357		–		–		–		–		–
Autres actifs	3 100		1 049		2 204		159		150		74
Total de l'actif	348 014		\$ 70 286		\$ 69 732		\$ 53 846		\$ 41 485		\$ 124 871
											\$ 458 094
											\$ 328 487
											\$ 233 857
											\$ 1 728 672
Passif											
Dépôts détenus à des fins de transaction	1 697		\$ 5 373		\$ 4 867		\$ 2 953		\$ 1 196		\$ 2 135
Dérivés	7 387		9 392		4 581		2 969		2 244		7 403
Passifs de titrisation à la juste valeur	–		538		1 013		514		301		2 814
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	23 923		12 526		33 712		28 017		14 678		1 127
Dépôts ^{4,5}											
Particuliers	5 799		9 750		8 491		5 999		6 148		7 611
Banques	8 903		338		135		25		–		2
Entreprises et gouvernements	15 795		12 080		8 268		5 433		1 311		28 880
Total des dépôts	30 497		22 168		16 894		11 457		7 459		36 493
Acceptations	16 039		2 327		76		2		4		–
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert ¹	1 096		729		1 753		1 648		432		4 574
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension ²	120 938		13 904		7 255		1 700		272		28
Passifs de titrisation au coût amorti	–		344		414		475		403		3 448
Montants à payer aux courtiers et aux clients	28 993		–		–		–		–		–
Passifs liés aux assurances	158		273		405		405		425		982
Autres passifs	9 008		3 106		925		228		767		1 522
Billets et débiteurs subordonnés	–		–		–		–		–		200
Capitaux propres	–		–		–		–		–		–
Total du passif et des capitaux propres	239 736		\$ 70 680		\$ 71 895		\$ 50 368		\$ 28 181		\$ 60 526
											\$ 87 909
											\$ 59 569
											\$ 1 059 808
											\$ 1 728 672
Engagements hors bilan											
Engagements au titre du crédit et des liquidités ^{6,7}	14 788		\$ 24 189		\$ 23 482		\$ 19 887		\$ 15 616		\$ 38 639
Autres engagements ⁸	59		170		185		244		170		591
Engagements à l'égard d'entités structurées non consolidées	–		859		20		557		–		127
Total des engagements hors bilan	14 847		\$ 25 218		\$ 23 687		\$ 20 688		\$ 15 786		\$ 39 357
											\$ 117 437
											\$ 4 330
											\$ 1 327
											\$ 262 677

¹ Les montants ont été présentés en fonction des durées contractuelles restantes du titre sous-jacent.² Certains contrats considérés comme étant à court terme sont présentés dans la catégorie « moins de 1 mois ».³ Certains actifs non financiers ont été présentés comme n'ayant « aucune échéance précise ».⁴ Comme les dépôts payables à vue et les dépôts payables sur préavis n'ont pas d'échéance précise et peuvent être rachetés au gré du déposant, les obligations sont considérées comme n'ayant « aucune échéance précise ».⁵ Comprennent 25 milliards de dollars d'obligations sécurisées dont une tranche de 2 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 1 à 3 mois », une tranche de 2 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 3 à 6 mois », une tranche de 4 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 6 à 9 mois », une tranche de 8 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 1 an à 2 ans », une tranche de 7 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 2 à 5 ans » et une tranche de 2 milliards de dollars comporte une durée contractuelle restante de « plus de 5 ans ».⁶ Comprennent 326 millions de dollars d'engagements de crédit à l'égard de placements dans des actions de sociétés à capital fermé.⁷ Les engagements de crédit excluent les lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.⁸ Comprennent divers engagements d'acquisition ainsi que des engagements au titre de contrats de location qui n'ont pas encore débuté et des paiements découlant de contrats de location.

TITRISATION ET ARRANGEMENTS HORS BILAN

Dans le cadre normal des activités, la Banque conclut des opérations de titrisation et des arrangements hors bilan. La Banque s'associe à des entités structurées qu'elle soutient ainsi qu'à des entités soutenues par des tiers. Pour obtenir plus de renseignements, voir la section « Titrisation et arrangements hors bilan », la note 9 intitulée « Transferts d'actifs financiers » et la note 10 intitulée « Entités structurées » du rapport annuel 2021 de la Banque ainsi que la rubrique « Transferts d'actifs financiers admissibles à la décomptabilisation » de la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022 de la Banque. Aucun changement important n'a été apporté aux activités de titrisation et aux arrangements hors bilan de la Banque au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022.

Titrisation d'actifs initiés par la Banque

La Banque titre des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit, et des prêts aux entreprises et aux gouvernements pour rehausser sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de son bilan.

Prêts hypothécaires résidentiels

La Banque titre les prêts hypothécaires résidentiels par l'intermédiaire d'entités structurées importantes consolidées ou non consolidées et de tiers canadiens autres que des entités structurées. Les prêts hypothécaires résidentiels titrisés par la Banque peuvent être décomptabilisés en totalité selon les ententes propres à chacune des transactions. Dans les cas où la Banque décomptabilise en totalité les prêts hypothécaires résidentiels, la Banque peut être exposée aux risques des prêts transférés du fait des droits conservés.

Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers

La Banque titre des prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers par l'intermédiaire d'une entité structurée consolidée. La Banque consolide l'entité structurée puisqu'elle sert de véhicule de financement pour les actifs de la Banque, que la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel quant aux principales décisions économiques de l'entité structurée et que la Banque est exposée à la majorité des risques résiduels de l'entité structurée.

Prêts sur cartes de crédit

La Banque titre des prêts sur cartes de crédit par l'intermédiaire d'une entité structurée. La Banque consolide l'entité structurée puisqu'elle sert de véhicule de financement pour les actifs de la Banque, que la Banque dispose d'un pouvoir décisionnel quant aux principales décisions économiques de l'entité structurée et que la Banque est exposée à la majorité des risques résiduels de l'entité structurée.

Prêts aux entreprises et aux gouvernements

La Banque titre les prêts aux entreprises et aux gouvernements par l'intermédiaire d'entités structurées importantes non consolidées et de tiers canadiens autres que des entités structurées. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements titrisés par la Banque peuvent être décomptabilisés du bilan de la Banque selon les ententes propres à chacune des transactions. Dans les cas où la Banque décomptabilise en totalité les prêts aux entreprises et aux gouvernements, la Banque peut être exposée aux risques des prêts transférés du fait de droits conservés. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts aux entreprises et aux gouvernements titrisés, ces prêts hypothécaires étant tous assurés par un gouvernement.

Titrisation d'actifs initiés par des tiers

Entités ad hoc importantes non consolidées

La Banque titre des actifs initiés par des tiers par l'entremise d'entités structurées soutenues par la Banque, y compris par l'entremise de ses conduits multicédants canadiens qu'elle ne consolide pas. Ces conduits multicédants canadiens titrisent des actifs initiés par des tiers canadiens. La Banque gère des conduits multicédants et fournit des facilités de liquidité ainsi que des services de distribution de valeurs mobilières; elle peut également fournir des rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2022, l'exposition éventuelle maximale de perte que courait la Banque en raison des participations qu'elle avait dans du papier commercial et des facilités de liquidité qu'elle fournit à des conduits multicédants s'élevait à 10,6 milliards de dollars (10,5 milliards de dollars au 31 octobre 2021). De plus, au 31 juillet 2022, la Banque s'était engagée à fournir des facilités de liquidité de 3,2 milliards de dollars (2,1 milliards de dollars au 31 octobre 2021) à l'égard de papier commercial adossé à des actifs qui pourraient être utilisées plus tard dans le cadre de l'acquisition d'actifs spécifiques.

Exposition hors bilan à des conduits soutenus par des tiers

La Banque avait une exposition hors bilan à des conduits soutenus par des tiers en raison de facilités de liquidité consenties et d'engagements de financement qui s'établissaient à 3,0 milliards de dollars au 31 juillet 2022 (2,5 milliards de dollars au 31 octobre 2021). Les actifs compris dans ces conduits se composent de billets individuels adossés à des créances sur prêts-autos, de créances sur cartes de crédit, de créances au titre du matériel et de créances clients. Les expositions au bilan à des conduits soutenus par des tiers sont incluses dans les états financiers.

MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque ont été dressés selon les IFRS. Pour plus de renseignements sur les méthodes comptables selon les IFRS de la Banque, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022 et des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque. Pour plus de renseignements sur les jugements, estimations et hypothèses comptables importants selon les IFRS de la Banque, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2022 de la Banque et des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque n'a adopté aucune nouvelle méthode comptable.

JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

Les estimations utilisées dans l'application des méthodes comptables de la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Certaines méthodes comptables de la Banque amènent nécessairement à poser des jugements et à établir des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'elles portent sur des questions qui sont de nature incertaine. Les révisions apportées à ces jugements et à ces estimations ainsi que les changements aux normes et méthodes comptables pourraient avoir une incidence néfaste marquée sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. La Banque a instauré des procédés pour s'assurer que les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de

modification des méthodes, de calcul des estimations et d'adoption des nouvelles normes comptables sont adéquatement contrôlés et suivis de manière appropriée et systématique.

Réforme des taux d'intérêt de référence

À compter du 31 décembre 2021, la publication des taux interbancaires offerts à Londres (LIBOR) en livre sterling, en yen japonais, en franc suisse et en euro pour toutes les échéances a pris fin ainsi que celle des taux LIBOR en dollar américain pour les échéances à une semaine et à deux mois. La Banque poursuit la mise en œuvre de son plan de transition à l'égard des taux LIBOR en dollar américain pour les échéances à un jour, à un mois, à trois mois, à six mois et à douze mois, dont la publication sera abandonnée immédiatement après le 30 juin 2023.

Le 16 mai 2022, Refinitiv Benchmark Services (UK) Ltd. (RBSL), l'administrateur du Canadian Dollar Offered Rate (CDOR) a annoncé que le calcul et la publication du CDOR pour toutes les échéances cesseront définitivement après une dernière publication le 28 juin 2024. Cette annonce fait suite à la conclusion de la consultation publique réalisée par RBSL portant sur la cessation éventuelle de l'utilisation du CDOR. Le CDOR est actuellement le principal taux d'intérêt de référence au Canada et est largement utilisé pour les instruments financiers libellés en dollars canadiens, entre autres les dérivés, les prêts, les billets à taux variable ainsi que comme taux de référence quotidien pour les emprunts par voie d'acceptations bancaires canadiennes.

La Banque a intégré cette position dans son plan relatif à la réforme des taux de référence dans le but d'assurer une transition harmonieuse et de gérer son incidence au moyen de mesures d'atténuation appropriées. Inclure des libellés de remplacement appropriés dans les contrats, rendre disponibles de nouveaux produits utilisant comme référence le taux canadien des opérations de pension à un jour (CORRA) ou d'autres taux de référence alternatifs, se préparer à mettre fin aux émissions d'instruments financiers fondés sur le CDOR, assurer le passage à d'autres taux des anciens contrats fondés sur le CDOR et assurer la préparation opérationnelle globale font partie de ces mesures.

Dépréciation – Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues exige l'application d'estimations et l'exercice de jugement dans l'évaluation du contexte économique actuel et prospectif. Une importante part d'incertitude perdure à l'égard de l'évolution de la situation économique et la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer si le risque de crédit d'une exposition a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et pour établir le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture. Dans la mesure où certaines répercussions ne sont pas totalement intégrées dans les calculs des modèles, des ajustements quantitatifs et qualitatifs temporaires ont été pris en compte.

MODIFICATIONS DE MÉTHODE COMPTABLES FUTURES

La norme suivante a été publiée, mais n'était pas encore en vigueur en date de la publication des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. La Banque évalue actuellement l'incidence de l'application de cette norme sur les états financiers consolidés intermédiaires et adoptera la norme lorsqu'elle entrera en vigueur.

Contrats d'assurance

L'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui remplace les lignes directrices d'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance ainsi que pour les informations à fournir sur ceux-ci. Les contrats d'assurance sont divisés en groupes et ces groupes sont évalués à la valeur actualisée, ajustée en fonction du risque, des flux de trésorerie liés à l'exécution des contrats. Les produits sont comptabilisés à mesure que les services prévus aux contrats d'assurance sont fournis au cours de la période de couverture. Les pertes sont comptabilisées immédiatement si le groupe de contrats devait être déficitaire.

La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, soit le 1^{er} novembre 2023 pour la Banque. Selon le préavis connexe publié par le BSIF, l'adoption anticipée de la norme n'est pas permise. La norme sera appliquée de façon rétrospective avec retraitement des montants comparatifs, sauf si ce retraitement est impraticable.

La Banque travaille à la mise en œuvre en ce sens.

MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de la plus récente période intermédiaire, il n'y a eu aucune modification des politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

GLOSSAIRE

Termes financiers et bancaires

Actifs administrés : Actifs appartenant aux clients pour lesquels la Banque fournit des services de nature administrative, comme la perception du revenu de placement et la transmission des ordres des clients (après sélection du placement par les clients). La majorité de ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque.

Actifs gérés : Actifs appartenant aux clients, gérés par la Banque, pour lesquels la Banque choisit des placements au nom des clients (selon une politique de placement). En plus de la famille de fonds communs de placement TD, la Banque gère des actifs au nom de particuliers, de caisses de retraite, de sociétés, d'institutions, de fonds de dotation et de fondations. Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque. Certains actifs gérés qui sont également administrés par la Banque sont compris dans les actifs administrés.

Actifs pondérés en fonction des risques : Actifs calculés en appliquant aux risques au bilan et hors bilan un facteur de pondération des risques qui est prévu par la réglementation. Les facteurs de pondération des risques sont établis par le BSIF afin de convertir les risques au bilan et hors bilan à un niveau de risque comparable.

Actifs productifs d'intérêts moyens : Mesure financière non conforme aux PCGR qui reflète la situation financière de la Banque et est calculée comme la moyenne de la valeur comptable des dépôts auprès de banques, des prêts et des valeurs mobilières d'après les soldes quotidiens pour la période close le 31 octobre de chaque exercice.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) : Autorité de réglementation des institutions financières canadiennes à chartre fédérale et des régimes de retraite de compétence fédérale.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au montant des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, le goodwill théorique et les immobilisations incorporelles théoriques liés à une participation dans Schwab et TD Ameritrade, et d'autres immobilisations incorporelles acquises, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Cette mesure peut servir à évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires : Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation qui reflètent la répartition moyenne du capital. La méthode de répartition du capital de la Banque à ses secteurs d'exploitation est essentiellement alignée sur les exigences de Bâle III en matière de fonds propres sous forme d'actions ordinaires.

Charges nettes du Siège social : Charges autres que d'intérêts liées aux groupes responsables des services et du contrôle de l'entreprise qui ne sont pas affectées à un secteur d'exploitation donné.

Contrats à terme de gré à gré : Contrats négociés hors Bourse entre deux parties obligeant une partie au contrat à acheter et l'autre partie à vendre un actif à un prix déterminé à une date ultérieure.

Contrats à terme standardisés : Contrats négociés en Bourse visant l'achat ou la vente de valeurs mobilières à un cours stipulé d'avance et à une date ultérieure donnée.

Conventions-cadres de compensation : Accords juridiques entre deux parties liées par de nombreux contrats de dérivés prévoyant le règlement net de tous les contrats au moyen d'un paiement unique, dans une seule monnaie, dans le cas d'un défaut ou de la résiliation d'un contrat.

Coût amorti : Montant auquel est évalué un actif ou un passif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements sur le principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance, et diminué de toute réduction pour dépréciation.

Couverture : Technique de gestion visant à réduire les risques auxquels les variations des taux d'intérêt, des taux de change et d'autres facteurs du marché exposent la Banque. Ces risques sont éliminés ou réduits au moyen d'opérations sur les marchés financiers afin d'établir une position compensatoire.

Équivalence fiscale : Méthode de calcul (non conforme aux PCGR) qui consiste à majorer les produits et la charge d'impôt à l'égard de certains titres exonérés d'impôt afin de les porter à un montant équivalent avant impôt afin de pouvoir comparer les produits d'intérêts nets provenant de sources imposables et ceux provenant de sources non imposables.

Évaluation à la valeur de marché : Évaluation reflétant les cours en vigueur sur le marché à la date du bilan pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) : Agence fédérale américaine qui assure la sécurité des dépôts dans les comptes bancaires des déposants clients d'une banque membre. De plus, la FDIC examine et supervise certaines institutions financières à des fins de fiabilité et de rigueur, exerce des fonctions relatives à la protection des consommateurs et gère des banques mises sous séquestre (des banques défailtantes).

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : Mesure principale des fonds propres selon Bâle III composée essentiellement des actions ordinaires, des résultats non distribués et des participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales admissibles. Les déductions réglementaires qui sont faites pour en arriver aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires comprennent le goodwill et les immobilisations incorporelles, les participations non consolidées dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, les actifs d'impôt différé, les actifs des régimes de retraite à prestations définies et les déficits de provisionnement.

Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) : Instruments (actions privilégiées et titres de créance subordonnés) qui comportent une caractéristique ou une disposition permettant à une institution financière de convertir définitivement ces instruments en actions ordinaires ou de les déprécier en intégralité, si l'institution n'est plus viable.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements : Groupe constitué de banques, d'analystes, d'investisseurs et d'auditeurs mis sur pied par le Conseil de stabilité financière en mai 2012 afin d'améliorer la présentation des informations sur les risques fournies par les banques ou autres institutions financières.

Juste valeur : Prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché.

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) : Selon IFRS 9, lorsqu'un actif satisfait au critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels, l'évaluation du modèle économique permet de déterminer comment classer l'instrument. Lorsque l'instrument est détenu afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels, donc que sa vente n'est pas prévue, il est évalué comme étant évalué au coût amorti. Si la détention de l'instrument s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est à la fois la perception de flux de trésorerie contractuels et la vente potentielle de l'actif, il est alors évalué comme étant à la JVAERG.

Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) : Selon IFRS 9, le classement d'un actif dépend du respect de deux critères, soit les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et une évaluation du modèle économique. Lorsqu'un actif ne satisfait pas à ces deux critères à la fois, il est évalué à la juste valeur et toutes les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Marge d'intérêts nette : Ratio non conforme aux PCGR correspondant aux produits d'intérêts nets exprimé en pourcentage des actifs productifs d'intérêts moyens aux fins de mesurer le rendement. Cette mesure est un indicateur de la rentabilité des actifs productifs de la Banque diminuée du coût de financement. La marge d'intérêts nette rajustée est calculée de la même façon, mais en utilisant les produits d'intérêts nets rajustés.

Méthode du taux d'intérêt effectif : Technique servant à calculer le taux d'intérêt effectif sur une période donnée d'après la valeur comptable d'un instrument financier au début de la période comptable. Selon la méthode du taux d'intérêt effectif, le *taux d'intérêt effectif*, élément clé du calcul, actualise les entrées et sorties de trésorerie futures attendues sur la durée de vie d'un instrument financier.

Notionnel : Montant de référence servant à calculer les paiements pour les instruments financiers dérivés.

Obligations garanties par une hypothèque : Titres garantis par des créances, composés de titres adossés à des créances hypothécaires distincts et émis sous forme de différentes catégories de titres hypothécaires transmis directement à l'investisseur dont l'échéance, les taux d'intérêt et les risques varient. Les obligations garanties par une hypothèque d'émetteurs privés sont collectivement appelées obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes.

Options : Contrats qui confèrent à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation future, d'acheter ou de vendre une valeur mobilière, un taux de change, un taux d'intérêt ou un autre instrument financier ou une marchandise à un prix stipulé d'avance, à une date prédéterminée ou avant cette échéance.

Papier commercial adossé à des actifs (PCAA) : Forme de papier commercial garanti par d'autres actifs financiers. Les investisseurs institutionnels achètent généralement ces instruments pour diversifier leurs actifs et générer des gains à court terme.

Perte en cas de défaillance (PCD) : Perte que subirait la Banque en cas de défaillance de l'emprunteur à l'égard d'un prêt, exprimée en pourcentage de l'exposition en cas de défaillance.

Pertes de crédit attendues : Pertes de crédit attendues correspondant à la pondération probabiliste de la valeur actualisée des insuffisances de flux de trésorerie attendus sur la durée de vie attendue restante de l'instrument financier et tenant compte des informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions d'événements et de la conjoncture économique à venir ayant une incidence sur l'évaluation du risque de crédit de la Banque.

Points de base (pdb) : Unité équivalant à 1/100 de 1 %. Une variation de 1 % correspond donc à une variation de 100 points de base.

Prêts douteux : Prêts dont la qualité a subi, de l'avis de la direction, une détérioration au point où la Banque n'a plus l'assurance raisonnable de recouvrer en temps opportun la totalité du principal et des intérêts.

Probabilité de défaillance (PD) : Probabilité que l'emprunteur ne soit pas en mesure d'effectuer les remboursements prévus.

Produits liés aux activités de négociation : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au total des produits (pertes) de négociation, des produits d'intérêts nets sur les positions de négociation, et les produits provenant des instruments financiers qui sont désignés à la JVRN et gérés dans un portefeuille de négociation. Les produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) du secteur Services bancaires de gros, composante du total des produits liés aux activités de négociation de la Banque, sont également une mesure financière non conforme aux PCGR et sont calculés de la même manière, en utilisant les rajustements de l'équivalence fiscale. Les deux mesures servent à évaluer le rendement des activités de négociation.

Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat) : Montant additionnel requis pour porter le total de la provision pour pertes sur créances (au bilan) à un niveau que la direction juge adéquat pour refléter les pertes sur créances prévues du portefeuille.

Provision pour pertes sur créances (au bilan consolidé) : Représente les pertes de crédit attendues sur les actifs financiers, y compris les expositions hors bilan, à la date du bilan. La provision pour pertes sur créances consiste en une provision à l'étape 3 relative aux actifs financiers dépréciés et à une provision à l'étape 2 et à l'étape 1 relative aux actifs financiers productifs et aux instruments hors bilan. Cette provision est augmentée de la provision pour pertes sur créances inscrite à l'état du résultat consolidé, diminuée des radiations nettes des recouvrements et des cessions et subit l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Rajustement de la valeur du crédit (RVC) : Représente une exigence pour les fonds propres qui mesure le risque de crédit attribuable à la défaillance de contreparties sur dérivés. Selon cette exigence, les banques sont tenues d'être capitalisées pour parer aux fluctuations potentielles de l'écart de crédit des contreparties pour les portefeuilles de dérivés.

Ratio cours/bénéfice : Ratio calculé en divisant le cours de clôture de l'action par le résultat par action des quatre derniers trimestres afin d'indiquer le rendement sur le marché. Le ratio cours/bénéfice rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat par action rajusté.

Ratio de versement de dividendes : Ratio représentant le pourcentage du résultat de la Banque payé aux actionnaires ordinaires sous forme de dividende et calculé en divisant les dividendes sur actions ordinaires par le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires. Le ratio de versement de dividendes rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Ratio d'efficience : Mesure l'efficience opérationnelle et est calculé d'après les charges autres que d'intérêts exprimées en pourcentage du total des produits. Un pourcentage plus faible indique une meilleure efficience des activités. Le ratio d'efficience rajusté est calculé de la même manière, en utilisant les charges autres que d'intérêts rajustées et le total des produits.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 : De nature plus permanente, les fonds propres de catégorie 1 comprennent principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les résultats non distribués, les actions privilégiées et les instruments innovateurs. Ce ratio est le quotient des fonds propres de catégorie 1 par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : Principale mesure de la suffisance des fonds propres selon Bâle III et correspond aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio du total des fonds propres : Correspond à la somme des fonds propres nets de catégorie 1 et de catégorie 2. Le ratio du total des fonds propres est le quotient du total des fonds propres par les actifs pondérés en fonction des risques.

Rendement de l'action : Ratio qui correspond au dividende par action ordinaire pour l'exercice divisé par la moyenne quotidienne du cours de clôture de l'action pendant l'exercice.

Rendement des actifs pondérés en fonction des risques : Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques moyens.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque consolidée qui correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires et sert à évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour les secteurs d'exploitation correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires d'un secteur d'exploitation donné exprimé en pourcentage de son capital attribué moyen. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations incorporelles acquises, qui sont traitées comme un élément à noter, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté. Ces deux mesures peuvent être utilisées pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Rendement total pour les actionnaires : Variation du cours du marché majorée des dividendes versés au cours de l'exercice, exprimée en pourcentage du cours de l'action ordinaire à la clôture de l'exercice antérieur.

Résultat de base par action : Mesure du rendement calculée en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le résultat par action rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Résultat dilué par action : Mesure du rendement calculée en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour tenir compte de l'effet dilutif de toutes les actions ordinaires potentielles. Le résultat dilué par action rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Résultats rajustés : Mesure financière non conforme aux PCGR utilisée par la Banque pour évaluer chacun de ses secteurs et pour mesurer sa performance globale. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent.

Swaps : Contrats qui comportent l'échange de flux d'intérêt à taux fixe contre un taux variable et de monnaies différentes portant sur un notionnel pendant une période donnée.

Taux de croissance annuel composé (TCAC) : Mesure de croissance de la valeur d'un placement établie sur plusieurs périodes, soit depuis le début jusqu'à la fin du placement, en supposant un rendement composé.

Taux d'imposition effectif : Taux et indicateur de rendement correspondant à la charge d'impôt sur le résultat en pourcentage du résultat net avant impôt. Le taux d'imposition effectif rajusté est calculé de la même manière, en utilisant les résultats rajustés.

Taux d'intérêt effectif : Taux qui actualise les flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable de l'instrument. Le calcul tient compte du taux d'intérêt contractuel ainsi que des honoraires ou des coûts marginaux directement attribuables à l'instrument et de tous les autres escomptes ou primes.

Titre adossé à des actifs : Titre dont la valeur et les flux de revenus proviennent d'un ensemble déterminé d'actifs sous-jacents et sont garantis par cet ensemble d'actifs.

Titrisation : Opération par laquelle des actifs financiers, principalement des prêts, sont cédés à des structures qui financent habituellement l'achat de ces prêts en émettant différentes catégories de titres adossés à des actifs.

Uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts (critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels) : Selon IFRS 9, les critères suivants doivent être satisfaits pour qu'un instrument financier soit classé au coût amorti :

- le modèle économique de l'entité a trait à la gestion des actifs financiers (comme dans le cadre des activités de négociation bancaires), et, par conséquent, un actif est détenu dans l'objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les flux de trésorerie contractuels d'un actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts.

Valeur à risque (VaR) : Mesure utilisée pour surveiller et contrôler le niveau global du risque et pour calculer les fonds propres réglementaires requis pour le risque de marché dans les activités de négociation. La VaR mesure l'incidence négative que d'éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période donnée.

Valeur comptable : Valeur à laquelle un actif ou un passif est constaté dans le bilan consolidé.

Valeur comptable par action : Mesure calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(aux dates indiquées et en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022	31 octobre 2021
ACTIF		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	5 674 \$	5 931 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	131 325	159 962
	136 999	165 893
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction (Note 4)	148 133	147 590
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net (Note 4)	11 426	9 390
Dérivés (Note 4)	75 883	54 427
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (Note 4)	4 755	4 564
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (Note 4)	71 240	79 066
	311 437	295 037
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances (Notes 4, 5)	330 086	268 939
Valeurs mobilières prises en pension	161 275	167 284
Prêts (Notes 4, 6)		
Prêts hypothécaires résidentiels	288 597	268 340
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	200 754	189 864
Cartes de crédit	33 728	30 738
Entreprises et gouvernements	273 806	240 070
	796 885	729 012
Provision pour pertes sur prêts (Note 6)	(6 040)	(6 390)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	790 845	722 622
Divers		
Engagements de clients au titre d'acceptations	20 136	18 448
Participation dans Schwab (Note 7)	9 504	11 112
Goodwill (Note 9)	16 730	16 232
Autres immobilisations incorporelles	2 194	2 123
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, et autres actifs amortissables	9 098	9 181
Actifs d'impôt différé	2 105	2 265
Montants à recevoir des courtiers et des clients	26 727	32 357
Autres actifs (Note 10)	23 675	17 179
	110 169	108 897
Total de l'actif	1 840 811 \$	1 728 672 \$
PASSIF		
Dépôts détenus à des fins de transaction (Notes 4, 11)	18 604 \$	22 891 \$
Dérivés (Note 4)	72 960	57 122
Passifs de titrisation à la juste valeur (Note 4)	12 671	13 505
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (Notes 4, 11)	139 805	113 988
	244 040	207 506
Dépôts (Notes 4, 11)		
Particuliers	665 280	633 498
Banques	30 401	20 917
Entreprises et gouvernements	506 055	470 710
	1 201 736	1 125 125
Divers		
Acceptations	20 136	18 448
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert (Note 4)	50 068	42 384
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	126 946	144 097
Passifs de titrisation au coût amorti (Note 4)	15 228	15 262
Montants à payer aux courtiers et aux clients	29 997	28 993
Passifs liés aux assurances	7 552	7 676
Autres passifs (Note 12)	31 250	28 133
	281 177	284 993
Billets et débetures subordonnés (Note 4)	11 266	11 230
Total du passif	1 738 219	1 628 854
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions ordinaires (Note 13)	23 744	23 066
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 13)	7 350	5 700
Actions propres – actions ordinaires (Note 13)	(104)	(152)
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 13)	(16)	(10)
Surplus d'apport	169	173
Résultats non distribués	69 090	63 944
Cumul des autres éléments du résultat global	2 359	7 097
Total des capitaux propres	102 592	99 818
Total du passif et des capitaux propres	1 840 811 \$	1 728 672 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Produits d'intérêts¹ (Note 20)				
Prêts	7 674 \$	5 933 \$	19 873 \$	17 950 \$
Valeurs mobilières				
Intérêts	2 231	937	4 509	2 761
Dividendes	448	362	1 322	1 200
Dépôts auprès de banques	429	74	629	231
	10 782	7 306	26 333	22 142
Charges d'intérêts (Note 20)				
Dépôts	2 670	871	4 493	2 966
Passifs de titrisation	164	95	388	255
Billets et débiteurs subordonnés	101	95	292	281
Divers	803	241	1 437	771
	3 738	1 302	6 610	4 273
Produits d'intérêts nets	7 044	6 004	19 723	17 869
Produits autres que d'intérêts				
Services de placement et de valeurs mobilières	1 389	1 554	4 488	4 614
Commissions sur crédit	395	364	1 177	1 079
Produits (pertes) de négociation	(132)	(16)	(38)	325
Frais de service	715	673	2 152	1 944
Services de cartes	751	632	2 140	1 784
Produits d'assurance	1 406	1 313	4 070	3 629
Autres produits (pertes) (Notes 8, 18)	(643)	188	(243)	508
	3 881	4 708	13 746	13 883
Total des produits	10 925	10 712	33 469	31 752
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances (Note 6)	351	(37)	450	(101)
Indemnités d'assurance et charges connexes	829	836	2 177	2 057
Charges autres que d'intérêts				
Salaires et avantages du personnel	3 327	3 046	9 887	9 327
Charges d'occupation des locaux, amortissement compris	417	409	1 227	1 442
Charges liées à la technologie, au matériel et au mobilier, amortissement compris	470	418	1 381	1 245
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	145	174	452	527
Communication et marketing	329	286	952	825
Frais liés aux activités de courtage et honoraires de sous-conseiller	100	109	311	315
Services professionnels, services-conseils et services externes	545	390	1 498	1 052
Divers	763	784	2 388	2 396
	6 096	5 616	18 096	17 129
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	3 649	4 297	12 746	12 667
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	703	922	2 689	2 711
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab (Note 7)	268	170	701	561
Résultat net	3 214	3 545	10 758	10 517
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	43	56	152	186
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 171 \$	3 489 \$	10 606 \$	10 331 \$
Résultat par action (en dollars canadiens) (Note 17)				
De base	1,76 \$	1,92 \$	5,86 \$	5,69 \$
Dilué	1,75	1,92	5,85	5,68
Dividendes par action ordinaire (en dollars canadiens)	0,89	0,79	2,67	2,37

¹ Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022, comprennent respectivement des produits d'intérêts de 9 178 millions de dollars et 22 907 millions de dollars (respectivement 6 606 millions de dollars et 20 031 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021) qui ont été calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Résultat net	3 214	\$ 3 545	\$ 10 758	\$ 10 517
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront reclassés par la suite dans le résultat net				
Variation nette des profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Variation du profit latent (de la perte latente)	8	16	(1 074)	151
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net)	5	(30)	(5)	(64)
Variation de la provision pour pertes sur créances comptabilisée en résultat	(2)	–	(3)	(2)
Impôt sur le résultat lié aux éléments suivants :				
Variation du profit latent (de la perte latente)	(5)	(2)	297	(32)
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net)	(1)	8	–	14
	5	(8)	(785)	67
Variation nette du profit latent (de la perte latente) de change sur les investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture				
Profit latent (perte latente)	(159)	1 264	3 359	(5 383)
Profit net (perte nette) sur les couvertures	65	(576)	(1 187)	2 337
Impôt sur le résultat lié aux éléments suivants :				
Profit net (perte nette) sur les couvertures	(17)	151	311	(612)
	(111)	839	2 483	(3 658)
Variation nette du profit (de la perte) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Variation du profit (de la perte)	(408)	1 142	(4 694)	(1 156)
Reclassement en résultat de la perte (du profit)	861	(860)	(500)	422
Impôt sur le résultat lié aux éléments suivants :				
Variation du profit (de la perte)	117	(281)	1 241	243
Reclassement en résultat de la perte (du profit)	(231)	208	82	(51)
	339	209	(3 871)	(542)
Quote-part des autres éléments du résultat global de la participation dans Schwab	(400)	256	(2 479)	(570)
Éléments qui ne seront pas reclassés par la suite dans le résultat net				
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel				
Profit (perte)	381	114	1 504	1 763
Impôt sur le résultat	(100)	(30)	(395)	(463)
	281	84	1 109	1 300
Variation du profit net latent (de la perte nette latente) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Variation du profit net latent (de la perte nette latente)	(410)	167	(152)	532
Impôt sur le résultat	108	(43)	40	(139)
	(302)	124	(112)	393
Profit (perte) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net				
Profit (perte)	50	2	35	50
Impôt sur le résultat	(13)	–	(9)	(13)
	37	2	26	37
Total des autres éléments du résultat global	(151)	1 506	(3 629)	(2 973)
Total du résultat global	3 063	\$ 5 051	\$ 7 129	\$ 7 544
Attribuable aux :				
Actionnaires ordinaires	3 020	\$ 4 995	\$ 6 977	\$ 7 358
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres	43	56	152	186

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Actions ordinaires (Note 13)				
Solde au début de la période	23 127 \$	22 790 \$	23 066 \$	22 487 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	7	56	97	146
Actions émises dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes	610	99	846	312
Rachat d'actions aux fins d'annulation et autres	—	—	(265)	—
Solde à la fin de la période	23 744	22 945	23 744	22 945
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 13)				
Solde au début de la période	6 550	4 950	5 700	5 650
Émission d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	800	1 750	1 650	1 750
Rachat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	—	—	—	(700)
Solde à la fin de la période	7 350	6 700	7 350	6 700
Actions propres – actions ordinaires (Note 13)				
Solde au début de la période	(243)	(123)	(152)	(37)
Achat d'actions	(2 107)	(2 565)	(8 131)	(8 398)
Vente d'actions	2 246	2 499	8 179	8 246
Solde à la fin de la période	(104)	(189)	(104)	(189)
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 13)				
Solde au début de la période	(13)	(5)	(10)	(4)
Achat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(52)	(28)	(142)	(107)
Vente d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	49	28	136	106
Solde à la fin de la période	(16)	(5)	(16)	(5)
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	154	126	173	121
Prime nette (escompte net) sur la vente d'actions propres	11	1	16	(5)
Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées	8	(2)	16	3
Divers	(4)	—	(36)	6
Solde à la fin de la période	169	125	169	125
Résultats non distribués				
Solde au début de la période	67 046	59 035	63 944	53 845
Résultat net attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres	3 214	3 545	10 758	10 517
Dividendes sur actions ordinaires	(1 604)	(1 436)	(4 829)	(4 304)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	(43)	(56)	(152)	(186)
Frais liés à l'émission d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(2)	(5)	(5)	(5)
Prime nette sur le rachat d'actions ordinaires, d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres (Note 13)	—	—	(1 930)	(1)
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	281	84	1 109	1 300
Profit réalisé (perte réalisée) sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	198	—	195	1
Solde à la fin de la période	69 090	61 167	69 090	61 167
Cumul des autres éléments du résultat global				
<i>Profit net latent (perte nette latente) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :</i>				
Solde au début de la période	(280)	618	510	543
Autres éléments du résultat global	7	(8)	(782)	69
Provision pour pertes sur créances	(2)	—	(3)	(2)
Solde à la fin de la période	(275)	610	(275)	610
<i>Profit net latent (perte nette latente) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :</i>				
Solde au début de la période	371	17	181	(252)
Autres éléments du résultat global	(104)	124	83	394
Reclassement de la perte (du profit) dans les résultats non distribués	(198)	—	(195)	(1)
Solde à la fin de la période	69	141	69	141
<i>Profit (perte) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net :</i>				
Solde au début de la période	3	(2)	14	(37)
Autres éléments du résultat global	37	2	26	37
Solde à la fin de la période	40	—	40	—
<i>Profit net latent (perte nette latente) de change sur les investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture :</i>				
Solde au début de la période	7 824	4 860	5 230	9 357
Autres éléments du résultat global	(111)	839	2 483	(3 658)
Solde à la fin de la période	7 713	5 699	7 713	5 699
<i>Profit net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :</i>				
Solde au début de la période	(2 280)	3 075	1 930	3 826
Autres éléments du résultat global	339	209	(3 871)	(542)
Solde à la fin de la période	(1 941)	3 284	(1 941)	3 284
Quote-part du cumul des autres éléments du résultat global de la participation dans Schwab	(3 247)	(570)	(3 247)	(570)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	2 359	9 164	2 359	9 164
Total des capitaux propres	102 592 \$	99 907 \$	102 592 \$	99 907 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Flux de trésorerie des activités d'exploitation				
Résultat net	3 214 \$	3 545 \$	10 758 \$	10 517 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets des activités d'exploitation				
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances (Note 6)	351	(37)	450	(101)
Amortissement	285	295	851	1 064
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	145	174	452	527
Perte nette (profit net) sur les valeurs mobilières (Note 5)	(42)	(30)	(52)	(3)
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab (Note 7)	(268)	(170)	(701)	(561)
Impôt différé	(410)	(207)	33	159
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Intérêts à recevoir et à payer (Notes 10, 12)	(136)	(114)	(262)	(258)
Valeurs mobilières mises en pension	(5 807)	7 537	(17 151)	(33 013)
Valeurs mobilières prises en pension	10 463	(6 779)	6 009	7 008
Valeurs mobilières vendues à découvert	(1 582)	(2 712)	7 684	1 369
Prêts et valeurs mobilières détenus à des fins de transaction	(3 743)	(5 499)	(543)	1 329
Prêts, déduction faite de la titrisation et des ventes	(26 182)	(9 436)	(68 672)	(346)
Dépôts	17 049	(4 041)	72 324	(6 384)
Dérivés	7 996	(3 425)	(5 618)	2 012
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction, à la juste valeur par le biais du résultat net	126	(37)	(2 036)	(704)
Actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	10 712	26 302	25 626	32 797
Passifs de titrisation	63	(63)	(868)	(581)
Impôt exigible	865	116	(2 979)	921
Montants à recevoir des courtiers et des clients ou à payer à ceux-ci	(644)	1 589	6 634	(624)
Divers, y compris (le profit latent) la perte latente de change	6 454	(3 966)	4 419	20 876
Flux de trésorerie nets des activités d'exploitation	18 909	3 042	36 358	36 004
Flux de trésorerie des activités de financement				
Rachat de billets et débiteures subordonnés	20	(6)	48	4
Émission d'actions ordinaires, montant net	7	49	87	128
Rachat d'actions ordinaires (Note 13)	—	—	(2 195)	—
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, montant net (Note 13)	798	1 745	1 645	1 745
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	—	—	(1 000)	(700)
Vente d'actions propres et d'autres instruments de capitaux propres	2 306	2 528	8 331	8 347
Achat d'actions propres et d'autres instruments de capitaux propres (Note 13)	(2 159)	(2 593)	(8 273)	(8 505)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 562)	—	(4 509)	(4 168)
Remboursement des obligations locatives	(165)	(160)	(478)	(441)
Flux de trésorerie nets des activités de financement	(755)	1 563	(6 344)	(3 590)
Flux de trésorerie des activités d'investissement				
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(3 736)	21 881	30 987	(7 696)
Activités relatives aux actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Achats	(8 624)	(3 922)	(24 056)	(15 530)
Produit tiré des échéances	4 916	8 661	25 156	26 910
Produit tiré des ventes	1 576	1 616	5 183	2 769
Activités relatives aux titres de créance au coût amorti				
Achats	(27 624)	(48 761)	(118 712)	(117 536)
Produit tiré des échéances	12 086	18 121	48 469	79 243
Produit tiré des ventes	3 554	11	3 560	1 713
Achats nets de terrains, de bâtiments, de matériel et mobilier et d'autres actifs amortissables et d'autres immobilisations incorporelles	(254)	(286)	(993)	(771)
Trésorerie nette acquise (payée) dans le cadre de dessaisissements et d'acquisitions	—	(1 882)	—	(1 858)
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	(18 106)	(4 561)	(30 406)	(32 756)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(7)	55	135	(286)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	41	99	(257)	(628)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période	5 633	5 718	5 931	6 445
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période	5 674 \$	5 817 \$	5 674 \$	5 817 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie des activités d'exploitation				
Montant d'impôt sur le résultat payé (recouvré) au cours de la période	326 \$	886 \$	4 103 \$	2 481 \$
Montant des intérêts payés au cours de la période	3 297	1 457	6 095	4 742
Montant des intérêts reçus au cours de la période	9 757	6 985	24 234	21 153
Montant des dividendes reçus au cours de la période	527	454	1 511	1 401

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

NOTE 1 : NATURE DES ACTIVITÉS

INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

La Banque Toronto-Dominion est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques*. Les actionnaires d'une banque ne sont pas responsables, en tant que tels, des dettes, actes ou défauts de celle-ci, sauf dans les cas prévus par la *Loi sur les banques*. La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque »). La Banque est issue de la fusion, le 1^{er} février 1955, de la Banque de Toronto, qui a obtenu une charte en 1855, et de la Banque Dominion, dont la charte remonte à 1869. La Banque est constituée au Canada, et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 66 Wellington Street West, Toronto (Ontario). La TD offre ses services dans trois secteurs d'exploitation qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers dans le monde : Services de détail au Canada, Services de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros.

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires dressés par la Banque et les principes comptables qu'elle a suivis sont conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés sur une base résumée selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, à l'aide des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque. Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction exerce son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses à l'égard des montants présentés d'actifs, de passifs, de produits et de charges, et de l'information à fournir à l'égard des actifs ou passifs éventuels, comme il est décrit plus en détail à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque et à la note 3 du présent document. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer des montants estimatifs, au fur et à mesure que surviennent des événements qui les confirment.

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque ont été préparés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires. Toutes les opérations intersociétés, tous les soldes intersociétés et tous les profits latents et pertes latentes intersociétés comptabilisés sur ces opérations sont éliminés à la consolidation.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022 ont été approuvés et leur publication a été autorisée par le conseil d'administration de la Banque, conformément à une recommandation du comité d'audit, le 24 août 2022.

Puisque les états financiers consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les informations à fournir normalement requises pour les états financiers consolidés annuels, ils doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque, les notes correspondantes et les passages ombragés du rapport de gestion de 2021. Les politiques et procédures de gestion des risques de la Banque sont présentées dans le rapport de gestion. Les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans le rapport aux actionnaires, se rapportant au risque de marché, au risque de liquidité et au risque d'assurance, font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires, comme le permettent les IFRS.

NOTE 2 : MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES ET FUTURES

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque n'a adopté aucune nouvelle méthode comptable.

MODIFICATIONS DE MÉTHODE COMPTABLES FUTURES

La norme suivante a été publiée, mais n'était pas encore en vigueur en date de la publication des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. La Banque évalue actuellement l'incidence de l'application de cette norme sur les états financiers consolidés intermédiaires et adoptera la norme lorsqu'elle entrera en vigueur.

Contrats d'assurance

L'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui remplace les lignes directrices d'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance ainsi que pour les informations à fournir sur ceux-ci. Les contrats d'assurance sont divisés en groupes et ces groupes sont évalués à la valeur actualisée, ajustée en fonction du risque, des flux de trésorerie liés à l'exécution des contrats. Les produits sont comptabilisés à mesure que les services prévus aux contrats d'assurance sont fournis au cours de la période de couverture. Les pertes sont comptabilisées immédiatement si le groupe de contrats devait être déficitaire.

La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, soit le 1^{er} novembre 2023 pour la Banque. Selon le préavis connexe publié par le BSIF, l'adoption anticipée de la norme n'est pas permise. La norme sera appliquée de façon rétrospective avec retraitement des montants comparatifs, sauf si ce retraitement est impraticable.

La Banque travaille à la mise en œuvre en ce sens.

NOTE 3 : JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

Les estimations utilisées dans l'application des méthodes comptables de la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Certaines méthodes comptables de la Banque amènent nécessairement à poser des jugements et à établir des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'elles portent sur des questions qui sont de nature incertaine. Les révisions apportées à ces jugements et à ces estimations ainsi que les changements aux normes et méthodes comptables pourraient avoir une incidence néfaste marquée sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. La Banque a instauré des procédés pour s'assurer que les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes, de calcul des estimations et d'adoption des nouvelles normes comptables sont adéquatement contrôlés et suivis de manière appropriée et systématique. Pour une description des jugements, estimations et hypothèses comptables importants, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque.

Réforme des taux d'intérêt de référence

À compter du 31 décembre 2021, la publication des taux interbancaires offerts à Londres (LIBOR) en livre sterling, en yen japonais, en franc suisse et en euro pour toutes les échéances a pris fin ainsi que celle des taux LIBOR en dollar américain pour les échéances à une semaine et à deux mois. La Banque poursuit la mise en œuvre de son plan de transition à l'égard des taux LIBOR en dollar américain pour les échéances à un jour, à un mois, à trois mois, à six mois et à douze mois, dont la publication sera abandonnée immédiatement après le 30 juin 2023.

Le 16 mai 2022, Refinitiv Benchmark Services (UK) Ltd. (RBSL), l'administrateur du Canadian Dollar Offered Rate (CDOR), a annoncé que le calcul et la publication du CDOR pour toutes les échéances cesseront définitivement après une dernière publication le 28 juin 2024. Cette annonce fait suite à la conclusion de la consultation publique réalisée par RBSL portant sur la cessation éventuelle de l'utilisation du CDOR. Le CDOR est actuellement le principal taux d'intérêt de référence au Canada et est largement utilisé pour les instruments financiers libellés en dollars canadiens, entre autres les dérivés, les prêts, les billets à taux variable ainsi que comme taux de référence quotidien pour les emprunts par voie d'acceptations bancaires canadiennes.

La Banque a intégré cette position dans son plan relatif à la réforme des taux de référence dans le but d'assurer une transition harmonieuse et de gérer son incidence au moyen de mesures d'atténuation appropriées. Inclure des libellés de remplacement appropriés dans les contrats, rendre disponibles de nouveaux produits utilisant comme référence le taux canadien des opérations de pension à un jour (CORRA) ou d'autres taux de référence alternatifs, se préparer à mettre fin aux émissions d'instruments financiers fondés sur le CDOR, assurer le passage à d'autres taux des anciens contrats fondés sur le CDOR et assurer la préparation opérationnelle globale font partie de ces mesures.

Le tableau suivant présente l'exposition de la Banque aux instruments financiers utilisant comme référence le taux CDOR qui n'ont pas encore été indexés à un taux de référence alternatif et qui viennent à échéance après le 28 juin 2024, y compris certains dépôts à vue qui n'ont aucune échéance précise.

Expositions aux taux d'intérêt de référence assujettis à la réforme des taux interbancaires offerts

(en millions de dollars canadiens)

	Actifs financiers non dérivés ¹		Passifs financiers non dérivés ²		Dérivés		Engagements hors bilan ³					
	Valeur comptable		Valeur comptable		Notionnel ⁴	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Montant contractuel				
CDOR	18 137	\$	29 523	\$	2 510 492	\$	2 362	\$	3 373	\$	26 864	\$
Swaps de devises												
CDOR / LIBOR en dollar américain	s. o. ⁵		s. o.		132 965		1 574		1 617		s. o.	
CDOR / autres taux ⁶	s. o.		s. o.		75 431		1 002		1 463		s. o.	
	s. o.		s. o.		208 396		2 576		3 080		s. o.	
Total	18 137	\$	29 523	\$	2 718 888	\$	4 938	\$	6 453	\$	26 864	\$

¹ Les prêts présentés comme actifs financiers non dérivés représentent les montants empruntés et excluent la provision pour pertes sur prêts. Au 31 juillet 2022, la valeur comptable des actifs financiers non dérivés indexés au CDOR s'élevait à 18 milliards de dollars, dont une tranche de 12 milliards de dollars se rapporte aux engagements de clients au titre d'acceptations, une tranche de 2 milliards de dollars, aux prêts, et une tranche de 2 milliards de dollars, aux titres de créance au coût amorti.

² Au 31 juillet 2022, la valeur comptable des passifs financiers non dérivés indexés au CDOR s'élevait à 30 milliards de dollars, dont une tranche de 12 milliards de dollars se rapporte aux acceptations, une tranche de 9 milliards de dollars, aux billets et débiteurs subordonnés, et une tranche de 5 milliards de dollars, aux dépôts à vue n'ayant aucune échéance précise.

³ Bien des facilités de prêts consenties par la Banque à de grandes entreprises permettent à l'emprunteur de choisir le taux d'intérêt de référence au moment de l'emprunt sur la facilité. En fonction des antécédents que possède la Banque, le taux d'intérêt de référence choisi par l'emprunteur est souvent libellé dans la même devise que celle de la facilité, par conséquent, la Banque a présumé que le taux d'intérêt de référence pour ses engagements au titre du crédit non utilisé et des liquidités est libellé dans la même devise que celle de la facilité aux fins des informations présentées dans le présent tableau.

⁴ Au 31 juillet 2022, le notionnel des dérivés indexés au CDOR à un mois et à trois mois qui font partie de relations de comptabilité de couverture admissibles qui viennent à échéance après le 28 juin 2024 et qui n'ont pas encore été indexés à un taux de référence alternatif s'élevait à 124 milliards de dollars pour ceux couvrant le risque de taux d'intérêt et à 98 milliards de dollars pour ceux couvrant le risque de change.

⁵ Sans objet.

⁶ La catégorie « Autres taux » se rapporte aux taux qui ne sont pas assujettis à la réforme des taux interbancaires offerts ou qui ont déjà fait l'objet d'une réforme.

Dépréciation – Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues exige l'application d'estimations et l'exercice de jugement dans l'évaluation du contexte économique actuel et prospectif. Une importante part d'incertitude perdure à l'égard de l'évolution de la situation économique et la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer si le risque de crédit d'une exposition a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et pour établir le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture. Dans la mesure où certaines répercussions ne sont pas totalement intégrées dans les calculs des modèles, des ajustements quantitatifs et qualitatifs temporaires ont été pris en compte.

NOTE 4 : ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

L'approche et les méthodes utilisées par la Banque pour calculer la juste valeur sont demeurées sensiblement les mêmes pendant les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022.

a) JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS NON COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs et passifs financiers de la Banque non comptabilisés à la juste valeur.

Actifs et passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022		31 octobre 2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ACTIFS FINANCIERS				
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	253 211 \$	247 629 \$	208 559 \$	207 927 \$
Autres titres de créance	76 875	74 746	60 380	60 525
Total des titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	330 086	322 375	268 939	268 452
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	790 845	779 660	722 622	725 177
Total des actifs financiers non comptabilisés à la juste valeur	1 120 931 \$	1 102 035 \$	991 561 \$	993 629 \$
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts	1 201 736 \$	1 196 349 \$	1 125 125 \$	1 124 762 \$
Passifs de titrisation au coût amorti	15 228	14 746	15 262	15 202
Billets et débiteures subordonnés	11 266	11 120	11 230	11 838
Total des passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur	1 228 230 \$	1 222 215 \$	1 151 617 \$	1 151 802 \$

¹ Ce tableau ne tient pas compte des actifs et passifs financiers dont la valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.

b) HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Le tableau ci-après présente, aux 31 juillet 2022 et 31 octobre 2021, le classement dans les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs de chaque actif et passif évalué à la juste valeur sur une base récurrente.

Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
ACTIFS FINANCIERS ET MARCHANDISES								
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction¹								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	580 \$	13 226 \$	– \$	13 806 \$	294 \$	10 902 \$	– \$	11 196 \$
Provinces	–	9 049	–	9 049	–	8 326	–	8 326
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	–	21 277	–	21 277	–	13 241	–	13 241
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE ²	–	7 427	–	7 427	–	7 785	–	7 785
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	1 728	–	1 728	–	1 500	–	1 500
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens	–	6 493	–	6 493	–	5 970	–	5 970
Autres émetteurs	–	11 390	6	11 396	–	12 389	6	12 395
Titres de capitaux propres	48 535	14	–	48 549	59 933	158	33	60 124
Prêts détenus à des fins de transaction	–	11 391	–	11 391	–	12 405	–	12 405
Marchandises	16 173	838	–	17 011	13 919	720	–	14 639
Droits conservés	–	6	–	6	–	9	–	9
	65 288	82 839	6	148 133	74 146	73 405	39	147 590
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières	185	6 887	911	7 983	166	6 127	760	7 053
Prêts	–	3 443	–	3 443	–	2 334	3	2 337
	185	10 330	911	11 426	166	8 461	763	9 390
Dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	117	13 967	1	14 085	12	10 277	1	10 290
Contrats de change	48	53 044	1	53 093	26	35 786	7	35 819
Contrats dérivés de crédit	–	33	–	33	–	57	–	57
Dérivés d'actions	9	3 949	–	3 958	3	5 359	–	5 362
Contrats de marchandises	460	4 183	71	4 714	365	2 495	39	2 899
	634	75 176	73	75 883	406	53 974	47	54 427
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières ¹	–	4 755	–	4 755	–	4 564	–	4 564
	–	4 755	–	4 755	–	4 564	–	4 564
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	–	16 726	–	16 726	–	12 519	–	12 519
Provinces	–	20 151	–	20 151	–	18 143	–	18 143
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	385	11 042	–	11 427	–	19 300	–	19 300
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	2 762	–	2 762	–	6 564	–	6 564
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	78	–	78	–	1 254	–	1 254
Autres titres de créance								
Titres adossés à des actifs	–	5 830	–	5 830	–	6 981	–	6 981
Obligations de sociétés et autres	–	8 096	53	8 149	–	8 040	64	8 104
Titres de capitaux propres	1 846	1	2 335	4 182	2 989	1	1 609	4 599
Prêts	–	1 935	–	1 935	–	1 602	–	1 602
	2 231	66 621	2 388	71 240	2 989	74 404	1 673	79 066
Valeurs mobilières prises en pension	–	7 739	–	7 739	–	7 992	–	7 992
PASSIFS FINANCIERS								
Dépôts détenus à des fins de transaction								
	–	18 302	302	18 604	–	22 750	141	22 891
Dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	96	12 392	159	12 647	14	11 580	89	11 683
Contrats de change	39	49 711	1	49 751	28	35 146	–	35 174
Contrats dérivés de crédit	–	158	–	158	–	347	–	347
Dérivés d'actions	–	7 213	43	7 256	–	7 932	82	8 014
Contrats de marchandises	284	2 845	19	3 148	300	1 596	8	1 904
	419	72 319	222	72 960	342	56 601	179	57 122
Passifs de titrisation à la juste valeur	–	12 671	–	12 671	–	13 505	–	13 505
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net								
	38	139 757	10	139 805	–	113 912	76	113 988
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert¹	3 373	46 695	–	50 068	2 015	40 360	9	42 384
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	–	5 971	–	5 971	–	5 126	–	5 126

¹ Les soldes reflètent la diminution des valeurs mobilières détenues (positions acheteur) du montant équivalant aux valeurs mobilières identiques vendues mais non encore achetées (positions vendeur).

² Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

c) TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS DES ACTIFS ET PASSIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR SUR UNE BASE RÉCURRENTÉ

La politique de la Banque est de comptabiliser le transfert des actifs et des passifs entre les différents niveaux de la hiérarchie des justes valeurs selon les justes valeurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022 ni au cours des trois mois clos le 31 juillet 2021. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, des obligations des gouvernements canadiens à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) d'un montant de 400 millions de dollars ont été transférées hors du niveau 2 dans le niveau 1.

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 2 et le niveau 3 au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022 et des trois mois clos le 31 juillet 2021. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, des transferts de dépôts détenus à des fins de transaction et de dérivés d'actions hors du niveau 3 dans le niveau 2 ont été effectués du fait de changements à l'égard du degré d'observabilité de certaines données dans l'évaluation de la juste valeur de ces instruments.

Il n'y a eu aucun autre changement important aux données non observables et aux sensibilités des actifs et passifs classés dans le niveau 3 au cours des trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021.

d) RAPPROCHEMENT DES VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS DE NIVEAU 3

Les tableaux ci-après font le rapprochement des variations de la juste valeur de tous les actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur à l'aide de données non observables importantes de niveau 3 respectivement pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)			Activités		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2022	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ⁵
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2022	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global ^{2,3}	Achats/ émissions	Ventes/ règlements ⁴	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Autres titres de créance	14 \$	1 \$	– \$	1 \$	(8) \$	– \$	(2) \$	6 \$	(2) \$
Titres de capitaux propres	27	–	–	–	(27)	–	–	–	–
	41	1	–	1	(35)	–	(2)	6	(2)
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières	858	32	(2)	44	(21)	–	–	911	18
Prêts	3	–	–	–	(3)	–	–	–	–
	861	32	(2)	44	(24)	–	–	911	18
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance	59	–	(3)	–	(3)	–	–	53	(1)
Titres de capitaux propres	2 290	–	26	3	16	–	–	2 335	24
	2 349 \$	– \$	23 \$	3 \$	13 \$	– \$	– \$	2 388 \$	23 \$
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction⁶									
	(246) \$	12 \$	– \$	(76) \$	1 \$	– \$	7 \$	(302) \$	12 \$
Dérivés⁷									
Contrats de taux d'intérêt	(96)	(61)	–	–	(1)	–	–	(158)	(62)
Contrats de change	(1)	1	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés d'actions	(93)	49	–	–	1	2	(2)	(43)	49
Contrats de marchandises	72	3	–	–	(23)	–	–	52	(2)
	(118)	(8)	–	–	(23)	2	(2)	(149)	(15)
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net									
	(162)	23	–	(92)	221	–	–	(10)	23
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)			Activités		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2022	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ⁵
	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2021	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global ^{2,3}	Achats/ émissions	Ventes/ règlements ⁴	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Autres titres de créance	6 \$	1 \$	– \$	3 \$	(13) \$	11 \$	(2) \$	6 \$	(3) \$
Titres de capitaux propres	33	–	–	27	(60)	–	–	–	–
	39	1	–	30	(73)	11	(2)	6	(3)
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières	760	60	(2)	166	(69)	–	(4)	911	12
Prêts	3	–	–	–	(3)	–	–	–	–
	763	60	(2)	166	(72)	–	(4)	911	12
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance	64	–	(4)	–	(7)	–	–	53	(1)
Titres de capitaux propres	1 609	–	56	640	30	–	–	2 335	48
	1 673 \$	– \$	52 \$	640 \$	23 \$	– \$	– \$	2 388 \$	47 \$
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction⁶									
	(141) \$	17 \$	– \$	(185) \$	1 \$	(10) \$	16 \$	(302) \$	11 \$
Dérivés⁷									
Contrats de taux d'intérêt	(88)	(87)	–	–	(1)	–	18	(158)	(60)
Contrats de change	7	(7)	–	–	–	–	–	–	(1)
Dérivés d'actions	(82)	10	–	–	–	3	26	(43)	36
Contrats de marchandises	31	69	–	–	(48)	–	–	52	41
	(132)	(15)	–	–	(49)	3	44	(149)	16
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net									
	(76)	(154)	–	(267)	487	–	–	(10)	(154)
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert									
	(9)	–	–	–	9	–	–	–	–

¹ Les profits/pertes sur les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

² Autres éléments du résultat global.

³ Comprennent les profits/pertes réalisés transférés dans les résultats non distribués au moment de la cession d'actions désignées à la JVAERG.

⁴ Comprennent les variations de change.

⁵ Les variations des profits latents / pertes latentes sur les actifs financiers à la JVAERG sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁶ Les émissions et les rachats des dépôts détenus à des fins de transaction sont présentés au montant brut.

⁷ Composés d'actifs dérivés de 73 millions de dollars (90 millions de dollars aux 1^{er} mai 2022 / 30 avril 2022; 47 millions de dollars aux 31 octobre 2021 / 1^{er} novembre 2021) et de passifs dérivés de 222 millions de dollars (208 millions de dollars aux 1^{er} mai 2022 / 30 avril 2022; 179 millions de dollars aux 31 octobre 2021 / 1^{er} novembre 2021), qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2021	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ⁴	
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2021	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global ²	Achats/ émissions	Ventes/ règlements ³	Au niveau 3			Hors du niveau 3
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	1 \$	– \$
Autres titres de créance	3	–	–	23	–	1	(22)	5	–
	3	–	–	23	–	2	(22)	6	–
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières	662	43	–	38	(15)	–	–	728	31
Prêts	3	–	–	–	–	–	–	3	–
	665	43	–	38	(15)	–	–	731	31
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance	24	–	–	–	–	43	–	67	–
Titres de capitaux propres	1 479	–	9	124	22	–	–	1 634	9
	1 503 \$	– \$	9 \$	124 \$	22 \$	43 \$	– \$	1 701 \$	9 \$
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction⁵									
	(176) \$	(5) \$	– \$	(27) \$	10 \$	– \$	11 \$	(187) \$	(5) \$
Dérivés⁶									
Contrats de taux d'intérêt	(96)	(12)	–	–	13	–	–	(95)	(3)
Contrats de change	9	(3)	–	–	–	–	–	6	(3)
Dérivés d'actions	(89)	7	–	–	(3)	(3)	(2)	(90)	7
Contrats de marchandises	11	14	–	–	(3)	–	–	22	13
	(165)	6	–	–	7	(3)	(2)	(157)	14
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net									
	(50)	64	–	(66)	34	–	–	(18)	64
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2021	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ⁴	
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2020	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global ²	Achats/ émissions	Ventes/ règlements ³	Au niveau 3			Hors du niveau 3
ACTIFS FINANCIERS									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction									
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	16 \$	2 \$	– \$	– \$	(18) \$	1 \$	– \$	1 \$	– \$
Autres titres de créance	3	–	–	23	(1)	4	(24)	5	–
	19	2	–	23	(19)	5	(24)	6	–
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières	571	72	–	111	(26)	–	–	728	53
Prêts	3	–	–	–	–	–	–	3	–
	574	72	–	111	(26)	–	–	731	53
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Autres titres de créance	20	–	4	–	–	43	–	67	4
Titres de capitaux propres	1 579	–	19	150	(114)	–	–	1 634	18
	1 599 \$	– \$	23 \$	150 \$	(114) \$	43 \$	– \$	1 701 \$	22 \$
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction⁵									
	(4 649) \$	(1 004) \$	– \$	(776) \$	2 604 \$	(7) \$	3 645 \$	(187) \$	(28) \$
Dérivés⁶									
Contrats de taux d'intérêt	(96)	(9)	–	–	10	–	–	(95)	4
Contrats de change	2	5	–	–	–	–	(1)	6	5
Dérivés d'actions	(707)	(742)	–	(36)	236	5	1 154	(90)	(656)
Contrats de marchandises	(18)	41	–	–	(2)	–	1	22	22
	(819)	(705)	–	(36)	244	5	1 154	(157)	(625)
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net									
	(24)	3	–	(206)	209	–	–	(18)	3
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert									
	–	–	–	–	–	(1)	1	–	–

¹ Les profits/pertes sur les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

² Comprennent les profits/pertes réalisés transférés dans les résultats non distribués au moment de la cession d'actions désignées à la JVAERG.

³ Comprennent les variations de change.

⁴ Les variations des profits latents / pertes latentes sur les actifs financiers à la JVAERG sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁵ Les émissions et les rachats des dépôts détenus à des fins de transaction sont présentés au montant brut.

⁶ Composés d'actifs dérivés de 42 millions de dollars (28 millions de dollars aux 1^{er} mai 2021 / 30 avril 2021; 381 millions de dollars aux 31 octobre 2020 / 1^{er} novembre 2020) et de passifs dérivés de 199 millions de dollars (193 millions de dollars aux 1^{er} mai 2021 / 30 avril 2021; 1 200 millions de dollars aux 31 octobre 2020 / 1^{er} novembre 2020), qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

NOTE 5 : VALEURS MOBILIÈRES
a) PROFITS LATENTS (PERTES LATENTES) SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Le tableau suivant présente un sommaire des profits latents et des pertes latentes aux 31 juillet 2022 et 31 octobre 2021.

Profits latents (pertes latentes) sur les valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Coût/ coût amorti ¹	Profits bruts latents	(Pertes brutes latentes)	Juste valeur	Coût/ coût amorti ¹	Profits bruts latents	(Pertes brutes latentes)	Juste valeur
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	16 753 \$	58 \$	(85) \$	16 726 \$	12 428 \$	98 \$	(7) \$	12 519 \$
Provinces	20 167	99	(115)	20 151	17 935	218	(10)	18 143
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains								
	11 564	10	(147)	11 427	19 232	83	(15)	19 300
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE								
	2 783	1	(22)	2 762	6 551	13	–	6 564
Titres adossés à des créances hypothécaires								
	78	–	–	78	1 251	3	–	1 254
	51 345	168	(369)	51 144	57 397	415	(32)	57 780
Autres titres de créance								
Titres adossés à des actifs								
	5 894	–	(64)	5 830	6 957	30	(6)	6 981
Obligations de sociétés et autres								
	8 248	21	(120)	8 149	8 054	68	(18)	8 104
	14 142	21	(184)	13 979	15 011	98	(24)	15 085
Total des titres de créance	65 487	189	(553)	65 123	72 408	513	(56)	72 865
Titres de capitaux propres								
Actions ordinaires								
	2 993	149	(46)	3 096	3 887	310	(80)	4 117
Actions privilégiées								
	1 099	31	(44)	1 086	470	43	(31)	482
	4 092	180	(90)	4 182	4 357	353	(111)	4 599
Total des valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	69 579 \$	369 \$	(643) \$	69 305 \$	76 765 \$	866 \$	(167) \$	77 464 \$

¹ Comprend la conversion des soldes au coût amorti au taux de change au comptant à la fin de la période.

b) TITRES DE CAPITAUX PROPRES DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

La Banque a désigné certains titres de capitaux propres comme des titres de capitaux propres à la JVAERG. Le tableau suivant présente la juste valeur des titres de capitaux propres désignés à la JVAERG aux 31 juillet 2022 et 31 octobre 2021 et les revenus de dividendes comptabilisés à l'égard de ceux-ci pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021.

Titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)	Aux		Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
	Juste valeur		Revenus de dividendes comptabilisés		Revenus de dividendes comptabilisés	
Actions ordinaires	3 096 \$	4 117 \$	51 \$	36 \$	136 \$	106 \$
Actions privilégiées	1 086	482	5	5	16	12
Total	4 182 \$	4 599 \$	56 \$	41 \$	152 \$	118 \$

Au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque a cédé, conformément à sa stratégie de placement, certains titres de capitaux propres d'une juste valeur respectivement de 1 281 millions de dollars et 1 340 millions de dollars (respectivement 21 millions de dollars et 80 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021). Au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque a réalisé un profit cumulé respectivement de 270 millions de dollars et 265 millions de dollars (respectivement néant et 2 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021) et a gagné des revenus de dividendes respectivement de néant et 2 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022 (1 million de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021).

c) PROFITS NETS RÉALISÉS (PERTES NETTES RÉALISÉES) SUR LES TITRES DE CRÉANCE

Le tableau suivant présente les profits nets réalisés et les pertes nettes réalisées sur les titres de créance pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021, qui sont inclus dans les autres produits (pertes) à l'état du résultat consolidé intermédiaire.

Profits nets réalisés (pertes nettes réalisées) sur les titres de créance

(en millions de dollars canadiens)	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Titres de créance au coût amorti ¹	47 \$	– \$	47 \$	(61) \$
Titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(5)	30	5	64
Total	42 \$	30 \$	52 \$	3 \$

¹ Les profits nets réalisés comptabilisés au cours de la période considérée reflètent principalement les ventes de titres du Trésor américain.

d) QUALITÉ DU CRÉDIT DES TITRES DE CRÉANCE

La Banque évalue le risque de crédit des expositions autres que de détail par emprunteur individuel, en utilisant la notation de risque-emprunteur (NRE) et la notation de risque par facilité, comme il est décrit dans les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2021. Ce système sert à évaluer toutes les expositions autres que de détail, y compris les titres de créance.

Le tableau suivant présente la valeur comptable brute des titres de créance évalués au coût amorti et des titres de créance à la JVAERG par notation de risque interne aux fins de la gestion du risque de crédit et ventile les titres de créance selon qu'ils font l'objet de provisions à l'étape 1, à l'étape 2 ou à l'étape 3. Pour de plus amples renseignements sur la provision pour pertes sur créances (au bilan et à l'état du résultat) à l'égard des titres de créance, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur créances (au bilan) » de la note 6.

Titres de créance par notation de risque

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Titres de créance¹								
Première qualité	393 241 \$	– \$	s. o. \$	393 241 \$	339 426 \$	– \$	s. o. \$	339 426 \$
Qualité inférieure	1 747	156	s. o.	1 903	2 235	83	s. o.	2 318
Actifs surveillés et classés	s. o.	67	s. o.	67	s. o.	62	s. o.	62
Défaillance	s. o.	s. o.	–	–	s. o.	s. o.	–	–
Total des titres de créance	394 988	223	–	395 211	341 661	145	–	341 806
Provision pour pertes sur créances relative aux titres de créance au coût amorti	2	–	–	2	2	–	–	2
Total des titres de créance, déduction faite de la provision	394 986 \$	223 \$	– \$	395 209 \$	341 659 \$	145 \$	– \$	341 804 \$

¹ Comprennent les titres de créance adossés à des prêts garantis par le gouvernement de 192 millions de dollars (1 million de dollars au 31 octobre 2021), lesquels sont présentés comme ayant une note de crédit de qualité inférieure ou de catégorie moindre selon le risque de crédit de l'emprunteur.

Au 31 juillet 2022, le total des titres de créance, déduction faite de la provision, présenté dans le tableau ci-dessus comprenait des titres de créance évalués au coût amorti, déduction faite de la provision, de 330 086 millions de dollars (268 939 millions de dollars au 31 octobre 2021) et des titres de créances évalués à la JVAERG de 65 123 millions de dollars (72 865 millions de dollars au 31 octobre 2021).

Aux 31 juillet 2022 et 31 octobre 2021, la différence entre les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes et les pertes de crédit attendues selon le scénario de base sur les titres de créance à la JVAERG ou au coût amorti n'était pas significative.

NOTE 6 : PRÊTS, PRÊTS DOUTEUX ET PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

a) PRÊTS ET ACCEPTATIONS

Le tableau suivant présente les détails sur les prêts et les acceptations de la Banque aux 31 juillet 2022 et 31 octobre 2021.

Prêts et acceptations

(en millions de dollars canadiens)

	Aux	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
Prêts hypothécaires résidentiels	288 597 \$	268 340 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	200 754	189 864
Cartes de crédit	33 728	30 738
Entreprises et gouvernements	273 806	240 070
	796 885	729 012
Engagements de clients au titre d'acceptations	20 136	18 448
Prêts à la JVAERG (Note 4)	1 935	1 602
Total des prêts et acceptations	818 956	749 062
Total de la provision pour pertes sur prêts	6 040	6 390
Total des prêts et acceptations, déduction faite de la provision	812 916	742 672

Aux fins de la présentation dans le tableau « Prêts et acceptations par notation de risque », les prêts aux entreprises et aux gouvernements (y compris les prêts à la JVAERG) et les engagements de clients au titre d'acceptations sont regroupés de la manière suivante :

Prêts et acceptations – Entreprises et gouvernements

(en millions de dollars canadiens)

	Aux	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
Prêts au coût amorti	273 806 \$	240 070 \$
Engagements de clients au titre d'acceptations	20 136	18 448
Prêts à la JVAERG (Note 4)	1 935	1 602
Prêts et acceptations	295 877	260 120
Provision pour pertes sur prêts et acceptations	2 620	2 751
Prêts et acceptations, déduction faite de la provision	293 257	257 369

b) QUALITÉ DU CRÉDIT DES PRÊTS

En ce qui a trait aux expositions dans le portefeuille de détail, notamment en ce qui concerne les particuliers et les petites entreprises, la Banque gère les expositions par groupe, à l'aide de techniques de notation de crédit prédictives. Pour les expositions autres que de détail, une NRE est attribuée à chaque emprunteur selon sa probabilité de défaillance (PD), d'après des modèles exclusifs d'évaluation des risques propres à une industrie ou un secteur et selon des jugements d'experts. Pour plus de renseignements, notamment sur la concordance entre les fourchettes de PD et les notations de risque des expositions de détail ainsi que sur la concordance entre l'échelle de NRE en 21 points de la Banque et les notations de risque et les notations de crédit externes pour les expositions autres que de détail, se reporter aux passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2021.

Le tableau suivant présente la valeur comptable brute des prêts, des acceptations et des expositions au risque de crédit sur les engagements de prêt et les contrats de garantie financière par notation de risque interne aux fins de la gestion du risque de crédit et ventile les prêts et expositions selon qu'ils font l'objet de provisions à l'étape 1, à l'étape 2 ou à l'étape 3.

Prêts et acceptations par notation de risque

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				31 octobre 2021				Aux
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	
Prêts hypothécaires résidentiels^{1, 2, 3}									
Risque faible	211 083 \$	45 \$	s. o.	211 128 \$	208 030 \$	4 113 \$	s. o.	212 143 \$	
Risque normal	63 047	5 191	s. o.	68 238	38 922	9 768	s. o.	48 690	
Risque moyen	382	6 280	s. o.	6 662	—	4 405	s. o.	4 405	
Risque élevé	6	1 854	323	2 183	—	2 380	266	2 646	
Défaillance	s. o.	s. o.	386	386	s. o.	s. o.	456	456	
Total	274 518	13 370	709	288 597	246 952	20 666	722	268 340	
Provision pour pertes sur prêts	120	88	49	257	35	175	51	261	
Prêts, déduction faite de la provision	274 398	13 282	660	288 340	246 917	20 491	671	268 079	
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers⁴									
Risque faible	96 699	1 980	s. o.	98 679	94 425	1 397	s. o.	95 822	
Risque normal	61 685	9 384	s. o.	71 069	62 484	1 255	s. o.	63 739	
Risque moyen	19 332	5 085	s. o.	24 417	18 201	3 917	s. o.	22 118	
Risque élevé	1 208	4 684	334	6 226	1 073	6 346	379	7 798	
Défaillance	s. o.	s. o.	363	363	s. o.	s. o.	387	387	
Total	178 924	21 133	697	200 754	176 183	12 915	766	189 864	
Provision pour pertes sur prêts	608	746	142	1 496	520	914	139	1 573	
Prêts, déduction faite de la provision	178 316	20 387	555	199 258	175 663	12 001	627	188 291	
Cartes de crédit									
Risque faible	6 462	10	s. o.	6 472	5 467	7	s. o.	5 474	
Risque normal	10 544	121	s. o.	10 665	10 109	68	s. o.	10 177	
Risque moyen	10 250	842	s. o.	11 092	8 909	1 158	s. o.	10 067	
Risque élevé	1 901	3 322	201	5 424	476	4 319	149	4 944	
Défaillance	s. o.	s. o.	75	75	s. o.	s. o.	76	76	
Total	29 157	4 295	276	33 728	24 961	5 552	225	30 738	
Provision pour pertes sur prêts	686	801	180	1 667	671	996	138	1 805	
Prêts, déduction faite de la provision	28 471	3 494	96	32 061	24 290	4 556	87	28 933	
Entreprises et gouvernements^{1, 2, 3, 5}									
Première qualité ou risque faible ou normal	129 620	166	s. o.	129 786	110 129	699	s. o.	110 828	
Qualité inférieure ou risque moyen	146 593	9 467	s. o.	156 060	125 638	12 149	s. o.	137 787	
Actifs surveillés et classés ou risque élevé	255	9 013	79	9 347	108	10 547	70	10 725	
Défaillance	s. o.	s. o.	684	684	s. o.	s. o.	780	780	
Total des prêts et acceptations	276 468	18 646	763	295 877	235 875	23 395	850	260 120	
Provision pour pertes sur prêts et acceptations	1 036	1 251	333	2 620	1 037	1 407	307	2 751	
Prêts et acceptations, déduction faite de la provision	275 432	17 395	430	293 257	234 838	21 988	543	257 369	
Total des prêts et acceptations⁶	759 067	57 444	2 445	818 956	683 971	62 528	2 563	749 062	
Total de la provision pour pertes sur prêts^{6, 7}	2 450	2 886	704	6 040	2 263	3 492	635	6 390	
Total des prêts et acceptations, déduction faite de la provision⁶	756 617 \$	54 558 \$	1 741 \$	812 916 \$	681 708 \$	59 036 \$	1 928 \$	742 672 \$	

¹ Comprendent des prêts douteux d'un montant de 98 millions de dollars (86 millions de dollars au 31 octobre 2021) pour lesquels aucune provision pour pertes sur prêts n'avait été établie étant donné que la valeur réalisable de la garantie dépasse le montant du prêt.

² Excluent les prêts détenus à des fins de transaction et les prêts détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) d'une juste valeur respectivement de 11 milliards de dollars (12 milliards de dollars au 31 octobre 2021) et 3 milliards de dollars (2 milliards de dollars au 31 octobre 2021).

³ Comprendent les prêts hypothécaires assurés de 79 milliards de dollars (82 milliards de dollars au 31 octobre 2021).

⁴ Comprendent les prêts immobiliers aux particuliers assurés par des gouvernements canadiens de 9 milliards de dollars (10 milliards de dollars au 31 octobre 2021).

⁵ Comprendent les prêts garantis par des organismes gouvernementaux de 26 milliards de dollars (26 milliards de dollars au 31 octobre 2021), qui sont présentés comme des prêts d'emprunteurs ayant une note de crédit de qualité inférieure ou de catégorie moindre selon le risque de crédit de l'emprunteur.

⁶ L'étape 3 comprend les prêts dépréciés acquis d'un montant de 113 millions de dollars (152 millions de dollars au 31 octobre 2021) et la provision connexe pour pertes sur prêts d'un montant de 4 millions de dollars (6 millions de dollars au 31 octobre 2021) qui sont inclus dans la catégorie de notation de risque « Défaillance » puisque ces prêts étaient dépréciés au moment de leur acquisition.

⁷ Inclut la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts qui sont évalués à la JVAERG de néant (néant au 31 octobre 2021).

Prêts et acceptations par notation de risque (suite) – Instruments de crédit hors bilan¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Expositions de détail²								
Risque faible	237 566 \$	937 \$	s. o. \$	238 503 \$	222 348 \$	232 \$	s. o. \$	222 580 \$
Risque normal	83 562	1 031	s. o.	84 593	80 529	501	s. o.	81 030
Risque moyen	15 914	875	s. o.	16 789	13 993	551	s. o.	14 544
Risque élevé	1 086	1 123	–	2 209	890	1 004	–	1 894
Défaillance	s. o.	s. o.	–	–	s. o.	s. o.	–	–
Expositions autres que de détail³								
Première qualité	211 659	–	s. o.	211 659	195 293	–	s. o.	195 293
Qualité inférieure	81 424	3 354	s. o.	84 778	80 076	5 329	s. o.	85 405
Actifs surveillés et classés	167	3 818	–	3 985	38	5 097	–	5 135
Défaillance	s. o.	s. o.	57	57	s. o.	s. o.	86	86
Total des instruments de crédit hors bilan	631 378	11 138	57	642 573	593 167	12 714	86	605 967
Provision pour les instruments de crédit hors bilan	418	454	3	875	386	467	3	856
Total des instruments de crédit hors bilan, déduction faite de la provision	630 960 \$	10 684 \$	54 \$	641 698 \$	592 781 \$	12 247 \$	83 \$	605 111 \$

¹ Compte non tenu des engagements hypothécaires.

² Comprennent des lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit de 339 milliards de dollars (318 milliards de dollars au 31 octobre 2021), lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.

³ Comprennent la tranche non utilisée de 49 milliards de dollars (48 milliards de dollars au 31 octobre 2021) des facilités de crédit et de liquidité sans engagement.

c) PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES (AU BILAN)

Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur créances (au bilan) de la Banque aux 31 juillet 2022 et 2021 et pour les trois mois et neuf mois clos à ces dates, y compris sur la provision pour les instruments hors bilan dans les catégories applicables.

Provision pour pertes sur créances (au bilan)

(en millions de dollars canadiens)

	Solde au début de la période	Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat)	Radiations, nettes des reprises	Écart de conversion, cessions et autres ajustements	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat)	Radiations, nettes des reprises	Écart de conversion, cessions et autres ajustements	Solde à la fin de la période
	31 juillet 2022					<i>Trois mois clos les</i> 31 juillet 2021				
Prêts hypothécaires résidentiels	255 \$	3 \$	(1) \$	– \$	257 \$	245 \$	29 \$	(1) \$	– \$	273 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	1 595	111	(134)	(2)	1 570	1 816	(33)	(101)	14	1 696
Cartes de crédit	2 213	193	(177)	(5)	2 224	2 563	18	(161)	25	2 445
Entreprises et gouvernements	2 847	45	(22)	(6)	2 864	3 345	(51)	(22)	24	3 296
Total de la provision pour pertes sur prêts, y compris les instruments hors bilan	6 910	352	(334)	(13)	6 915	7 969	(37)	(285)	63	7 710
Titres de créance au coût amorti	1	1	–	–	2	2	–	–	–	2
Titres de créance à la JVAERG	6	(2)	–	–	4	4	–	–	–	4
Total de la provision pour pertes sur créances sur les titres de créance	7	(1)	–	–	6	6	–	–	–	6
Total de la provision pour pertes sur créances	6 917 \$	351 \$	(334) \$	(13) \$	6 921 \$	7 975 \$	(37) \$	(285) \$	63 \$	7 716 \$
Dont :										
Provision pour pertes sur créances sur les prêts au coût amorti	6 076 \$				6 040 \$	6 998 \$				6 811 \$
Provision pour pertes sur créances sur les prêts à la JVAERG	–				–	1				–
Provision pour pertes sur prêts	6 076				6 040	6 999				6 811
Provision pour les instruments hors bilan	834				875	970				899
Provision pour pertes sur créances sur les titres de créance	7				6	6				6
	31 juillet 2022					<i>Neuf mois clos les</i> 31 juillet 2021				
Prêts hypothécaires résidentiels	261 \$	(5) \$	(1) \$	2 \$	257 \$	302 \$	(14) \$	(8) \$	(7) \$	273 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	1 649	276	(375)	20	1 570	2 112	70	(426)	(60)	1 696
Cartes de crédit	2 314	344	(484)	50	2 224	3 184	(29)	(575)	(135)	2 445
Entreprises et gouvernements	3 022	(162)	(50)	54	2 864	3 779	(126)	(188)	(169)	3 296
Total de la provision pour pertes sur prêts, y compris les instruments hors bilan	7 246	453	(910)	126	6 915	9 377	(99)	(1 197)	(371)	7 710
Titres de créance au coût amorti	2	–	–	–	2	2	–	–	–	2
Titres de créance à la JVAERG	7	(3)	–	–	4	5	(2)	–	1	4
Total de la provision pour pertes sur créances sur les titres de créance	9	(3)	–	–	6	7	(2)	–	1	6
Total de la provision pour pertes sur créances	7 255 \$	450 \$	(910) \$	126 \$	6 921 \$	9 384 \$	(101) \$	(1 197) \$	(370) \$	7 716 \$
Dont :										
Provision pour pertes sur créances sur les prêts au coût amorti	6 390 \$				6 040 \$	8 289 \$				6 811 \$
Provision pour pertes sur créances sur les prêts à la JVAERG	–				–	1				–
Provision pour pertes sur prêts	6 390				6 040	8 290				6 811
Provision pour les instruments hors bilan	856				875	1 087				899
Provision pour pertes sur créances sur les titres de créance	9				6	7				6

d) PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS PAR ÉTAPE

Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur prêts par étape de la Banque aux 31 juillet 2022 et 2021 et pour les trois mois clos à ces dates.

Provision pour pertes sur prêts par étape

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				Trois mois clos les 31 juillet 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	130 \$	75 \$	50 \$	255 \$	23 \$	166 \$	56 \$	245 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ²	13	(12)	(1)	–	40	(39)	(1)	–
Transfert à l'étape 2	(8)	11	(3)	–	(15)	18	(3)	–
Transfert à l'étape 3	–	(3)	3	–	–	(5)	5	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(3)	2	–	(1)	(6)	3	–	(3)
Nouveaux montages ou acquisitions ⁴	13	s. o.	s. o.	13	11	s. o.	s. o.	11
Remboursements nets ⁵	(1)	(1)	–	(2)	–	(1)	–	(1)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁶	(3)	(3)	(7)	(13)	(1)	(9)	(7)	(17)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁷	(21)	19	8	6	(28)	56	11	39
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(3)	(3)	–	–	(3)	(3)
Reprises	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de conversion et autres ajustements	–	–	–	–	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	120 \$	88 \$	49 \$	257 \$	23 \$	190 \$	60 \$	273 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	568 \$	872 \$	155 \$	1 595 \$	587 \$	1 082 \$	147 \$	1 816 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ²	124	(117)	(7)	–	319	(315)	(4)	–
Transfert à l'étape 2	(44)	61	(17)	–	(46)	60	(14)	–
Transfert à l'étape 3	(2)	(50)	52	–	(1)	(43)	44	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(29)	40	2	13	(72)	46	3	(23)
Nouveaux montages ou acquisitions ⁴	98	s. o.	s. o.	98	57	s. o.	s. o.	57
Remboursements nets ⁵	(15)	(21)	(4)	(40)	(26)	(22)	(3)	(51)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁶	(27)	(48)	(14)	(89)	(29)	(40)	(9)	(78)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁷	(31)	50	110	129	(245)	228	79	62
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(212)	(212)	–	–	(181)	(181)
Reprises	–	–	78	78	–	–	80	80
Écart de conversion et autres ajustements	(1)	–	(1)	(2)	5	6	3	14
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	641	787	142	1 570	549	1 002	145	1 696
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁸	33	41	–	74	27	51	–	78
Solde à la fin de la période	608 \$	746 \$	142 \$	1 496 \$	522 \$	951 \$	145 \$	1 618 \$
Cartes de crédit⁹								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	921 \$	1 117 \$	175 \$	2 213 \$	852 \$	1 517 \$	194 \$	2 563 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ²	269	(263)	(6)	–	422	(415)	(7)	–
Transfert à l'étape 2	(84)	96	(12)	–	(49)	63	(14)	–
Transfert à l'étape 3	(4)	(156)	160	–	(2)	(147)	149	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(75)	129	5	59	(111)	72	2	(37)
Nouveaux montages ou acquisitions ⁴	50	s. o.	s. o.	50	36	s. o.	s. o.	36
Remboursements nets ⁵	(4)	(2)	7	1	(36)	(10)	4	(42)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁶	(13)	(22)	(48)	(83)	(15)	(33)	(68)	(116)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁷	(115)	204	77	166	(233)	356	54	177
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(246)	(246)	–	–	(236)	(236)
Reprises	–	–	69	69	–	–	75	75
Écart de conversion et autres ajustements	(2)	(2)	(1)	(5)	8	14	3	25
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	943	1 101	180	2 224	872	1 417	156	2 445
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁸	257	300	–	557	214	338	–	552
Solde à la fin de la période	686 \$	801 \$	180 \$	1 667 \$	658 \$	1 079 \$	156 \$	1 893 \$

¹ Comprend la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts dépréciés acquis.

² Les transferts représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

³ Représente la réévaluation automatique entre des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir (étape 1) et des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (étape 2 ou étape 3) en raison des transferts d'une étape à l'autre nécessaires du fait de la migration du risque de crédit comme il est décrit à la rubrique « Augmentation importante du risque de crédit » de la note 2, *Sommaire des principales méthodes comptables*, et à la note 3, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*, des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque, tous les autres facteurs ayant une incidence sur la variation des pertes de crédit attendues demeurant constants.

⁴ Représentent l'augmentation de la provision découlant des nouveaux montages de prêts, des prêts acquis ou des prêts renouvelés.

⁵ Représentent les variations de la provision liées aux variations des flux de trésorerie associées aux nouveaux octrois ou aux remboursements sur les prêts en cours.

⁶ Représente la diminution de la provision découlant des prêts entièrement remboursés et exclut la diminution associée aux prêts qui ont été cédés ou radiés en totalité.

⁷ Représentent les variations de la provision liées aux modifications des risques (p. ex., la PD) de la période considérée découlant des modifications apportées aux facteurs macroéconomiques, au niveau de risque, aux paramètres et/ou aux modèles après la migration d'une étape à l'autre. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques « Évaluation des pertes de crédit attendues » et « Informations prospectives et jugement d'expert en matière de crédit » de la note 2, *Sommaire des principales méthodes comptables*, et à la note 3, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*, des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque.

⁸ La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

⁹ Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux et sont transférés à l'étape 3 lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et radiés après 180 jours de retard. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque.

Provision pour pertes sur prêts par étape (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				Trois mois clos les			
					31 juillet 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total
Entreprises et gouvernements²								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	1 126 \$	1 394 \$	327 \$	2 847 \$	1 287 \$	1 689 \$	369 \$	3 345 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ³	81	(77)	(4)	–	138	(137)	(1)	–
Transfert à l'étape 2	(114)	117	(3)	–	(137)	139	(2)	–
Transfert à l'étape 3	(1)	(30)	31	–	(1)	(25)	26	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(19)	34	–	15	(31)	27	–	(4)
Nouveaux montages ou acquisitions ³	335	s. o.	s. o.	335	316	s. o.	s. o.	316
Remboursements nets ³	9	(14)	(15)	(20)	(17)	(23)	(7)	(47)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ³	(206)	(172)	(108)	(486)	(228)	(198)	(89)	(515)
Modifications des risques, paramètres et modèles ³	(46)	113	134	201	(100)	205	94	199
Cessions	–	–	–	–	–	–	(4)	(4)
Radiations	–	–	(37)	(37)	–	–	(34)	(34)
Reprises	–	–	15	15	–	–	12	12
Écart de conversion et autres ajustements	(1)	(1)	(4)	(6)	14	11	3	28
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	1 164	1 364	336	2 864	1 241	1 688	367	3 296
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁴	128	113	3	244	133	126	10	269
Solde à la fin de la période	1 036	1 251	333	2 620	1 108	1 562	357	3 027
Total de la provision, y compris celle pour les instruments hors bilan, à la fin de la période	2 868	3 340	707	6 915	2 685	4 297	728	7 710
Moins le total de la provision pour les instruments hors bilan⁴	418	454	3	875	374	515	10	899
Total de la provision pour pertes sur prêts à la fin de la période	2 450 \$	2 886 \$	704 \$	6 040 \$	2 311 \$	3 782 \$	718 \$	6 811 \$

¹ Comprend la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts dépréciés acquis.

² Comprennent la provision pour pertes sur prêts liée aux engagements de clients au titre d'acceptations.

³ Pour des explications sur ces postes, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur prêts par étape » figurant à la page précédente de la présente note.

⁴ La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur prêts par étape de la Banque aux 31 juillet 2022 et 2021 et pour les neuf mois clos à ces dates.

Provision pour pertes sur prêts par étape

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				Neuf mois clos les 31 juillet 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	35 \$	175 \$	51 \$	261 \$	32 \$	205 \$	65 \$	302 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ²	92	(90)	(2)	—	92	(90)	(2)	—
Transfert à l'étape 2	(15)	23	(8)	—	(33)	47	(14)	—
Transfert à l'étape 3	—	(8)	8	—	—	(12)	12	—
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(14)	7	—	(7)	(16)	8	—	(8)
Nouveaux montages ou acquisitions ⁴	29	s. o.	s. o.	29	16	s. o.	s. o.	16
Remboursements nets ⁵	(3)	(3)	—	(6)	(4)	(3)	—	(7)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁶	(5)	(14)	(23)	(42)	(5)	(28)	(47)	(80)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁷	—	(3)	24	21	(57)	69	53	65
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Radiations	—	—	(7)	(7)	—	—	(11)	(11)
Reprises	—	—	6	6	—	—	3	3
Écart de conversion et autres ajustements	1	1	—	2	(2)	(6)	1	(7)
Solde à la fin de la période	120 \$	88 \$	49 \$	257 \$	23 \$	190 \$	60 \$	273 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	550 \$	960 \$	139 \$	1 649 \$	595 \$	1 330 \$	187 \$	2 112 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ²	518	(509)	(9)	—	952	(943)	(9)	—
Transfert à l'étape 2	(125)	170	(45)	—	(113)	158	(45)	—
Transfert à l'étape 3	(6)	(159)	165	—	(6)	(148)	154	—
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(137)	126	6	(5)	(282)	125	7	(150)
Nouveaux montages ou acquisitions ⁴	219	s. o.	s. o.	219	163	s. o.	s. o.	163
Remboursements nets ⁵	(55)	(59)	(10)	(124)	(76)	(76)	(11)	(163)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁶	(69)	(138)	(41)	(248)	(69)	(119)	(28)	(216)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁷	(260)	382	312	434	(597)	709	324	436
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Radiations	—	—	(601)	(601)	—	—	(672)	(672)
Reprises	—	—	226	226	—	—	246	246
Écart de conversion et autres ajustements	6	14	—	20	(18)	(34)	(8)	(60)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	641	787	142	1 570	549	1 002	145	1 696
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁸	33	41	—	74	27	51	—	78
Solde à la fin de la période	608 \$	746 \$	142 \$	1 496 \$	522 \$	951 \$	145 \$	1 618 \$
Cartes de crédit⁹								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	878 \$	1 298 \$	138 \$	2 314 \$	799 \$	2 181 \$	204 \$	3 184 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ²	966	(951)	(15)	—	1 185	(1 168)	(17)	—
Transfert à l'étape 2	(210)	239	(29)	—	(132)	175	(43)	—
Transfert à l'étape 3	(14)	(475)	489	—	(6)	(502)	508	—
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(278)	314	14	50	(390)	204	7	(179)
Nouveaux montages ou acquisitions ⁴	159	s. o.	s. o.	159	89	s. o.	s. o.	89
Remboursements nets ⁵	(9)	(2)	16	5	(97)	(19)	16	(100)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁶	(46)	(97)	(120)	(263)	(39)	(105)	(167)	(311)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁷	(523)	749	167	393	(500)	738	234	472
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Radiations	—	—	(708)	(708)	—	—	(806)	(806)
Reprises	—	—	224	224	—	—	231	231
Écart de conversion et autres ajustements	20	26	4	50	(37)	(87)	(11)	(135)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	943	1 101	180	2 224	872	1 417	156	2 445
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁸	257	300	—	557	214	338	—	552
Solde à la fin de la période	686 \$	801 \$	180 \$	1 667 \$	658 \$	1 079 \$	156 \$	1 893 \$

¹ Comprend la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts dépréciés acquis.

² Les transferts représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

³ Représente la réévaluation automatique entre des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir (étape 1) et des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (étape 2 ou étape 3) en raison des transferts d'une étape à l'autre nécessaires du fait de la migration du risque de crédit comme il est décrit à la rubrique « Augmentation importante du risque de crédit » de la note 2, *Sommaire des principales méthodes comptables*, et à la note 3, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*, des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque, tous les autres facteurs ayant une incidence sur la variation des pertes de crédit attendues demeurant constants.

⁴ Représentent l'augmentation de la provision découlant des nouveaux montages de prêts, des prêts acquis ou des prêts renouvelés.

⁵ Représentent les variations de la provision liées aux variations des flux de trésorerie associées aux nouveaux octrois ou aux remboursements sur les prêts en cours.

⁶ Représente la diminution de la provision découlant des prêts entièrement remboursés et exclut la diminution associée aux prêts qui ont été cédés ou radiés en totalité.

⁷ Représentent les variations de la provision liées aux modifications des risques (p. ex., la PD) de la période considérée découlant des modifications apportées aux facteurs macroéconomiques, au niveau de risque, aux paramètres et/ou aux modèles après la migration d'une étape à l'autre. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques « Évaluation des pertes de crédit attendues » et « Informations prospectives et jugement d'expert en matière de crédit » de la note 2, *Sommaire des principales méthodes comptables*, et à la note 3, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*, des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque.

⁸ La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

⁹ Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux et sont transférés à l'étape 3 lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et radiés après 180 jours de retard. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque.

Provision pour pertes sur prêts par étape (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2022				Neuf mois clos les			
					31 juillet 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 ¹	Total
Entreprises et gouvernements²								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	1 186 \$	1 526 \$	310 \$	3 022 \$	1 499 \$	1 858 \$	422 \$	3 779 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ³	290	(285)	(5)	–	368	(364)	(4)	–
Transfert à l'étape 2	(297)	309	(12)	–	(399)	408	(9)	–
Transfert à l'étape 3	(2)	(71)	73	–	(4)	(90)	94	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ³	(66)	65	–	(1)	(88)	104	(2)	14
Nouveaux montages ou acquisitions ³	813	s. o.	s. o.	813	877	s. o.	s. o.	877
Remboursements nets ³	26	(47)	(45)	(66)	(23)	(92)	(74)	(189)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ³	(562)	(451)	(270)	(1 283)	(608)	(566)	(263)	(1 437)
Modifications des risques, paramètres et modèles ³	(252)	284	343	375	(315)	509	415	609
Cessions	–	–	–	–	–	–	(4)	(4)
Radiations	–	–	(91)	(91)	–	–	(225)	(225)
Reprises	–	–	41	41	–	–	37	37
Écart de conversion et autres ajustements	28	34	(8)	54	(66)	(79)	(20)	(165)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	1 164	1 364	336	2 864	1 241	1 688	367	3 296
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁴	128	113	3	244	133	126	10	269
Solde à la fin de la période	1 036	1 251	333	2 620	1 108	1 562	357	3 027
Total de la provision, y compris celle pour les instruments hors bilan, à la fin de la période	2 868	3 340	707	6 915	2 685	4 297	728	7 710
Moins le total de la provision pour les instruments hors bilan⁴	418	454	3	875	374	515	10	899
Total de la provision pour pertes sur prêts à la fin de la période	2 450 \$	2 886 \$	704 \$	6 040 \$	2 311 \$	3 782 \$	718 \$	6 811 \$

¹ Comprend la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts dépréciés acquis.

² Comprennent la provision pour pertes sur prêts liée aux engagements de clients au titre d'acceptations.

³ Pour des explications sur ces postes, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur prêts par étape » figurant à la page précédente de la présente note.

⁴ La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

La provision pour pertes sur créances pour tous les actifs financiers restants n'est pas importante.

e) INFORMATIONS PROSPECTIVES

Des facteurs macroéconomiques pertinents sont intégrés aux paramètres de risque selon le cas. Des facteurs de risque additionnels qui sont propres aux industries ou aux secteurs sont également intégrés, lorsque pertinents. Les principales variables macroéconomiques qui sont utilisées dans la détermination des pertes de crédit attendues comprennent le taux de chômage par région pour toutes les expositions de détail et les indices d'accès à la propriété par région pour les prêts hypothécaires résidentiels et les lignes de crédit domiciliaires. Pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements, les principales variables macroéconomiques comprennent le produit intérieur brut (PIB), le taux de chômage, les taux d'intérêt et les écarts de taux. Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque pour en savoir plus sur la façon dont les informations prospectives sont générées et prises en compte pour déterminer si une augmentation importante du risque de crédit est survenue et pour évaluer les pertes de crédit attendues.

Variables macroéconomiques

Les variables macroéconomiques retenues sont projetées sur l'horizon prévisionnel. Le tableau suivant présente les valeurs moyennes des variables macroéconomiques pour les quatre trimestres civils à partir du trimestre considéré et les quatre années restantes de l'horizon prévisionnel pour le scénario de base, le scénario optimiste et le scénario pessimiste qui ont servi à la détermination des pertes de crédit attendues de la Banque au 31 juillet 2022. Plus l'horizon prévisionnel est long, moins les données prospectives sont faciles à obtenir et plus les projections qui reposent sur les hypothèses entourant les relations structurelles entre les paramètres économiques sont incertaines. L'économie a réalisé d'importants progrès pour se relever du choc provoqué par la pandémie de COVID-19. Néanmoins, même si les risques économiques causés par la pandémie se dissipent, de nouveaux risques, comme les tensions géopolitiques croissantes et les pressions inflationnistes accrues qui ont mené à un resserrement rapide des politiques monétaires, continuent d'engendrer une grande incertitude économique.

Variables macroéconomiques

	Au					
	31 juillet 2022					
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Moyenne T3 2022- T2 2023 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹	Moyenne T3 2022- T2 2023 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹	Moyenne T3 2022- T2 2023 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹
Taux de chômage						
Canada	5,4 %	6,0 %	5,1 %	5,4 %	7,4 %	6,8 %
États-Unis	3,7	4,1	3,4	3,6	5,6	4,9
PIB réel						
Canada	2,9	1,5	3,9	1,5	(0,3)	2,3
États-Unis	1,5	1,8	2,5	1,7	(1,8)	2,6
Prix des propriétés résidentielles						
Canada (prix moyen observé) ²	(12,1)	3,0	(5,5)	2,3	(18,6)	4,4
États-Unis (IPP CoreLogic) ³	4,7	2,2	8,3	2,5	1,4	2,8
Taux d'intérêt directeurs des banques centrales						
Canada	3,19	2,27	3,31	3,17	0,88	0,58
États-Unis	3,19	2,39	3,31	3,27	0,81	0,69
Rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans	3,43	2,88	3,57	3,32	2,29	2,46
Écart des obligations américaines de notation BBB à 10 ans (points de pourcentage)	1,81	1,80	1,72	1,69	2,34	1,77
Taux de change (dollar américain / dollar canadien)	0,79 \$	0,79 \$	0,81 \$	0,80 \$	0,74 \$	0,79 \$

¹ Les valeurs représentent les valeurs moyennes pour les périodes mentionnées et la moyenne de la croissance d'un exercice à l'autre du PIB réel et des prix des propriétés résidentielles.

² Le prix moyen des propriétés résidentielles correspond au prix de vente moyen des propriétés vendues publié par le Service inter-agences; les données sont colligées par l'Association canadienne de l'immeuble.

³ L'indice des prix des propriétés résidentielles de CoreLogic (IPP CoreLogic) est un indice fondé sur la méthode des ventes répétées qui suit l'évolution à la hausse ou à la baisse des prix des mêmes propriétés au fil du temps.

f) SENSIBILITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

Les pertes de crédit attendues sont sensibles aux données utilisées dans les modèles internes, aux variables macroéconomiques des scénarios prospectifs et aux pondérations probabilistes respectives afin de déterminer les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes, et à d'autres facteurs pris en compte lorsqu'un jugement d'expert en matière de crédit est exercé. Les variations de ces données, hypothèses, modèles et jugements auraient une incidence sur la détermination si une augmentation importante du risque de crédit est survenue et sur l'évaluation des pertes de crédit attendues.

Le tableau suivant présente les pertes de crédit attendues selon le scénario de base et les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes, ces dernières étant tirées de trois scénarios de pertes de crédit attendues pour les prêts productifs et les instruments hors bilan. L'écart reflète l'incidence de l'utilisation de plusieurs scénarios élaborés à partir des pertes de crédit attendues selon le scénario de base et la variation des pertes de crédit attendues en découlant en raison de la sensibilité et de l'absence de linéarité résultant de l'utilisation des scénarios macroéconomiques.

Variations des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes par rapport aux pertes de crédit attendues selon le scénario de base

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Aux	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
Pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes	6 208 \$	6 608 \$
Pertes de crédit attendues selon le scénario de base	5 844	6 412
Écart – en dollars	364 \$	196 \$
Écart – en pourcentage	6,2 %	3,1 %

Les pertes de crédit attendues pour les prêts productifs et les instruments hors bilan correspondent au montant global des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes à l'étape 1 et à l'étape 2, soit respectivement les pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir et les pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Un transfert des pertes de crédit attendues de l'étape 1 à l'étape 2 survient à la suite d'une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale du prêt. Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la catégorisation par étapes des pertes de crédit attendues en indiquant les pertes de crédit attendues pour tous les prêts productifs et les instruments hors bilan calculées à partir des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir par rapport au montant global des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes actuelles, tous les profils de risque demeurant constants.

Incidence supplémentaire des pertes de crédit attendues pour la durée de vie

(en millions de dollars canadiens)

	Aux	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
Pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes	6 208 \$	6 608 \$
Tous les prêts productifs et instruments hors bilan selon des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	4 574	4 903
Incidence supplémentaire des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	1 634 \$	1 705 \$

g) BIENS SAISIS

Les biens saisis sont des actifs non financiers qui ont fait l'objet d'une reprise de possession dans le cadre de laquelle la Banque obtient les titres, devient propriétaire ou prend possession des propriétés individuelles, comme des biens immobiliers, qui sont gérées aux fins de vente de manière ordonnée, et le produit en découlant est affecté à la réduction ou au remboursement de tout solde du prêt en souffrance. En général, la Banque n'installe pas ses activités dans des propriétés saisies. La Banque s'en remet principalement à des évaluations de tiers pour établir la valeur comptable des biens saisis. Les biens saisis détenus en vue de la vente s'élevaient à 48 millions de dollars au 31 juillet 2022 (53 millions de dollars au 31 octobre 2021) et étaient comptabilisés dans les autres actifs au bilan consolidé intermédiaire.

h) PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX

Un prêt est classé comme en souffrance lorsqu'un emprunteur a omis de faire un paiement exigible à l'échéance prévue au contrat. Le tableau suivant présente de l'information sur les prêts en souffrance mais non douteux. Les prêts qui sont en souffrance depuis moins de 31 jours aux termes du contrat ne sont pas pris en compte puisqu'ils ne sont pas une indication, de façon générale, qu'un emprunteur ne respectera pas ses obligations de paiement.

Prêts en souffrance mais non douteux¹

(en millions de dollars canadiens)

	Aux					
	31 juillet 2022			31 octobre 2021		
	De 31 à 60 jours	De 61 à 89 jours	Total	De 31 à 60 jours	De 61 à 89 jours	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	227 \$	62 \$	289 \$	229 \$	62 \$	291 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	606	182	788	512	156	668
Cartes de crédit	225	142	367	186	113	299
Entreprises et gouvernements	329	129	458	785	139	924
Total	1 387 \$	515 \$	1 902 \$	1 712 \$	470 \$	2 182 \$

¹ Incluent les prêts qui sont évalués à la JVAERG.

j) TRANSFERTS D'ACTIFS FINANCIERS ADMISSIBLES À LA DÉCOMPTABILISATION

Programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes

En vertu du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) financé par Sa Majesté du chef du Canada (le « gouvernement du Canada ») et par Exportations et développement Canada à titre d'agent du gouvernement du Canada, la Banque a consenti à ses clients admissibles des services bancaires aux entreprises un prêt jusqu'à hauteur de 60 000 \$ sans intérêt assorti d'une exonération partielle. Le 12 janvier 2022, il a été annoncé que la date limite du remboursement des prêts du CUEC menant à une exonération partielle de ces prêts était reportée du 31 décembre 2022 au 31 décembre 2023 pour tous les emprunteurs admissibles en règle. Si le prêt n'est pas remboursé d'ici le 31 décembre 2023, il sera prolongé de deux ans à un taux d'intérêt annuel de 5 %. La date limite pour demander un nouveau prêt en vertu du programme CUEC ou un prêt supplémentaire était le 30 juin 2021. Le financement fourni à la Banque par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme CUEC est assorti d'une obligation de remettre les montants recouvrés sur les prêts consentis aux termes du programme et est autrement sans recours pour la Banque. Par conséquent, la Banque doit remettre la totalité des montants de principal et d'intérêts recouvrés sur les prêts aux termes du programme CUEC au gouvernement du Canada, mais elle n'est pas tenue de rembourser les montants payés des clients ou annulés. La Banque reçoit un remboursement des charges d'administration qu'elle engage pour administrer le programme au nom du gouvernement du Canada. Les prêts consentis en vertu de ce programme ne sont pas comptabilisés au bilan consolidé de la Banque puisque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à ces prêts est transférée au gouvernement du Canada.

NOTE 7 : PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

PARTICIPATION DANS THE CHARLES SCHWAB CORPORATION

La Banque exerce une influence notable sur The Charles Schwab Corporation (« Schwab ») et a la capacité de participer aux décisions en matière de politiques financières et d'exploitation de Schwab en raison de la participation de la Banque, de sa représentation au conseil d'administration et de la convention sur les comptes de dépôt assuré entre la Banque et Schwab (la « convention sur les CDA avec Schwab »). Par conséquent, la Banque comptabilise sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de la Banque du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Schwab est présentée avec un décalage d'un mois. La Banque tient compte des changements survenus dans la période ultérieure qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats.

Au 31 juillet 2022, la participation comme présentée de la Banque dans Schwab s'établissait à environ 13,4 % (13,4 % au 31 octobre 2021), dont 9,6 % d'actions ordinaires avec droit de vote en circulation, le reste étant constitué d'actions ordinaires sans droit de vote de Schwab, et sa juste valeur s'élevait à 22 milliards de dollars (18 milliards de dollars américains) (26 milliards de dollars (21 milliards de dollars américains) au 31 octobre 2021) selon le cours de clôture de 69,05 \$ US (82,03 \$ US au 31 octobre 2021) à la Bourse de New York.

La Banque et Schwab sont parties à une convention d'actionnaires (la « convention d'actionnaires ») en vertu de laquelle la Banque a le droit de désigner deux des membres du conseil d'administration de Schwab et elle a des représentants qui siègent à deux comités du conseil d'administration, sous réserve du respect de certaines conditions par la Banque. Les membres du conseil d'administration que la Banque a désignés comprennent actuellement le président du Groupe et chef de la direction de la Banque et le président du conseil d'administration de la Banque. La convention d'actionnaires stipule que la Banque ne peut détenir plus de 9,9 % des actions ordinaires avec droit de vote de Schwab et est soumise aux restrictions habituelles de statu quo et, sous réserve de certaines exceptions, à certaines restrictions de transfert. La date d'échéance initiale de la convention sur les CDA avec Schwab est le 1^{er} juillet 2031.

Le 1^{er} août 2022, afin de disposer du capital nécessaire à l'acquisition de Cowen Inc. (« Cowen »), la Banque a vendu 28,4 millions d'actions ordinaires sans droit de vote de Schwab au prix de 66,53 \$ US l'action pour un produit d'environ 2,4 milliards de dollars (1,9 milliard de dollars américains). Environ 15 millions d'actions ont été vendues à Schwab en vertu d'une convention de rachat à un prix égal au prix obtenu lors de la vente de 13,4 millions d'actions à un courtier en valeurs mobilières en vertu de la règle 144 du *Securities Act of 1933*. Toutes les actions vendues ont été automatiquement converties en actions ordinaires avec droit de vote de Schwab et les actions acquises par Schwab ne sont plus en circulation. Ces ventes ont réduit la participation de la Banque dans Schwab, laquelle est passée d'environ 13,4 % à 12,0 %. La Banque devrait comptabiliser un montant de 1 milliard de dollars (770 millions de dollars américains) dans les autres

produits (déduction faite de la perte de 370 millions de dollars (290 millions de dollars américains) reclassée du cumul des autres éléments du résultat global dans le résultat) au quatrième trimestre de l'exercice 2022.

Les états financiers résumés de Schwab, fondés sur les derniers états financiers consolidés publiés, sont présentés dans les tableaux ci-dessous. La valeur comptable de la participation de la Banque dans Schwab s'élevant à 9,5 milliards de dollars au 31 juillet 2022 (11,1 milliards de dollars au 31 octobre 2021) représente la quote-part de la Banque des capitaux propres de Schwab, rajustés en fonction du goodwill, des autres immobilisations incorporelles et du montant cumulé des écarts de conversion. La quote-part de la Banque du résultat net de sa participation dans Schwab respectivement de 268 millions de dollars et 701 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022 (respectivement de 170 millions de dollars et 561 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021) tient compte du résultat net après les ajustements relatifs à l'amortissement après impôt de certaines immobilisations incorporelles.

Bilan consolidé résumé

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	30 juin 2022	30 septembre 2021
Actif		
Montants nets à recevoir des clients de services de courtage	97 983 \$	107 118 \$
Titres de placement	470 280	466 536
Autres actifs	252 305	178 247
Total de l'actif	820 568 \$	751 901 \$
Passif		
Dépôts bancaires	568 880 \$	489 192 \$
Montants à payer aux clients de services de courtage	147 856	139 913
Autres passifs	46 542	51 706
Total du passif	763 278	680 811
Capitaux propres	57 290	71 090
Total du passif et des capitaux propres	820 568 \$	751 901 \$

État du résultat consolidé résumé

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
Produits nets				
Produits d'intérêts nets	3 247 \$	2 391 \$	8 710 \$	7 168 \$
Honoraires d'administration et de gestion d'actifs	1 343	1 286	4 094	3 859
Produits liés aux activités de négociation et autres produits	1 911	1 883	5 546	5 946
Total des produits nets	6 501	5 560	18 350	16 973
Charges excluant les intérêts				
Salaires et avantages du personnel	1 820	1 619	5 541	5 252
Divers	1 778	1 830	5 028	5 205
Total des charges excluant les intérêts	3 598	3 449	10 569	10 457
Résultat avant impôt sur le résultat	2 903	2 111	7 781	6 516
Charge d'impôt sur le résultat	614	558	1 725	1 605
Résultat net	2 289	1 553	6 056	4 911
Dividendes sur actions privilégiées et autres	180	182	502	415
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 109	1 371	5 554	4 496
Autres éléments du résultat global	(6 353)	1 879	(21 911)	(4 221)
Total du résultat global	(4 244) \$	3 250 \$	(16 357) \$	275 \$
Résultat par action ordinaire en circulation – de base (en dollars canadiens)	1,11 \$	0,73 \$	2,93 \$	2,40 \$
Résultat par action ordinaire en circulation – dilué (en dollars canadiens)	1,11	0,72	2,92	2,39

NOTE 8 : ACQUISITIONS IMPORTANTES OU EN COURS

Acquisition de Cowen Inc.

Le 2 août 2022, la Banque et Cowen ont annoncé qu'elles avaient conclu une entente définitive pour l'acquisition de Cowen par la TD dans le cadre d'une transaction entièrement au comptant évaluée à 1,3 milliard de dollars américains, soit 39,00 \$ US par action ordinaire de Cowen. La transaction devrait se clôturer au premier trimestre civil de 2023, sous réserve des conditions de clôture habituelles, notamment les approbations des actionnaires de Cowen et de certains organismes de réglementation américains, canadiens et étrangers. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés par la Banque à compter de la date de clôture et présentés dans le secteur Services bancaires de gros.

Acquisition de First Horizon Corporation

Le 28 février 2022, la Banque et First Horizon Corporation (« First Horizon ») ont annoncé qu'elles ont conclu une entente définitive pour l'acquisition de First Horizon par la Banque dans le cadre d'une transaction entièrement au comptant évaluée à 13,4 milliards de dollars américains, soit 25,00 \$ US par action ordinaire de First Horizon. Dans le cadre de cette transaction, la Banque a investi 494 millions de dollars américains dans les actions privilégiées sans droit de vote de First Horizon (convertibles dans certaines situations, à concurrence de 4,9 % des actions ordinaires de First Horizon). La transaction devrait se clôturer au premier trimestre de l'exercice 2023, sous réserve des conditions de clôture habituelles, notamment les approbations des actionnaires de First Horizon et des

organismes de réglementation américains et canadiens. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés par la Banque à compter de la date de clôture et présentés dans le secteur Services de détail aux États-Unis.

Si la clôture de la transaction n'a pas lieu avant le 27 novembre 2022, les actionnaires de First Horizon recevront, à la clôture, un montant supplémentaire de 0,65 \$ US par action sur une base annualisée pour la période allant du 27 novembre 2022 au jour précédant immédiatement la clôture. Chaque partie aura le droit de résilier l'entente si la clôture de la transaction n'a pas eu lieu d'ici le 27 février 2023 (la « date limite »), sous réserve du droit de l'une ou l'autre des parties (selon certaines conditions) de reporter la date limite au 27 mai 2023.

Au cours du trimestre, la Banque a mis en œuvre une stratégie visant à atténuer l'incidence de la volatilité des taux d'intérêt sur les fonds propres à la clôture de l'acquisition.

La juste valeur des actifs et passifs financiers à taux fixe de First Horizon et de certaines immobilisations incorporelles est sensible aux variations des taux d'intérêt. La juste valeur des actifs nets déterminera le montant du goodwill à comptabiliser à la clôture de l'acquisition. Les augmentations du goodwill et des immobilisations incorporelles auront une incidence négative sur les ratios de fonds propres, étant donné que ces actifs sont déduits des fonds propres en vertu des règles de Bâle III du BSIF. Afin d'atténuer l'incidence de cette volatilité sur les fonds propres à la clôture, la Banque a annulé la désignation de certains swaps de taux d'intérêt qui couvraient des placements à revenu fixe inclus dans des relations de comptabilité de couverture de juste valeur.

Par suite de l'annulation de la désignation, les profits (pertes) liés à la réévaluation à la valeur de marché de ces swaps sont comptabilisés dans le résultat sans montant compensatoire correspondant provenant des placements précédemment couverts, ce qui aura pour effet d'atténuer l'incidence sur les fonds propres des variations du montant de goodwill comptabilisé à la clôture de l'acquisition. L'annulation de la désignation a également donné lieu à l'amortissement de l'ajustement au montant de base des placements dans les produits d'intérêts nets sur la durée de vie restante prévue des placements.

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque a comptabilisé des produits autres que d'intérêts de (721) millions de dollars liés à la réévaluation à la valeur de marché des swaps et des produits d'intérêts nets de 43 millions de dollars liés à l'amortissement de l'ajustement au montant de base.

NOTE 9 : GOODWILL

Goodwill par secteur

(en millions de dollars canadiens)

	Services de détail au Canada	Services de détail aux États-Unis ¹	Services bancaires de gros	Total
Valeur comptable du goodwill au 1 ^{er} novembre 2020	2 846 \$	14 142 \$	160 \$	17 148 \$
Ajouts (cessions)	40	–	116	156
Écarts de conversion et autres	(62)	(1 008)	(2)	(1 072)
Valeur comptable du goodwill au 31 octobre 2021 ²	2 824 \$	13 134 \$	274 \$	16 232 \$
Écarts de conversion et autres	29	464	5	498
Valeur comptable du goodwill au 31 juillet 2022²	2 853 \$	13 598 \$	279 \$	16 730 \$

¹ Le goodwill se rapporte surtout aux services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

² Le cumul des pertes de valeur était de néant aux 31 juillet 2022 et 31 octobre 2021.

NOTE 10 : AUTRES ACTIFS

Autres actifs

(en millions de dollars canadiens)

	Aux	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
Créances clients et autres éléments	10 488 \$	9 144 \$
Intérêts courus	2 973	2 196
Actif d'impôt exigible	4 874	1 862
Actif au titre des régimes à prestations définies	2 038	637
Actifs liés aux assurances, compte non tenu des placements	1 953	2 040
Charges payées d'avance	1 349	1 300
Total	23 675 \$	17 179 \$

NOTE 11 : DÉPÔTS

Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque n'a pas le droit de demander un préavis de retrait et représentent généralement les comptes chèques. Les dépôts sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque peut légalement demander un préavis de retrait et représentent généralement les comptes d'épargne. Les dépôts à terme sont encaissables à une date d'échéance donnée et sont acquis par les clients pour gagner de l'intérêt sur une période fixe, la durée variant de un jour à dix ans. Ils comprennent généralement des dépôts à échéance déterminée, des certificats de placement garanti, des créances de premier rang et d'autres instruments semblables. Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus au 31 juillet 2022 s'établissait à 380 milliards de dollars (283 milliards de dollars au 31 octobre 2021).

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)

							<i>Aux</i>	
	Par type			Par pays			31 juillet	31 octobre
	À vue	À préavis	À terme¹	Canada	États-Unis	Autres pays	2022	2021
							Total	Total
Particuliers	22 867 \$	579 952 \$	62 461 \$	314 419 \$	350 861 \$	– \$	665 280 \$	633 498 \$
Banques	10 810	214	19 377	19 129	8 069	3 203	30 401	20 917
Entreprises et gouvernements ²	132 202	203 592	170 261	353 337	151 039	1 679	506 055	470 710
	165 879	783 758	252 099	686 885	509 969	4 882	1 201 736	1 125 125
Détenus à des fins de transaction	–	–	18 604	12 366	2 553	3 685	18 604	22 891
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net ³	–	–	139 753	37 001	54 465	48 287	139 753	113 905
Total	165 879 \$	783 758 \$	410 456 \$	736 252 \$	566 987 \$	56 854 \$	1 360 093 \$	1 261 921 \$
Dépôts non productifs d'intérêts inclus ci-dessus								
Au Canada							74 045 \$	72 705 \$
À l'étranger							87 659	82 756
Dépôts productifs d'intérêts inclus ci-dessus								
Au Canada							662 207	626 562
À l'étranger							528 211	479 890
Fonds fédéraux américains déposés							7 971	8
Total^{2, 4}							1 360 093 \$	1 261 921 \$

¹ Comprennent une dette de premier rang de 75,6 milliards de dollars (43,1 milliards de dollars au 31 octobre 2021) qui est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques. Ce régime confère à la Société d'assurance-dépôts du Canada certains pouvoirs, y compris la capacité de convertir en actions ordinaires certaines actions et certains passifs admissibles dans le cas où la Banque serait en défaillance.

² Comprennent une somme de 31,5 milliards de dollars (25,1 milliards de dollars au 31 octobre 2021) relative à des détenteurs d'obligations sécurisées et une somme de néant (0,5 milliard de dollars au 31 octobre 2021) liée à la Fiducie de capital TD IV.

³ Les passifs financiers désignés à la JVRN dans le bilan consolidé intermédiaire comprennent également des engagements de prêts, des contrats de garantie financière et d'autres passifs désignés à la JVRN de 51,7 millions de dollars (83,3 millions de dollars au 31 octobre 2021).

⁴ Comprend des dépôts de 779,5 milliards de dollars (719,8 milliards de dollars au 31 octobre 2021) libellés en dollars américains et de 68,9 milliards de dollars (43,6 milliards de dollars au 31 octobre 2021) libellés dans d'autres monnaies.

Rachat des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2

Le 1^{er} novembre 2021, Fiducie de capital TD IV a racheté la totalité des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 en circulation d'un montant en principal de 450 millions de dollars. Le produit de l'émission des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 était investi dans des billets de dépôt de la Banque, lesquels ont été rachetés le 1^{er} novembre 2021. Le 8 décembre 2021, Fiducie de capital TD IV a été dissoute.

NOTE 12 : AUTRES PASSIFS**Autres passifs**

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	31 juillet	31 octobre
	2022	2021
Comptes fournisseurs, charges à payer et autres éléments ¹	7 180 \$	7 499 \$
Intérêts courus	1 229	714
Salaires et avantages du personnel à payer	3 419	4 151
Chèques et autres effets en voie de règlement	2 574	2 667
Passif d'impôt exigible	115	82
Passifs d'impôt différé	209	244
Passif au titre des régimes à prestations définies	1 525	1 592
Obligations locatives	5 243	5 473
Passifs liés aux entités structurées	8 502	4 407
Provisions	1 254	1 304
Total	31 250 \$	28 133 \$

¹ Comprennent des dividendes et distributions à verser de 1 036 millions de dollars au 31 juillet 2022 (1 404 millions de dollars au 31 octobre 2021).

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES

Le tableau suivant présente un sommaire des variations des actions et autres instruments de capitaux propres émis et en circulation et des actions propres détenues aux 31 juillet 2022 et 2021 et pour les trois mois et neuf mois clos à ces dates.

Actions ordinaires et autres instruments de capitaux propres émis et en circulation et actions propres détenues

(en millions d'actions ou d'autres instruments de capitaux propres et en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>				<i>Neuf mois clos les</i>			
	31 juillet 2022		31 juillet 2021		31 juillet 2022		31 juillet 2021	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires								
Solde au début de la période	1 806,7	23 127 \$	1 820,4	22 790 \$	1 823,9	23 066 \$	1 816,1	22 487 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	0,1	7	0,9	56	1,4	97	2,5	146
Actions émises dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes	7,5	610	1,2	99	10,0	846	3,9	312
Rachat d'actions aux fins d'annulation et autres	-	-	-	-	(21,0)	(265)	-	-
Solde à la fin de la période – actions ordinaires	1 814,3	23 744 \$	1 822,5	22 945 \$	1 814,3	23 744 \$	1 822,5	22 945 \$
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres								
Actions privilégiées – catégorie A								
Solde au début de la période	158,8	4 800 \$	198,0	4 950 \$	158,0	3 950 \$	226,0	5 650 \$
Émission d'actions ^{1,2}	0,8	800	-	-	1,6	1 650	-	-
Rachat d'actions	-	-	-	-	-	-	(28,0)	(700)
Solde à la fin de la période	159,6	5 600 \$	198,0	4 950 \$	159,6	5 600 \$	198,0	4 950 \$
Autres instruments de capitaux propres³								
Solde au début de la période	1,8	1 750 \$	-	- \$	1,8	1 750 \$	-	- \$
Émission de billets avec remboursement de capital à recours limité	-	-	1,8	1 750	-	-	1,8	1 750
Solde à la fin de la période	1,8	1 750 \$	1,8	1 750 \$	1,8	1 750 \$	1,8	1 750 \$
Solde à la fin de la période – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	161,4	7 350 \$	199,8	6 700 \$	161,4	7 350 \$	199,8	6 700 \$
Actions propres – actions ordinaires⁴								
Solde au début de la période	2,8	(243) \$	1,7	(123) \$	1,9	(152) \$	0,5	(37) \$
Achat d'actions	24,1	(2 107)	29,8	(2 565)	85,3	(8 131)	107,9	(8 398)
Vente d'actions	(25,7)	2 246	(29,0)	2 499	(86,0)	8 179	(105,9)	8 246
Solde à la fin de la période – actions propres – actions ordinaires	1,2	(104) \$	2,5	(189) \$	1,2	(104) \$	2,5	(189) \$
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres⁴								
Solde au début de la période	0,2	(13) \$	0,2	(5) \$	0,1	(10) \$	0,1	(4) \$
Achat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	0,6	(52)	1,1	(28)	2,3	(142)	4,4	(107)
Vente d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(0,6)	49	(1,1)	28	(2,2)	136	(4,3)	106
Solde à la fin de la période – actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	0,2	(16) \$	0,2	(5) \$	0,2	(16) \$	0,2	(5) \$

¹ Des actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), série 27 (les « actions de série 27 ») ont été émises par la Banque le 4 avril 2022, à un prix de 1 000 \$ l'action, et donnent droit à des dividendes en espèces non cumulatifs semestriels, lorsqu'ils sont déclarés, payables à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale se terminant le 31 octobre 2027. Par la suite, tous les cinq ans, le taux de dividende sera rajusté à un équivalent du rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans alors en vigueur, majoré de 3,317 %. Les actions de série 27 sont rachetables par la Banque, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, au prix de 1 000 \$ l'action pendant la période allant du 1^{er} octobre 2027 au 31 octobre 2027, inclusivement, et pendant la période du 1^{er} octobre au 31 octobre, inclusivement, chaque cinq ans par la suite.

² Des actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 28 (les « actions de série 28 ») ont été émises par la Banque le 25 juillet 2022, à un prix de 1 000 \$ l'action, et donnent droit à des dividendes en espèces non cumulatifs semestriels, lorsqu'ils sont déclarés, payables à un taux annuel de 7,232 % pour la période initiale se terminant le 31 octobre 2027. Par la suite, tous les cinq ans, le taux de dividende sera rajusté à un équivalent du rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans alors en vigueur, majoré de 4,20 %. Les actions de série 28 sont rachetables par la Banque, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, au prix de 1 000 \$ l'action pendant la période allant du 1^{er} octobre 2027 au 31 octobre 2027, inclusivement, et pendant la période du 1^{er} octobre au 31 octobre, inclusivement, chaque cinq ans par la suite.

³ Billets avec remboursement de capital à recours limité (BRCRL). Pour les BRCRL, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

⁴ Lorsque, dans le cadre de ses activités de négociation, la Banque acquiert ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci sont classés à titre d'actions propres, et leur coût est porté en déduction des capitaux propres.

DIVIDENDES

Le 24 août 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende de quatre-vingt-neuf cents (89 cents) par action ordinaire entièrement libérée du capital social de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2022. Ce dividende sera payable à compter du 31 octobre 2022 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 7 octobre 2022.

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Banque offre un plan de réinvestissement des dividendes à ses actionnaires ordinaires. La participation à ce plan est facultative et, en vertu des conditions du plan, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires servent à acheter des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises sur le capital autorisé, au cours moyen des cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement des dividendes, moins un escompte variant entre 0 % et 5 %, au gré de la Banque, ou achetées sur le marché libre, au cours du marché. La Banque avait déterminé qu'à compter du dividende approuvé le 25 mai 2022 pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 et jusqu'à nouvel ordre, elle émettra des actions ordinaires sur son capital autorisé et appliquera un escompte de 2 % sur le cours moyen de ces actions ordinaires.

Pour les trois mois clos le 31 juillet 2022, la Banque a émis 7,5 millions d'actions ordinaires sur le capital autorisé à un escompte de 2 %. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque a émis 2,5 millions d'actions ordinaires sur le capital autorisé sans escompte et 7,5 millions d'actions ordinaires à un escompte de 2 %. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021, la Banque a émis respectivement 1,2 million et 3,9 millions d'actions ordinaires sur le capital autorisé sans escompte.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 7 janvier 2022, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto et le BSIF avaient approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque annoncée précédemment visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires.

Parallèlement à l'annonce le 28 février 2022 de l'acquisition de First Horizon par la Banque, le régime d'achat d'actions automatique de la Banque établi pour son offre publique de rachat dans le cours normal des activités a pris fin automatiquement, conformément à ses modalités.

Au cours des six mois clos le 30 avril 2022, la Banque a racheté 21 millions d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, à un prix moyen de 104,50 \$ l'action pour un montant total de 2,2 milliards de dollars, ce qui représente une prime de 1,9 milliard de dollars par rapport au montant du capital social. Aucune action ordinaire n'a été rachetée au cours des trois mois clos le 31 juillet 2022.

NOTE 14 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Pour les trois mois clos et neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque a comptabilisé une charge de rémunération pour l'attribution d'options sur actions respectivement de 7,1 millions de dollars et 25,5 millions de dollars (respectivement de 5,1 millions de dollars et 21,0 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021). Pour les trois mois clos les 31 juillet 2022 et 2021, aucune option sur actions n'a été attribuée par la Banque. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2022, 2,5 millions d'options sur actions (2,2 millions d'options sur actions pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021) ont été attribuées par la Banque à une juste valeur moyenne pondérée de 12,41 \$ l'option (8,90 \$ l'option au 31 juillet 2021).

Le tableau suivant présente les hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options pour les neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021.

Hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Neuf mois clos les	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Taux d'intérêt sans risque	1,47 %	0,71 %
Durée contractuelle des options	10 ans	10 ans
Volatilité prévue ¹	17,89 %	18,50 %
Rendement de l'action prévu	3,66 %	3,61 %
Prix d'exercice / cours de l'action	95,33 \$	71,88 \$

¹ La volatilité prévue est calculée d'après la volatilité quotidienne moyenne évaluée sur une période historique.

NOTE 15 : AVANTAGES DU PERSONNEL

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes de retraite à prestations définies principaux de la Banque et à son principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies, ainsi qu'à ses autres régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies importants pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021. Les autres régimes offerts par la Banque et certaines de ses filiales ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

Charges liées aux régimes de retraite à prestations définies

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite		Autres régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite ¹	
	<i>Trois mois clos les</i>					
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Coût des services rendus – prestations acquises	104 \$	130 \$	2 \$	2 \$	1 \$	2 \$
Frais (produits) d'intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies	(6)	6	3	3	5	4
Coûts des services passés (crédit)	–	–	–	–	–	–
Charges administratives au titre des prestations définies	2	3	–	–	1	1
Total	100 \$	139 \$	5 \$	5 \$	7 \$	7 \$

	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite		Autres régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite ¹	
	<i>Neuf mois clos les</i>					
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Coût des services rendus – prestations acquises	312 \$	391 \$	6 \$	7 \$	4 \$	6 \$
Frais (produits) d'intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies	(18)	18	10	8	15	14
Coûts des services passés (crédit)	–	–	–	–	–	1
Charges administratives au titre des prestations définies	7	8	–	–	3	3
Total	301 \$	417 \$	16 \$	15 \$	22 \$	24 \$

¹ Comprennent le régime de retraite à prestations définies de Canada Trust, le régime de retraite à prestations définies de TD Banknorth, les régimes de retraite à prestations définies et les régimes d'avantages complémentaires de retraite de Financement auto TD, et les régimes de retraite complémentaires à prestations définies.

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes à cotisations définies de la Banque pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021.

Charges liées aux régimes de retraite à cotisations définies

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
	Régimes de retraite à cotisations définies ¹	50 \$	44 \$	148 \$
Régimes de retraite d'État ²	95	83	335	294
Total	145 \$	127 \$	483 \$	432 \$

¹ Comprennent le volet à cotisations définies du Régime de retraite TD (Canada) et du régime à cotisations définies 401(k) de TD Bank, N.A.

² Comprennent le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et la *Federal Insurance Contributions Act* des États-Unis.

Le tableau suivant présente les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour les régimes de retraite à prestations définies principaux de la Banque et son principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021.

Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ayant trait à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies^{1, 2, 3}

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite	
	<i>Trois mois clos les</i>			
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Profit (perte) de réévaluation – hypothèses financières	231 \$	(416) \$	(6) \$	(18) \$
Profit (perte) de réévaluation – rendement des actifs des régimes moins les produits d'intérêts	156	548	–	–
Total	387 \$	132 \$	(6) \$	(18) \$

	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite	
	<i>Neuf mois clos les</i>			
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Profit (perte) de réévaluation – hypothèses financières	2 132 \$	974 \$	76 \$	24 \$
Profit (perte) de réévaluation – rendement des actifs des régimes moins les produits d'intérêts	(704)	765	–	–
Total	1 428 \$	1 739 \$	76 \$	24 \$

¹ Excluent le régime de retraite à prestations définies de Canada Trust, le régime de retraite à prestations définies de TD Banknorth, les régimes de retraite de Financement auto TD, les régimes de retraite complémentaires et les autres régimes à prestations définies offerts par la Banque et certaines de ses filiales qui ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière puisque ces régimes ne sont pas réévalués chaque trimestre.

² Les variations des taux de désactualisation et du rendement des actifs des régimes sont examinées et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour chaque année.

³ Les montants sont présentés avant impôt.

NOTE 16 : IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'Agence du revenu du Canada (ARC), Revenu Québec et l'Alberta Tax and Revenue Administration (ATRA) refusent certaines déductions demandées par la Banque au titre des dividendes et des intérêts. Au 31 juillet 2022, l'ARC avait établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts et intérêts de 1 186 millions de dollars pour les exercices de 2011 à 2016, Revenu Québec avait établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts et intérêts de 34 millions de dollars pour les exercices de 2011 à 2015 et l'ATRA avait établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts et intérêts de 54 millions de dollars pour les exercices de 2011 à 2016. Le 12 août 2022, l'ARC a établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts et intérêts additionnels de 460 millions de dollars pour l'année d'imposition de 2017. La Banque a reçu des avis de nouvelles cotisations représentant des impôts et intérêts totalisant 1 734 millions de dollars liées à ces transactions. La Banque s'attend à recevoir des avis de nouvelles cotisations pour les années non frappées de prescription. La Banque est d'avis que les positions prises dans ses déclarations fiscales étaient conformes et entend contester toute nouvelle cotisation.

Mesures fiscales proposées dans le budget fédéral du Canada

Le budget fédéral du Canada présenté le 7 avril 2022 proposait d'introduire, pour les groupes de banques et d'assureurs-vie, un nouvel impôt appelé dividende pour la relance du Canada (« DRC ») ainsi qu'une augmentation permanente du taux d'imposition. Le 9 août 2022, le premier projet de propositions législatives a été publié par le ministre des Finances. Ce projet propose que le DRC s'applique sous la forme d'un taux d'imposition de 15 % sur le revenu imposable moyen pour les années d'imposition de 2020 et 2021 supérieur à 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Le projet de propositions législatives propose également d'introduire une augmentation permanente du taux d'imposition de 1,5 % sur le revenu imposable des groupes de banques et d'assureurs-vie supérieur à 100 millions de dollars. L'augmentation du taux d'imposition s'appliquerait pour les années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et sera calculée au prorata pour la première année.

Ces mesures fiscales, si elles sont adoptées telles qu'elles sont proposées, donneront lieu à une hausse des impôts à payer pour chacune des années visées ainsi qu'à des ajustements de réévaluation des actifs et passifs d'impôt différé. La Banque continue de suivre l'état de ces propositions dans le budget et des projets de propositions législatives et déterminera l'incidence qu'ils auront sur les résultats de la Banque une fois que la législation sera quasi adoptée.

NOTE 17 : RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période.

Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la même méthode que celle employée pour établir le résultat de base par action, sauf que certains ajustements sont apportés au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et au nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le but de tenir compte de l'effet dilutif de toutes les actions ordinaires potentielles qui seraient censées être émises par la Banque.

Le tableau suivant présente le résultat de base et le résultat dilué par action de la Banque pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021.

Résultat de base et dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Résultat de base par action				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 171 \$	3 489 \$	10 606 \$	10 331 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 804,5	1 818,8	1 810,0	1 816,8
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	1,76 \$	1,92 \$	5,86 \$	5,69 \$
Résultat dilué par action				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 171 \$	3 489 \$	10 606 \$	10 331 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris l'incidence des titres dilutifs	3 171	3 489	10 606	10 331
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 804,5	1 818,8	1 810,0	1 816,8
Effet des titres dilutifs				
Options sur actions potentiellement exerçables (en millions) ¹	2,6	3,0	3,3	2,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	1 807,1	1 821,8	1 813,3	1 819,2
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)¹	1,75 \$	1,92 \$	5,85 \$	5,68 \$

¹ Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2022, le calcul du résultat dilué par action exclut un nombre moyen d'options en cours respectivement de 2,4 millions et 2,0 millions, à un prix d'exercice de 95,33 \$, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2021, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du résultat dilué par action.

NOTE 18 : PASSIFS ÉVENTUELS

À l'exception de ce qui est décrit ci-après, il n'y a pas eu d'événements importants ni de transactions importantes relativement aux éléments présentés à la note 27 des états financiers consolidés annuels de 2021 de la Banque.

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

LITIGES

Dans le cadre normal des activités, la Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites judiciaires et procédures administratives, dont des poursuites civiles, des examens des autorités de réglementation, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'application des lois dans divers territoires. La Banque constitue des provisions lorsqu'il devient probable qu'elle subira une perte et que le montant peut être estimé de façon fiable. La Banque évalue aussi la fourchette globale estimative des pertes raisonnablement possibles (c'est-à-dire celles qui ne sont ni probables ni peu probables) pouvant découler de poursuites judiciaires et procédures administratives, en sus des provisions. Au 31 juillet 2022, la fourchette estimative des pertes raisonnablement possibles allait de néant à environ 1,39 milliard de dollars (de néant à environ 1,45 milliard de dollars au 31 octobre 2021). Les provisions et les pertes raisonnablement possibles de la Banque représentent les meilleures estimations de la Banque en fonction des informations disponibles à l'heure actuelle à l'égard des procédures pouvant faire l'objet d'estimations, bien qu'un certain nombre de facteurs puisse amener les provisions et les pertes raisonnablement possibles de la Banque à être très différentes de ses pertes réelles ou prévues. Par exemple, les estimations de la Banque exigent beaucoup de jugement, en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les procédures, de l'existence de multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité reste à déterminer, des nombreuses questions en suspens toujours en cause dans plusieurs procédures, dont certaines échappent à la volonté de la Banque ou portent sur des théories et des interprétations juridiques nouvelles, de l'incertitude planant sur les divers dénouements possibles de ces procédures et du fait que les procédures sous-jacentes évolueront au fil du temps. De plus, certaines poursuites visent des dommages-intérêts très importants ou indéterminés.

De l'avis de la direction, d'après ses connaissances actuelles et les avis de ses conseillers juridiques, l'issue de l'une ou de l'ensemble de ces procédures n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée ou sur les flux de trésorerie consolidés de la Banque. Toutefois, en raison des facteurs susmentionnés et d'autres incertitudes inhérentes aux litiges et aux questions d'ordre réglementaire, il est possible que l'incidence de l'issue des poursuites judiciaires ou procédures administratives puisse être importante sur les résultats d'exploitation consolidés de la Banque pour n'importe laquelle des périodes de présentation.

Litige Stanford – Le 20 janvier 2022, dans l'affaire *Rotstain v. Trustmark National Bank, et al.*, le tribunal a rendu une ordonnance accueillant en partie et rejetant en partie la requête en jugement sommaire de la Banque. Toujours le 20 janvier 2022, le tribunal dans l'affaire *Rotstain* a prononcé une suggestion de renvoi (*Suggestion of Remand*) qui recommandait au Judicial Panel on Multidistrict Litigation (« JPML ») de renvoyer l'affaire *Rotstain* au Southern District of Texas pour la suite de la procédure. Le même jour, le JPML a rendu une ordonnance de renvoi conditionnelle, qui a pris effet le 27 janvier 2022. Le 10 mars 2022, l'affaire *Rotstain* a été transférée à la U.S. District Court for the Southern District of Texas. Le 29 avril 2022, les banques défenderesses, y compris la Banque, ont demandé le rejet de certaines des demandes des requérants en raison d'absence de compétence et de qualité. Le dossier de la requête en rejet des banques défenderesses était pleinement constitué au 27 mai 2022. De plus, le 23 mai 2022, la Banque a déposé une requête en jugement sommaire au motif que toutes les réclamations invoquées par l'Official Stanford Investors Committee (OSIC) sont interdites selon le jugement rendu par la Cour supérieure de justice de l'Ontario le 8 juin 2021. Le 13 juin 2022, l'OSIC a notifié son opposition à la requête en jugement sommaire de la Banque et a déposé une contre-requête en jugement sommaire à l'égard des défenses affirmatives de la Banque reposant sur le principe de la chose jugée et de la préclusion accessoire. Le dossier des requêtes était pleinement constitué au 12 juillet 2022.

Le 9 juin 2022, le tribunal a fixé la date d'audition de l'affaire *Rotstain* au 27 février 2023.

Un rapport d'état d'instance conjoint a été soumis dans l'affaire *Smith v. Independent et al.* le 31 janvier 2022. Dans le rapport, la banque défenderesse demandant le renvoi sollicitait une conférence afin de traiter la façon de régler les questions se recoupant dans l'affaire *Rotstain*. La position adoptée par les requérants est que l'affaire *Smith* devrait demeurer suspendue.

En Ontario, l'appel dans l'action des coliquidateurs a été entendu les 20 et 21 avril 2022. La Cour d'appel de l'Ontario a pris l'affaire en délibéré et rendra une décision par écrit en temps utile.

Frais de carte de crédit – Le 10 décembre 2021, après l'audition d'une requête pour approbation du règlement conjoint tenue le 6 décembre 2021, le règlement national a été approuvé par les cinq tribunaux auprès desquels les recours avaient été déposés.

Litige Rothstein – Au cours du deuxième trimestre de 2022, la Banque a conclu un règlement au Canada dans l'affaire *TD Bank, N.A. v. Lloyd's Underwriters et al.*, selon lequel la Banque a recouvré le montant des pertes encourues en raison du règlement précédemment conclu par la Banque aux États-Unis visant de multiples poursuites liées à une combine à la Ponzi qui aurait été montée, entre autres, par Scott Rothstein. Le montant a été recouvré au cours du deuxième trimestre de 2022 et a été comptabilisé dans les autres produits (pertes) à l'état du résultat consolidé intermédiaire.

Litige avec un actionnaire de TD Ameritrade – Le 20 janvier 2022, les parties (c.-à-d. la partie demanderesse et toutes les parties défenderesses) ont informé le tribunal qu'elles avaient conclu une entente de principe en vue de régler le litige sous réserve que les parties respectent certaines conditions et qu'elles présentent une entente de règlement écrite dans les 45 jours. Le 25 mars 2022, les parties (c.-à-d. la partie demanderesse et toutes les parties défenderesses) ont déposé leur entente de règlement, d'arrangement et de renonciation. Le tribunal a fixé l'audience de règlement au 21 septembre 2022.

NOTE 19 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, la Banque présente ses résultats en fonction de trois secteurs d'exploitation comme suit : les Services de détail au Canada, lesquels comprennent les résultats des activités des services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de Financement auto TD au Canada et des activités de gestion de patrimoine et d'assurance au Canada; les Services de détail aux États-Unis, lesquels comprennent les résultats des activités des services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, de Financement auto TD aux États-Unis, des activités de gestion de patrimoine aux États-Unis et de la participation de la Banque dans Schwab; et les Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Le tableau suivant présente les résultats sectoriels pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021.

Résultats par secteur¹

(en millions de dollars canadiens)	Services de détail au Canada		Services de détail aux États-Unis		Services bancaires de gros ²		Siège social ²		Total	
	<i>Trois mois clos les 31 juillet</i>									
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Produits d'intérêts nets	3 448 \$	3 044 \$	2 453 \$	1 990 \$	786 \$	632 \$	357 \$	338 \$	7 044 \$	6 004 \$
Produits autres que d'intérêts	3 572	3 535	648	691	290	451	(629)	31	3 881	4 708
Total des produits	7 020	6 579	3 101	2 681	1 076	1 083	(272)	369	10 925	10 712
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	170	100	107	(96)	25	2	49	(43)	351	(37)
Indemnités d'assurance et charges connexes	829	836	–	–	–	–	–	–	829	836
Charges autres que d'intérêts	2 957	2 748	1 715	1 518	691	635	733	715	6 096	5 616
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	3 064	2 895	1 279	1 259	360	446	(1 054)	(303)	3 649	4 297
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	811	770	126	161	89	116	(323)	(125)	703	922
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{3,4}	–	–	289	197	–	–	(21)	(27)	268	170
Résultat net	2 253 \$	2 125 \$	1 442 \$	1 295 \$	271 \$	330 \$	(752) \$	(205) \$	3 214 \$	3 545 \$
	<i>Neuf mois clos les 31 juillet</i>									
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Produits d'intérêts nets	9 681 \$	8 895 \$	6 647 \$	5 971 \$	2 254 \$	1 941 \$	1 141 \$	1 062 \$	19 723 \$	17 869 \$
Produits autres que d'intérêts	10 680	10 091	2 183	2 007	1 418	1 609	(535)	176	13 746	13 883
Total des produits	20 361	18 986	8 830	7 978	3 672	3 550	606	1 238	33 469	31 752
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	263	205	110	(174)	11	(41)	66	(91)	450	(101)
Indemnités d'assurance et charges connexes	2 177	2 057	–	–	–	–	–	–	2 177	2 057
Charges autres que d'intérêts	8 758	8 091	4 944	4 800	2 231	2 051	2 163	2 187	18 096	17 129
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	9 163	8 633	3 776	3 352	1 430	1 540	(1 623)	(858)	12 746	12 667
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2 420	2 289	460	393	366	390	(557)	(361)	2 689	2 711
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{3,4}	–	–	765	652	–	–	(64)	(91)	701	561
Résultat net	6 743 \$	6 344 \$	4 081 \$	3 611 \$	1 064 \$	1 150 \$	(1 130) \$	(588) \$	10 758 \$	10 517 \$

¹ La part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuable à la Banque en vertu des conventions.

² Les produits d'intérêts nets au sein des Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale. Le rajustement de l'équivalence fiscale présenté dans le secteur Services bancaires de gros est renversé dans le secteur Siège social.

³ Les montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises et la quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de TD Ameritrade par Schwab sont comptabilisés dans le secteur Siège social.

⁴ La quote-part de la Banque du résultat de Schwab est présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7.

Total de l'actif par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Services de détail au Canada		Services de détail aux États-Unis		Services bancaires de gros		Siège social		Total	
	<i>Au 31 juillet 2022</i>									
	<i>Au 31 octobre 2021</i>									
Total de l'actif	543 516 \$		576 952 \$		579 825 \$		140 518 \$		1 840 811 \$	
Total de l'actif	509 436 \$		559 503 \$		514 681 \$		145 052 \$		1 728 672 \$	

NOTE 20 : PRODUITS D'INTÉRÊTS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

Les tableaux suivants présentent les produits d'intérêts et les charges d'intérêts par évaluation comptable.

Produits d'intérêts

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Évalués au coût amorti ¹	8 876 \$	6 473 \$	22 342 \$	19 574 \$
Évalués à la JVAERG – instruments de créance ¹	302	133	565	457
	9 178	6 606	22 907	20 031
Évalués ou désignés à la JVRN	1 548	659	3 274	1 993
Évalués à la JVAERG – instruments de capitaux propres	56	41	152	118
Total	10 782 \$	7 306 \$	26 333 \$	22 142 \$

¹ Les produits d'intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Charges d'intérêts

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Évalués au coût amorti ¹	2 950 \$	843 \$	4 982 \$	2 835 \$
Évalués ou désignés à la JVRN	788	459	1 628	1 438
Total	3 738 \$	1 302 \$	6 610 \$	4 273 \$

¹ Les charges d'intérêts sont calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 21 : FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

La Banque gère ses fonds propres conformément aux lignes directrices établies par le BSIF. Les lignes directrices sur les fonds propres réglementaires évaluent les fonds propres compte tenu du risque de crédit, du risque de marché et du risque opérationnel. La Banque applique plusieurs directives, procédures et contrôles en matière de fonds propres pour réaliser ses objectifs. Le 22 novembre 2019, la Banque a été désignée comme une banque d'importance systémique mondiale (BISM).

Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2022, la Banque s'est conformée aux lignes directrices du BSIF en vertu du cadre de Bâle III sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques et ratios de levier. Depuis le 1^{er} janvier 2016, les cibles du BSIF pour les banques canadiennes désignées banques d'importance systémique intérieure (BISI) à l'égard du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, du ratio de fonds propres de catégorie 1 et du ratio du total des fonds propres sont assujetties à un supplément de 1 % de fonds propres en actions ordinaires et sont respectivement de 8 %, 9,5 % et 11,5 %. Le 25 juin 2018, le BSIF a accru la transparence associée aux réserves de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires du deuxième pilier qui n'étaient pas communiquées par le passé en exigeant la présentation de la réserve pour stabilité intérieure (RSI). La réserve pour stabilité intérieure est détenue par les BISI en vue de contrer les risques dont il est question dans le deuxième pilier. À l'heure actuelle, la réserve est établie à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques et doit être constituée exclusivement de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, ce qui a fait passer respectivement à 10,5 %, 12,0 % et 14,0 % la cible des ratios de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, de fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres minimums du BSIF. La cible du BSIF comprend le plus élevé des suppléments pour les BISI et les BISM, lesquels s'établissent actuellement à 1 %.

Le 23 septembre 2018, le régime de recapitalisation interne des banques canadiennes de même que la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF sont entrés en vigueur. En vertu de cette ligne directrice, la Banque devait respecter, aux fins de la surveillance, le ratio cible de TLAC fondé sur les risques de 24,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, compte tenu de la RSI de 2,50 %, et le ratio cible de levier TLAC de 6,75 % à partir du 1^{er} novembre 2021. Tout changement à la RSI donnera lieu à un changement correspondant au ratio cible de TLAC fondé sur les risques.

Le tableau qui suit résume la situation des fonds propres réglementaires de la Banque aux 31 juillet 2022 et 31 octobre 2021.

Situation des fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Aux</i>	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
Fonds propres		
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	73 975 \$	69 937 \$
Fonds propres de catégorie 1	80 734	75 716
Total des fonds propres	93 182	87 987
Actifs pondérés en fonction des risques servant à calculer les ratios de fonds propres	495 706	460 270
Ratios de fonds propres et de levier		
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	14,9 %	15,2 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	16,3	16,5
Ratio du total des fonds propres	18,8	19,1
Ratio de levier	4,3	4,8
Ratio TLAC	32,0	28,3
Ratio de levier TLAC	8,5	8,2

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Service des relations avec les actionnaires

Si vous :	et que votre demande de renseignements porte sur ce qui suit :	Veillez communiquer avec les personnes suivantes :
êtes un actionnaire inscrit (votre nom figure sur votre certificat d'actions de la TD)	un dividende non reçu, un certificat d'actions perdu, une question de succession, un changement d'adresse au registre des actionnaires, un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, le plan de réinvestissement des dividendes, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'arrêt (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels	Agent des transferts : Compagne Trust TSX C. P. 700, succursale B Montréal (Québec) H3B 3K3 1-800-387-0825 (Canada et États-Unis seulement) ou 416-682-3860 Télec. : 1-888-249-6189 shareholderinquiries@tmx.com ou www.tsxtrust.com
déterminez vos actions de la TD par l'intermédiaire du système d'inscription direct aux États-Unis	un dividende non reçu, un certificat d'actions perdu, une question de succession, un changement d'adresse au registre des actionnaires, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'arrêt (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels	Coagent des transferts et agent comptable des registres : Computershare Trust Company, N.A. P.O. Box 505000 Louisville, KY 40233, ou Computershare Trust Company, N.A. 462 South 4 th Street, Suite 1600 Louisville, KY 40202 1-866-233-4836 Service ATS (pour malentendants) : 1-800-231-5469 Actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6578 Service ATS pour actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6610 www.computershare.com/investor
déterminez en propriété véritable des actions de la TD qui sont immatriculées au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre personne désignée	vos actions de la TD, notamment des questions au sujet du plan de réinvestissement des dividendes et de l'envoi de documents aux actionnaires	Votre intermédiaire

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires de la TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse tdshinfo@td.com. Veuillez prendre note qu'en nous faisant parvenir un courriel ou en nous laissant un message vocal, vous consentez à ce que nous transmettions votre demande aux personnes aptes à vous répondre.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 7 janvier 2022, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto et le BSIF avaient approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires. Aux termes de l'avis d'intention déposé auprès de la Bourse de Toronto, l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités se termine le 10 janvier 2023, à une date antérieure que la TD peut déterminer ou à une date antérieure à laquelle la TD peut avoir terminé ses rachats. Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de l'avis d'intention en communiquant avec le Service des relations publiques de la TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse tdshinfo@td.com.

Renseignements généraux

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au 1-866-233-2323

En anglais : 1-866-567-8888

En cantonais/mandarin : 1-800-328-3698

Service de télécommunications à l'intention des malentendants : 1-800-361-1180

Site Web : www.td.com

Courriel : customer.service@td.com

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels

Le Groupe Banque TD tiendra une conférence téléphonique sur les résultats le 25 août 2022. La conférence sera diffusée en webémission audio en direct sur le site Web de la TD à 13 h 30 HE. Au cours de la conférence téléphonique, des dirigeants de la TD présenteront les résultats financiers de la Banque pour le troisième trimestre et tiendront des discussions portant sur les informations présentées. Une période de questions destinée aux analystes suivra. Il sera possible de consulter les documents accompagnant les exposés qui auront lieu pendant la conférence sur le site Web de la TD à l'adresse <http://www.td.com/francais/investisseurs>, le 25 août 2022, avant le début de celle-ci. Une ligne téléphonique pour écoute seulement est ouverte au 416-641-6150 ou au 1-866-696-5894 (sans frais). Le code d'accès est le 2727354#.

La version archivée de la webémission audio et des documents des exposés pourra être consultée à l'adresse <http://www.td.com/francais/investisseurs>. Il sera également possible d'écouter la conférence à partir de 17 h HE, le 25 août 2022, jusqu'à 23 h 59 HE, le 9 septembre 2022, en composant le 905-694-9451 ou le 1-800-408-3053 (sans frais). Le code d'accès est le 7300743#.

Assemblée annuelle

Le jeudi 20 avril 2023
Toronto (Ontario)